



Adam Dicko est une activiste malienne. Elle se bat pour la justice sociale en période de COVID-19.  
© Xavier Thera/Oxfam

# LE VIRUS DES INÉGALITÉS

Réunifier un monde déchiré  
par le coronavirus grâce à une économie  
équitable, durable et juste

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 25 JANVIER 2021 00h01 GMT

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)



**OXFAM**

## NOTE D'INFORMATION D'OXFAM – JANVIER 2021

La pandémie de coronavirus pourrait aggraver les inégalités dans la quasi-totalité des pays de la planète simultanément, une première depuis que ce type de données est consigné. Le virus a mis au jour et amplifié les inégalités de richesse, les inégalités de genre et les inégalités raciales existantes, tout en s'en nourrissant. Plus de deux millions de personnes ont perdu la vie, et des centaines de millions de personnes basculent dans la pauvreté alors que bon nombre des entreprises et des particuliers les plus riches prospèrent. Les milliardaires ont retrouvé le niveau de richesse qui était le leur avant la pandémie en seulement neuf mois, alors qu'il faudra plus de dix ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques du coronavirus. La crise a mis au jour notre fragilité collective, ainsi que l'incapacité de notre économie profondément inégale à œuvrer dans l'intérêt de toutes et tous. Elle nous a également démontré l'importance cruciale de l'intervention des gouvernements dans la protection de notre santé et de nos moyens de subsistance. Des politiques transformatrices qui semblaient inenvisageables avant la crise se sont soudain révélées possibles. Le retour au monde d'avant n'est pas une option. Au lieu de cela, les citoyen-ne-s et les gouvernements doivent se mobiliser autour de l'urgence de créer un monde plus égalitaire et plus durable.

© Oxfam International, janvier 2021

Ce document a été rédigé par Esmé Berkhout, Nick Galasso, Max Lawson, Pablo Andrés Rivero Morales, Anjela Taneja, et Diego Alejo Vázquez Pimentel.

Oxfam remercie Jaime Atienza, Nabil Abdo, Nabil Ahmed, Basani Baloyi, Charlotte Becker, Kira Boe, Stephanie Burgos, Lies Craeynest, Ellen Ehmke, Patricia Espinoza Revollo, Maite Gauto, Time Gore, Irene Guijt, Victoria Harnett, Didier Jacobs, Lucy Juneau, Anthony Kamande, Nicholas Lusiani, Inigo Macias Aymar, Franziska Mager, Alex Maitland, Liliana Marcos Barba, Anna Marriott, Mikhail Maslennikov, Maria-José Moreno-Ruiz, Quentin Parrinello, Anam Parvez, Lucy Peers, Anna Ratcliff, Susana Ruiz, Alberto Sanz Martins, Emma Seery, Julie Seghers, Sameerah Siddiqui, Irit Tamir, Julie Thekkudan, Annie Thériault, David Wilson, Helen Wishart, Deepak Xavier et Bertram Zagma pour leur participation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Oxfam remercie les différent-e-s expert-e-s ayant généreusement apporté leur contribution : Lucas Chancel, Ritu Dewan, Danny Dorling, Valeria Esquivel, Deborah Hardoon, Chris Hoy, Christoph Lakner, Dave McCoy, Sulakshana Nandi, Jonathan Ostry, Kate Pickett, James Pope, Tony Shorrocks, Mwanahamisi Singano de FEMNET, Andy Sumner, Rocio Stevens Villalvazo, Richard Wilkinson, Nishant Yonzan, Gabriel Zucman, et le African American Policy Forum.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est protégé par droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document sont exactes à la date de mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous ISBN 978-1-78748-721-5 en janvier 2021.

DOI : 10.21201/2021.6409

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard). Relu par Aurore Guieu, Pauline Leclere, Julie Seghers et Barbara Scottu.

Photo de couverture : Adam Dicko est une jeune activiste malienne. Elle se bat pour faire entendre les revendications des jeunes, elle se bat pour la démocratie et la promotion de la citoyenneté. Face à la crise de COVID-19, Adam vient en aide aux personnes déplacées et aux enfants démunis par le biais de l'organisation qu'elle a créée, l'Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie, (l'AJCAD). Elle distribue des kits d'hygiène (savon, gel hydroalcoolique, gants, etc.), et mène un travail de sensibilisation sur la maladie et les mesures d'hygiène préventives sur une chaîne de télévision en ligne et les réseaux sociaux. © Xavier Thera/Oxfam

Photo de fin : En Tunisie, Jamila fournit des masques à la communauté afin de limiter la propagation du coronavirus. © FIDEL

# AVANT-PROPOS



Le personnel infirmier et les agents de santé communautaire sont les piliers des soins apportés aux patient-e-s. Face à la pandémie mondiale qui a ébranlé le monde, nous sommes en première ligne et mettons nos vies en danger. Le coronavirus a mis en exergue ce qui compte vraiment pour chacune et chacun de nous : notre santé et notre bien-être. Il met également en lumière certains métiers indispensables comme les professionnels de la santé et les prestataires de soins, ainsi que la

main-d'œuvre essentielle, les marchand-e-s de rue, les enseignant-e-s ou encore les conducteurs et conductrices de bus.

En tant que professionnel-le-s de santé et autres travailleuses et travailleurs essentiels, nous avons d'autres points communs : nous travaillons beaucoup pour une rémunération insuffisante, nous sommes dévalorisé-e-s et nous sommes souvent mal protégé-e-s, alors même qu'une pandémie dévastatrice fait rage. Nous sommes majoritairement des femmes, des personnes noires et des personnes racisées. Beaucoup d'entre nous sont des migrant-e-s, des personnes appartenant à une minorité ethnique ou issues d'autres groupes marginalisé-e-s, mais sur qui l'on compte pour que tout ne s'effondre pas.

Le travail d'Oxfam souligne l'importance de cette main-d'œuvre et décrit comment le coronavirus révèle les pires effets de systèmes de santé constamment négligés, structurellement en sous-effectifs et confrontés à un gel des embauches, dont nous faisons les frais au quotidien. Plus généralement, il dénonce les profondes inégalités de nos modèles économiques, ainsi que la manière dont ces systèmes exacerbent les inégalités et la pauvreté. Il révèle comment les inégalités se recourent et met au jour ce que les statistiques ignorent ou dissimulent souvent.

Il montre également que cette pandémie pourrait marquer un tournant. J'abonde dans le sens d'Oxfam qui déclare que le moment est venu pour les gouvernements de s'engager en faveur d'un système économique qui partage la valeur plus équitablement dès le départ, qui est durable pour l'avenir de l'humanité et de la planète, et qui est au service de l'être humain. Le personnel infirmier et les agents de santé rempliront leur part du contrat. Il reste désormais aux gouvernements de remplir la leur.

**Fikile Dikolomela-Lengene, vice-présidente du syndicat Young Nurses Indaba Trade Union (YNITU), Afrique du Sud**



Les inégalités raciales et économiques extrêmes existent depuis trop longtemps dans notre monde. Cette pandémie a révélé amèrement qui la société privilégie, et qui elle pénalise. Dans un monde juste, la race, le genre, l'ethnicité et le lieu de naissance n'auraient pas la moindre valeur transactionnelle sur le plan de la sécurité matérielle. Comme le souligne ce rapport, ce sont les personnes racisées et les femmes qui paient le plus lourd tribut de cette pandémie, exacerbant la vulnérabilité et les inégalités existantes au niveau national comme entre les pays.

Le fait que certains groupes soient plus vulnérables résulte d'une stratification historique et contemporaine injuste. Le racisme, le sexisme et autres -ismes ne sont pas de simples préjugés irrationnels, mais des mécanismes stratégiques établis de longue date servant de justification à l'exploitation et aux spoliations qui bénéficient à une minorité au détriment du plus grand nombre.

Voyez l'impact multigénérationnel du suprémacisme blanc aux États-Unis et les obstacles systémiques freinant la génération de revenus et de richesses pour les personnes noires. Cette histoire basée sur l'exploitation des personnes noires a commencé par l'esclavage, lorsqu'elles étaient littéralement des actifs physiques de propriétaires de plantations blancs. Elles ont ensuite été exclues des politiques du New Deal qui a permis à la classe moyenne de voir le jour aux États-Unis. Cela se reflète enfin dans la finance prédatrice et abusive, notamment en matière de propriété foncière, qui a contribué à la dynamique menant à la crise financière mondiale.

Le problème, c'est que les gouvernements sont complices dans tous ces chapitres de l'Histoire. Avec cette pandémie, le gouvernement des États-Unis et ceux d'autres pays dans le monde ont l'opportunité d'écrire une histoire différente en matière d'inclusion économique et raciale.

Les politiques économiques néolibérales sont parvenues à perpétuer la hiérarchie sociale et économique. Elles ont perduré grâce à des arguments fallacieux qui privilégient la capacité d'action individuelle en érigeant des obstacles structurels et en liant les groupes les uns contre les autres pour s'arroger des privilèges. Au lieu de cela, nous avons à présent besoin d'une réponse politique résolument opposée au racisme et au sexisme et qui comble activement le fossé entre les riches et les pauvres, quelle que soit la race ou l'ethnicité. Partout dans le monde, des mouvements exigent des transformations profondes, revendiquant des emplois dignes et une couverture santé universelle et exhortant à des actions climatiques ambitieuses, et demandent – enfin – réparation.

Voilà dix ans qu'Oxfam a inscrit les inégalités extrêmes dans l'agenda politique mondial. Ce rapport rassemble de nouvelles données saisissantes, démontre comment les inégalités se recoupent et fournit des exemples de différents pays. Il propose surtout des solutions courageuses. Enfin, il nous rappelle avant tout que le désespoir et les inégalités ne sont pas une fatalité. C'est dans la solidarité que nous pourrions créer un monde plus égalitaire et plus juste.

**Darrick Hamilton – Professeur Henry Cohen d'économie et de politique urbaine et professeur d'université à The New School, États-Unis**

La pandémie de coronavirus a mis en lumière les risques découlant du sous-financement et de la marchandisation des systèmes de santé, du manque d'accès à des services d'eau et d'assainissement, du travail précaire, des différences en matière de protection sociale et de la destruction de notre environnement. Elle a révélé à quel point nos systèmes profondément inégalitaires, racistes et patriarcaux affectent surtout les personnes noires et les autres groupes racisés et sujets à l'exclusion au Brésil et dans le monde.

Ces inégalités et ces injustices ne sont évidemment pas nouvelles : elles s'appuient sur un racisme patriarcal formant le socle du capitalisme mondial qui exploite, exproprie et sème la mort depuis des décennies. Au Brésil, les femmes noires subissent de nombreuses inégalités et leurs droits sont régulièrement mis à mal. Depuis des décennies, les défenseur-e-s des droits humains comme moi combattent ces injustices ignorées par les élites locales, à savoir les hommes d'affaires, les gouvernements, les parlementaires et les acteurs de la justice.



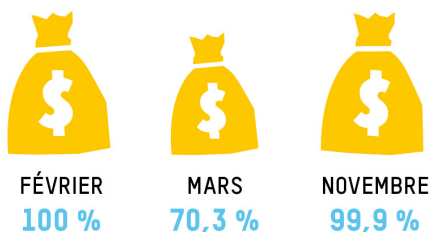
Mais la vraie nouveauté réside dans le fait que les personnes au pouvoir ne peuvent plus détourner le regard. Parce que la pandémie menace d'anéantir les économies. Parce que les inégalités découlant du modèle économique actuel se sont intensifiées pendant cette crise, et parce que la pandémie a révélé leur caractère brutal dans un si grand nombre de pays en même temps.

Le rapport d'Oxfam vient à point nommé pour dénoncer la prospérité d'une élite fortunée tandis que la majorité (les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes noires, les femmes, les peuples Autochtones et les autres groupes opprimés) est broyée et décimée. Il souligne également que nous sommes arrivés à un point critique. Les citoyen-ne-s ont le pouvoir de faire bouger les lignes, avec les femmes noires en cheffes de file, et de demander des comptes aux gouvernements pour pouvoir créer ensemble un monde empreint de justice, d'égalité et de solidarité. Un monde basé sur l'équité, indépendamment de la couleur de peau, de l'identité de genre et de l'orientation sexuelle. Un monde où les droits économiques, sociaux, politiques, culturels, environnementaux et civils, entre autres, sont les fondements pour mener une vie digne.

**Lúcia Maria Xavier de Castro, assistante sociale et défenseure des droits humains, Brésil**

# LE VIRUS DES INÉGALITÉS

Les 1 000 milliardaires les plus fortuné-e-s ont retrouvé le niveau de richesse qui était le leur avant la pandémie en seulement **NEUF MOIS**, alors qu'il faudra **PLUS DE DIX ANS** aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques du coronavirus.



Pourcentage d'évolution de la fortune des 1 000 milliardaires les plus riches (2020)

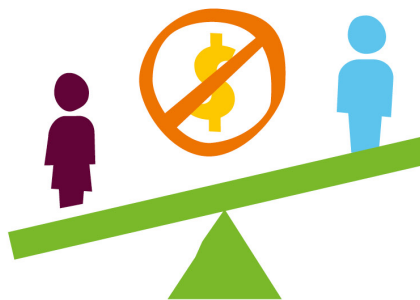
Aux États-Unis, entre le début de la crise et décembre 2020, les populations noires et latino-américaines auraient déploré **22 000 MORTS DE MOINS** si les taux de mortalité de ces communautés face à la COVID-19 avaient été les mêmes que ceux des **PERSONNES BLANCHES**.



Les richesses **ACCUMULÉES** par les 10 milliardaires les plus riches du monde depuis le début de la crise **SERAIENT AMPLEMENT SUFFISANTES** pour éviter que quiconque sur notre planète ne sombre dans la pauvreté à cause du virus et pour financer le vaccin contre la COVID-19 pour toutes et tous.



**112 MILLIONS DE FEMMES** ne seraient plus exposées au risque de perdre leurs revenus ou leur emploi si le taux de représentation des hommes était le même que celui des femmes dans les secteurs affectés par la crise de la COVID-19.



L'enquête d'Oxfam menée auprès d'économistes sur l'impact de la pandémie de coronavirus sur les inégalités a montré que :



des personnes interrogées pensent que les **INÉGALITÉS DE REVENUS** vont s'intensifier ou s'intensifier fortement dans leur pays du fait du coronavirus.



des personnes interrogées pensent que les **INÉGALITÉS DE GENRE** vont s'intensifier ou s'intensifier fortement dans leur pays du fait du coronavirus.

Pour plus d'informations sur les sources et la méthodologie concernant ces chiffres, voir P. Espinoza Revollo. (2021). *Le virus des inégalités* : Note méthodologique. Oxfam.

Pour plus d'informations sur les sources et la méthodologie concernant ces chiffres, voir P. Espinoza Revollo. (2021). *Le virus des inégalités* : Note méthodologique. Oxfam.

# TABLE DES MATIÈRES

Résumé .....	9
Le virus des inégalités.....	9
Le virus a frappé un monde déjà profondément inégalitaire .....	11
Depuis que le virus a frappé, les riches sont devenu-e-s plus riches et les pauvres plus pauvres .....	12
La pandémie est susceptible d'accroître les inégalités dans des proportions inédites	13
Les gouvernements face à un choix : les inégalités ne sont pas une fatalité .....	14
Le coronavirus exacerbe les inégalités existantes .....	15
Un élan citoyen pour un monde très différent .....	17
Notre avenir dépend des choix que nous faisons maintenant .....	20
1. Un gouffre béant entre les riches et les pauvres .....	20
Le coronavirus frappe un monde déjà extrêmement inégalitaire .....	20
Le coronavirus rend les personnes riches encore plus riches... ..	23
... et les personnes pauvres plus pauvres .....	25
Un avenir économique amer pour les pays les plus pauvres.....	26
Les répercussions économiques sont les plus lourdes pour les femmes et les groupes racisés.....	27
Une hausse des inégalités attendue dans tous les pays .....	29
2. Les laissés-pour-compte du système .....	33
Une négligence chronique des systèmes de santé publique .....	34
La pandémie révèle la faiblesse des systèmes de protection sociale.....	38
La pandémie révèle une fracture béante en matière d'éducation .....	39
La pandémie révèle des moyens de subsistance précaires .....	41
3. Une nouvelle donne est désormais possible .....	48
L'avenir auquel aspire l'humanité.....	48
Cinq étapes vers un monde meilleur.....	51
Conclusion .....	59



# RÉSUMÉ

## LE VIRUS DES INÉGALITÉS

*« La pandémie de COVID-19 a été comparée à une radiographie qui révélerait des fractures dans le fragile squelette des sociétés que nous avons construites. Elle fait ressortir les aberrations et les contre-vérités que l'on entend partout : le mensonge selon lequel le libre-échange peut permettre de fournir des soins de santé à toutes et à tous, la fiction selon laquelle le travail non rémunéré qui consiste à apporter des soins à autrui n'est pas un travail, l'illusion de croire que nous vivons dans un monde post-raciste, le mythe selon lequel nous sommes tous dans le même bateau. Car si nous naviguons tous dans les mêmes eaux, il est clair que certains sont dans des méga-yachts tandis que d'autres s'accrochent aux débris qui dérivent. »*

– Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies<sup>1</sup>

La pandémie de COVID-19 marquera l'Histoire pour avoir emporté plus de deux millions de vies dans le monde et pour avoir plongé des centaines de millions de personnes dans le dénuement et la pauvreté.

L'Histoire se souviendra aussi probablement de la pandémie comme de la première fois où les inégalités ont augmenté simultanément dans la quasi-totalité des pays du monde depuis que ce type de données est enregistré.

Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont tous exprimé leur vive préoccupation que la pandémie exacerbe les inégalités partout dans le monde, avec des effets profondément destructeurs.

*« L'impact sera profond [...] avec des inégalités croissantes provoquant des bouleversements sociaux et économiques : une génération perdue pour les années 2020 avec des séquelles qui perdureront pendant plusieurs décennies ».*

– Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI<sup>2</sup>

Ce point de vue est étayé par une enquête d'Oxfam menée auprès de 295 économistes dans 79 pays<sup>3</sup>, notamment certain-e-s des plus éminent-e-s économistes du monde, à l'image de Jayati Ghosh, Jeffrey Sachs et Gabriel Zucman. 87 % des répondant-e-s ont déclaré s'attendre à ce que les inégalités de revenus dans leur pays s'intensifient ou s'intensifient fortement du fait de la pandémie. Cela incluait des économistes dans 77 des 79 pays couverts par l'enquête. Plus de la moitié des répondant-e-s considéraient également probable ou très probable que les inégalités de genre augmentent, et plus des deux tiers partageaient aussi cet avis concernant les inégalités raciales. Les deux tiers ont par ailleurs déclaré avoir le sentiment que leur gouvernement n'avait pas de programme en place pour lutter contre les inégalités.

Les inégalités risquent d'exploser et le coût humain en serait terrible :

- Les 1 000 milliardaires les plus fortunés ont retrouvé le niveau de richesse qui était le leur avant la pandémie en seulement neuf mois<sup>4</sup>, alors qu'il faudra 14 fois plus de temps aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques du coronavirus, soit plus d'une décennie<sup>5</sup>.

- Les richesses accumulées par les 10 milliardaires les plus riches depuis le début de la crise seraient amplement suffisantes pour éviter que quiconque sur notre planète ne sombre dans la pauvreté à cause du virus et pour financer le vaccin contre la COVID-19 pour toutes et tous<sup>6</sup>.
- Dans le monde, les femmes sont surreprésentées dans les secteurs de l'économie les plus durement touchés par la pandémie<sup>7</sup>. Si le taux de représentation des femmes était le même que celui des hommes dans ces secteurs, 112 millions de femmes ne seraient plus exposées au risque de perdre leurs revenus ou leur emploi<sup>8</sup>.
- Au Brésil, les personnes afrodescendantes sont 40 % plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes blanches<sup>9</sup>. Avec un taux de mortalité identique à celui des communautés blanches, la population afrodescendante aurait déploré 9 200 morts de moins entre le début de la crise et juin 2020<sup>10</sup>. Aux États-Unis, les personnes latino-américain-e-s et les personnes noires sont davantage susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes blanches<sup>11</sup>. Avec un taux de mortalité identique à celui des personnes blanches, les populations noires et latino-américaines auraient déploré 22 000 morts de moins entre le début de la crise et décembre 2020<sup>12</sup>.
- D'après les calculs de la Banque mondiale, si les pays interviennent sans attendre pour réduire les inégalités, la pauvreté pourrait redescendre à son niveau d'avant la crise en seulement trois ans, contre plus d'une décennie sans action immédiate<sup>13</sup>.

La façon dont l'Histoire retiendra ce que les gouvernements ont mis en place face à la pandémie est un chapitre qui reste à écrire. Les gouvernements du monde entier ont une fenêtre d'opportunité étroite (et qui s'amenuise) pour créer une économie juste après la COVID-19. Une économie plus égalitaire et inclusive, qui protège la planète et éradique la pauvreté.

Pour cela, ils doivent réformer de toute urgence le système économique actuel qui exploite et exacerbe le patriarcat, le suprémacisme blanc et les principes néolibéraux. Un système qui a généré des inégalités, une pauvreté et des injustices extrêmes et qui n'a pas du tout préparé notre monde à affronter la crise lorsqu'elle a frappé. Plus que jamais, les gouvernements ont à leur disposition des idées réalistes et qui relèvent du bon sens pour façonner un avenir meilleur. Ils ne doivent manquer cette opportunité sous aucun prétexte.



Nuvis, 64 ans, vend du café et des cigarettes sur le port de Maracaibo, au Venezuela. Depuis que la pandémie sévit, elle ne gagne plus suffisamment pour nourrir sa famille.

© Ivan Ocando.

# LE VIRUS A FRAPPÉ UN MONDE DÉJÀ PROFONDÉMENT INÉGALITAIRE

La crise du coronavirus frappe un monde déjà marqué par des inégalités extrêmes. Un monde où quelque 2 000 milliardaires détiennent plus de richesses que ce qu'ils/elles pourraient dépenser en l'espace de 1 000 vies. Un monde où près de la moitié de l'humanité doit composer avec moins de 5,50 dollars par jour<sup>14</sup>. Un monde dans lequel, depuis 40 ans, les 1 % les plus riches gagnent plus de deux fois les revenus cumulés de la moitié la plus pauvre de la population mondiale<sup>15</sup>. Un monde où ces mêmes 1 % ont été à l'origine de deux fois plus d'émissions de carbone que les 50 % les plus pauvres en l'espace de 25 ans, entraînant le dérèglement du climat<sup>16</sup>. Un monde où l'écart qui se creuse entre les riches et les pauvres est à la fois une conséquence et un facteur d'exacerbation des sempiternelles inégalités de genre<sup>17</sup> et raciales<sup>18</sup>.

Ces inégalités résultent d'un système économique biaisé, qui s'appuie sur des logiques d'exploitation et qui prend racine dans l'économie néolibérale et la confiscation du pouvoir politique par une élite. Celui-ci exploite et exacerbe des systèmes d'inégalités et d'oppression profondément ancrés, à savoir le patriarcat et le racisme structurel enracinés dans le suprémacisme blanc. Ces systèmes sont les causes profondes des injustices et de la pauvreté. Ils concentrent des bénéfices colossaux entre les mains d'une élite patriarcale blanche en exploitant les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes, les personnes racisées ainsi que les communautés historiquement marginalisées et opprimées partout dans le monde.

Plus les inégalités persistent, plus il y a de personnes malades, moins les populations sont éduquées et moins il y a de personnes vivant une vie heureuse et digne. Les inégalités empoisonnent nos politiques et alimentent l'extrémisme et le racisme. Elles sapent la lutte menée pour éradiquer la pauvreté. L'espoir s'amenuise pour une part croissante de l'humanité, de plus en plus en proie à la peur.

## Encadré 1 : La construction sociale du concept de race

Pour Oxfam, la race n'est pas une catégorie biologique, mais une construction sociale. La désignation « *groupes racisés* » se rapporte à tous les groupes privés des privilèges dont bénéficient les personnes blanches du fait du processus socialement construit de racialisation<sup>19</sup>. Un système social racisé est un système « où les niveaux économiques, politiques, sociaux et idéologiques sont structurés en partie par le classement des acteurs dans des catégories ou des groupes raciaux »<sup>20</sup>. Certaines sociétés sont fortement racisées. Dans d'autres, la stratification ne s'effectue pas sur des critères raciaux, mais d'ethnicité au sein d'un même contexte racial (comme dans de nombreux pays africains et asiatiques), ou selon des critères fondés sur les castes (dans les pays où le système de castes constitue le principal mode d'oppression systémique<sup>21</sup>).

La spécificité est importante lorsqu'il est question de groupes racisés. Le présent rapport utilise les désignations *personnes noires*, *personnes afrodescendantes*, *peuples Autochtones et communautés historiquement marginalisées et opprimées* pour couvrir le plus large éventail de spécificités possible. Ces désignations ont toutefois leurs limites : le rapport ne mentionne pas spécifiquement les autres identités raciales ni l'ethnicité, ces dernières étant englobées dans les « communautés historiquement marginalisées et opprimées ».

Du fait de ces inégalités extrêmes, des milliards de personnes menaient déjà une vie précaire lorsque la pandémie a frappé. Elles n'avaient ni les ressources ni le soutien

nécessaires pour résister à la tempête sociale et économique que la pandémie a déclenchée. Plus de trois milliards de personnes n'avaient pas accès aux soins de santé<sup>22</sup>, les trois quarts des travailleuses et des travailleurs n'avaient accès à aucune protection sociale (allocation chômage ou congés maladie, par exemple)<sup>23</sup>, et dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, plus de la moitié des travailleurs et travailleuses étaient en situation de pauvreté<sup>24</sup>.

## DEPUIS QUE LE VIRUS A FRAPPÉ, LES RICHES SONT DEVENU-E-S PLUS RICHES ET LES PAUVRES PLUS PAUVRES

Au cours des premiers mois de la pandémie, l'effondrement des marchés boursiers a vu les milliardaires, qui comptent parmi les plus gros actionnaires, accuser des pertes importantes. Ce revers a toutefois été de courte durée. En seulement neuf mois, les 1 000 milliardaires les plus fortunés, principalement des hommes blancs<sup>25</sup>, avaient recouvré toutes leurs pertes<sup>26</sup>. Grâce à un soutien sans précédent des gouvernements pour leur économie, le marché boursier a prospéré et enrichi les milliardaires alors même que l'économie réelle est confrontée à la pire récession depuis un siècle. À titre de comparaison, suite à la crise financière de 2008, il avait fallu cinq ans pour que la richesse des milliardaires retrouve son niveau d'avant la crise<sup>27</sup>. À l'échelle mondiale, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 3 900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020<sup>28</sup>. Tout simplement effarant. Leurs fortunes cumulées s'élèvent désormais à 11 950 milliards de dollars<sup>29</sup>, ce qui équivaut aux montants dépensés par les gouvernements du G20 pour faire face à la pandémie<sup>30</sup>. Les 10 milliardaires les plus riches ont quant à eux vu leur fortune augmenter de 540 milliards de dollars au cours de cette période.

**Figure 1 : Une aubaine pour Bezos<sup>31</sup>**

En septembre 2020, Jeff Bezos aurait pu verser à chacune des 876 000 personnes employées par Amazon

**UNE PRIME  
DE 105 000  
DOLLARS**

et demeurer aussi riche qu'il l'était au début de la pandémie.



Partout dans le monde, les ventes de jets privés ont explosé suite à l'interdiction des vols commerciaux<sup>32</sup>. Alors qu'au Liban l'économie implose, ses citoyen-ne-s les plus fortuné-e-s se prélassent dans des stations de montagne<sup>33</sup>. Dans de nombreux pays, les plus riches sont les personnes les moins affectées par la pandémie, et celles qui reconstituent le plus vite leur fortune. Ce sont également les principaux émetteurs et

émettrices de carbone et les principaux acteurs du dérèglement climatique<sup>34</sup>.

Parallèlement, le plus important choc économique depuis la Grande Dépression a commencé à se faire ressentir : du fait de la pandémie, des centaines de millions de personnes ont perdu leur emploi et sont confrontées au dénuement et à la faim. Ce choc est voué à inverser la baisse de la pauvreté dans le monde observée au cours des deux dernières décennies. D'après les estimations, entre 200 millions<sup>35</sup> et 500 millions<sup>36</sup> de personnes supplémentaires pourraient avoir basculé dans la pauvreté en 2020. Il faudra sans doute attendre plus d'une décennie avant que le taux de pauvreté ne retrouve son niveau d'avant la crise.

La pandémie a démontré que pour la majeure partie de la population mondiale, un salaire perdu revient à vivre dans la misère. Ces personnes vivent avec 2 à 10 dollars par jour<sup>37</sup>. Elles louent quelques pièces dans un bidonville pour que leur famille ait un toit. Avant la crise, leur situation était précaire, mais elles parvenaient à joindre les deux bouts et se prenaient à rêver d'un avenir meilleur pour leurs enfants. Elles sont chauffeurs et chauffeuses de taxi, coiffeurs et coiffeuses, marchand-e-s sur les marchés ou encore cuisiniers ou cuisinières, agents de sécurité et de nettoyage. Elles travaillent dans les usines ou dans l'agriculture. La crise du coronavirus nous démontre que la majeure partie de l'humanité n'a jamais pu durablement sortir de la pauvreté et de l'insécurité. Elle n'a au mieux connu qu'un sursis provisoire et très fragile.

#### **Encadré 2 : Il y a une histoire derrière chacune des 200 millions de personnes précipitées dans la pauvreté**

Farida, qui travaillait dans une usine de confection au Bangladesh, a perdu son emploi en avril<sup>38</sup>. Elle était alors enceinte de huit mois, mais n'a reçu aucune des allocations de maternité auxquelles elle avait pourtant droit.

Voici son témoignage de l'époque : « Avec la grossesse, la peur du virus, le chômage et le non-versement des allocations (...), j'ai parfois l'impression que je vais devenir folle. »

Permettre aux milliardaires de tirer parti de la crise face à autant de souffrances n'a tout simplement aucun sens commun, moral ni même économique. Les profits qu'ils engrangent devraient être utilisés pour faire face à la crise, sauver des millions de vies et les moyens de subsistance de milliards de personnes.

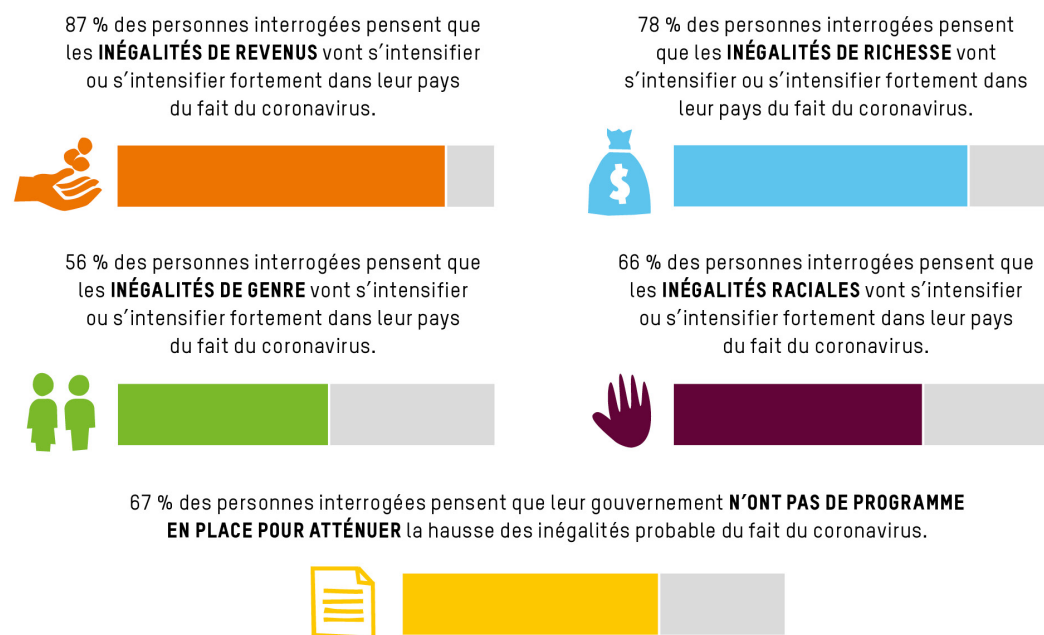
## **LA PANDÉMIE EST SUSCEPTIBLE D'ACCROÎTRE LES INÉGALITÉS DANS DES PROPORTIONS INÉDITES**

S'il est encore trop tôt pour dresser un tableau complet, la plupart des études initiales révèlent une hausse considérable des inégalités. Le virus ayant d'importantes répercussions économiques dans tous les pays en même temps, il est probable que les inégalités s'accroissent partout, ce qui serait une première depuis que ce type de données est enregistré.

Ce point de vue est étayé par une enquête d'Oxfam menée auprès de 295 économistes dans 79 pays<sup>39</sup>, notamment certain-e-s des plus éminent-e-s économistes du monde, à l'image de Jayati Ghosh, Jeffrey Sachs et Gabriel Zucman.

87 % des répondant-e-s ont déclaré s'attendre à ce que les inégalités de revenus dans leur pays s'intensifient ou s'intensifient fortement du fait de la pandémie. Ce chiffre inclut des économistes dans 77 des 79 pays couverts par l'enquête. Plus de la moitié des répondant-e-s considéraient également probable ou très probable que les inégalités de genre augmentent, et plus des deux tiers partageaient aussi cet avis concernant les inégalités raciales. Les deux tiers ont par ailleurs déclaré avoir le sentiment que leur gouvernement n'avait pas de programme en place pour lutter contre les inégalités.

**Figure 2 : Principales conclusions de l'enquête d'Oxfam menée auprès d'économistes sur l'impact de la pandémie de coronavirus sur les inégalités**



## LES GOUVERNEMENTS FACE À UN CHOIX : LES INÉGALITÉS NE SONT PAS UNE FATALITÉ

La hausse des inégalités est quasi certaine. Par contre, l'ampleur de cette hausse et le délai requis pour les réduire et tendre vers plus d'égalité dépendent des choix des gouvernements du monde entier. D'après la Banque mondiale, 501 millions de personnes supplémentaires vivront encore avec moins de 5,50 dollars par jour en 2030 si les gouvernements laissent les inégalités augmenter de seulement deux points de pourcentage par an, et le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté devrait être supérieur à celui enregistré avant la pandémie. À l'inverse, si les gouvernements décident d'intervenir pour réduire les inégalités de deux points de pourcentage par an, il serait possible de revenir aux niveaux de pauvreté d'avant la crise en l'espace de trois ans, et cela permettrait de comptabiliser 860 millions de personnes pauvres de moins d'ici 2030 par rapport à un scénario dans lequel les inégalités augmenteraient<sup>40</sup>.

# LE CORONAVIRUS EXACERBE LES INÉGALITÉS EXISTANTES

La pandémie frappe les personnes vivant dans la pauvreté beaucoup plus durement que les riches, avec notamment de lourdes conséquences sur les femmes, les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées partout dans le monde. Les femmes, et *a fortiori* les femmes racisées<sup>41</sup>, risquent davantage de perdre leur emploi que les hommes du fait du coronavirus<sup>42</sup>. En Amérique latine, les personnes afrodescendantes et les peuples Autochtones, déjà marginalisés<sup>43</sup>, ont été plus durement touchés que le reste de la société. Ils sont plus susceptibles de se retrouver sans ressource et de mourir<sup>44</sup>.

## En matière de santé

Le coronavirus a révélé le pire visage de systèmes de santé publique mal équipés et sous-financés, ainsi que l'échec des régimes de santé privés basés sur la capacité des patient-e-s à payer face à une crise d'une telle ampleur.

La probabilité de mourir de la COVID-19 est nettement plus grande pour les personnes pauvres<sup>45</sup>. Elle est encore plus forte pour les personnes noires ou les peuples Autochtones. Au Brésil, par exemple, les personnes afrodescendantes sont davantage susceptibles d'être emportées par le virus que les personnes blanches. Avec un taux de mortalité identique à celui des communautés blanches, la population afrodescendante aurait déploré 9 200 morts de moins entre le début de la crise et juin 2020<sup>46</sup>.

## En matière d'éducation

En 2020, plus de 180 pays ont provisoirement fermé leurs établissements scolaires, privant d'école près de 1,7 milliard d'élèves au plus fort de la crise<sup>47</sup>. La pandémie a privé les enfants vivant dans les pays les plus pauvres de près de quatre mois de scolarisation, contre six semaines pour les enfants vivant dans les pays à revenu élevé<sup>48</sup>. D'après les estimations, la pandémie devrait effacer les progrès réalisés dans le monde au cours des 20 dernières années concernant l'éducation des filles, ce qui devrait accroître la pauvreté et les inégalités<sup>49</sup>.



Jennifer Sunthia, 24 ans, donne un cours dans le camp de réfugiés de Palabek en Ouganda  
© Emmanuel Museruka

## En matière d'emploi et de moyens de subsistance

La pandémie a détruit des centaines de millions d'emplois<sup>50</sup>. D'après l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) développé par Oxfam et Development Finance International, 103 pays ont affronté la pandémie alors qu'un tiers de leur population active ne disposait d'aucune protection ou autres droits du travail comme les congés maladie<sup>51</sup>.

### Encadré 3 : Seul dans la mort<sup>52</sup>

Jean Baptiste travaillait dans l'industrie avicole aux États-Unis. Lorsqu'il a contracté la COVID-19, sa direction lui a demandé de rester en poste et de dissimuler sa fièvre. Trois jours plus tard, il souffrait de graves problèmes respiratoires. À l'hôpital, il a été placé en coma artificiel, sous assistance respiratoire. Il est mort seul.

Il laisse derrière lui sa femme et leurs trois enfants. Après que sa veuve a raconté son histoire dans les médias, l'entreprise lui a envoyé une carte et 100 dollars en espèces. Elle témoigne : « Ils n'ont que faire de la vie des gens. S'ils s'en étaient soucié, mon mari serait toujours des nôtres. Nous aurions survécu. »

La pandémie a cruellement mis en évidence les inégalités du monde du travail. Par exemple, alors que 90 % de la main-d'œuvre américaine du quartile supérieur de revenu ont droit à des congés maladie, seulement 47 % du quartile inférieur y ont droit<sup>53</sup>. Dans les pays à faible revenu, 92 % des femmes occupent un emploi informel, dangereux ou précaire<sup>54</sup>. Le coronavirus a également entraîné une explosion du travail de soin peu ou non rémunéré qui est assuré principalement par les femmes, en particulier les femmes issues de groupes sujets à une marginalisation raciale et ethnique<sup>55</sup>.

Cette désastreuse perte de revenu sans aucune protection a provoqué une explosion de la faim. D'après les estimations, au moins 6 000 personnes pourraient être mortes chaque jour de la faim du fait des impacts de la COVID-19 avant fin 2020<sup>56</sup>.

## Le virus a toutefois aussi mis en exergue ce qui compte vraiment, et ce qui relève du champ des possibles

Le virus nous fait réfléchir sur ce qui compte vraiment et sur ce que nous valorisons le plus dans la société. Les métiers essentiels ne sont ni les gestionnaires de fonds spéculatifs, ni les avocats d'entreprise, mais bien le personnel infirmier, les chauffeurs et chauffeuses de bus et le personnel des supermarchés.

Des politiques transformatrices qui semblaient inenvisageables avant la crise se sont soudain révélées possibles. Il est hors de question de se contenter de revenir à la société inégalitaire d'avant la crise. Au lieu de cela, les gouvernements doivent se mobiliser d'urgence pour créer un monde plus égalitaire et plus durable, ainsi qu'une économie plus humaine.

*« Au cours de l'histoire, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à réinventer leur univers. En cela, la pandémie actuelle n'est pas différente des précédentes. C'est un portail entre le monde d'hier et le prochain. Nous pouvons choisir d'en franchir le seuil en traînant derrière nous les dépouilles de nos préjugés et de notre haine, notre cupidité, nos banques de données et nos idées défuntes, nos rivières mortes et nos ciels enfumés. Ou nous pouvons l'enjamber d'un pas léger, avec un bagage minimal, prêt-e-s à imaginer un autre monde, et prêt-e-s à nous battre pour lui. »*  
– Arundhati Roy<sup>57</sup>



# UN ÉLAN CITOYEN POUR UN MONDE TRÈS DIFFÉRENT



La pandémie a bouleversé le quotidien de Lucia Mildred, entrepreneuse kényane et mère de quatre enfants.  
© Brian Otieno/ Oxfam au Kenya

Cette envie d'un monde meilleur, qui existait avant la crise, est encore plus vive à présent. En 2019, avant que la pandémie ne frappe, des manifestations avaient lieu un peu partout dans le monde pour dénoncer les inégalités. En 2020, le mouvement Black Lives Matter a mis en lumière un profond rejet des inégalités raciales. Des sondages réalisés à travers le monde révèlent un soutien massif en faveur des actions qui permettront de construire un monde plus durable et plus égalitaire au lendemain de la pandémie<sup>58</sup>.

Suite à la crise financière de 2008, les gouvernements ont fait des choix clairs : réduire la fiscalité des grandes fortunes et des multinationales ; permettre aux entreprises de privilégier la distribution de dividendes plus importants aux riches actionnaires au détriment de la main-d'œuvre ; déployer de sévères mesures d'austérité avec des coupes dans les services publics comme la santé ; et continuer de cautionner les énergies fossiles et le dérèglement climatique. Ces choix ont exacerbé les inégalités et engendré d'incommensurables souffrances. Il doit en être autrement cette fois-ci.

De plus en plus d'organisations et de voix influentes de par le monde font leur ce constat, y compris parmi celles qui représentent traditionnellement le *statu quo*. Klaus Schwab, président exécutif du Forum Économique Mondial et organisateur du forum de Davos, a récemment remis en question « l'idéologie néolibérale », affirmant qu'il était temps de « s'éloigner du néolibéralisme dans l'ère post-COVID »<sup>59</sup>. Le FMI a déclaré qu'un retour à des mesures d'austérité n'était pas à l'ordre du jour et s'est prononcé en faveur d'une fiscalité progressive<sup>60</sup>. Le *Financial Times* a appelé à des « réformes radicales » pour inverser « les orientations politiques dominantes des quarante dernières années », plaidant en faveur de la redistribution, de revenus de base et de l'impôt sur la fortune<sup>61</sup>. Sans la pandémie, ces arguments auraient semblé tout bonnement inimaginables ces dernières années.

Oxfam a identifié cinq étapes pour bâtir un monde meilleur.

## **1. Un monde profondément plus égalitaire et qui valorise ce qui compte vraiment**

Une réduction radicale et durable des inégalités est incontournable pour construire notre nouveau monde. Les gouvernements doivent définir des objectifs concrets et assortis de délais pour lutter contre les inégalités, sans se contenter de viser les niveaux d'avant la crise : ils doivent voir plus loin et créer de toute urgence un monde plus égalitaire. Ils doivent s'affranchir du seul critère du « produit intérieur brut » (PIB) et commencer à valoriser ce qui compte vraiment. La lutte contre les inégalités doit être au cœur du plan de sauvetage et des mesures déployées pour la reprise. Elle doit inclure l'égalité de genre et l'égalité raciale. Par exemple, des pays comme la Corée du Sud, la Sierra Leone et la Nouvelle-Zélande se sont engagés à faire de la réduction des inégalités une priorité nationale<sup>62</sup>.

*D'après la Banque mondiale, si les pays interviennent maintenant pour lutter contre les inégalités, la pauvreté dans le monde retrouvera son niveau d'avant la pandémie en trois ans. Il faudra sinon plus d'une décennie<sup>63</sup>.*

## **2. Un monde où les économies centrées sur l'humain prennent soin des populations**

Les gouvernements doivent proscrire les mesures d'austérité brutales et non durables et veiller à ce que la qualité des soins et de l'éducation que les personnes reçoivent ne soit pas déterminée par leur richesse, leur genre, ou leur identité raciale. Au lieu de cela, ils doivent investir dans des soins de santé universels, dans l'éducation et dans d'autres services publics. Des services publics universels constituent le socle de sociétés libres et équitables et permettent mieux que tout autre outil de réduire les inégalités. Ils comblent le fossé entre les riches et les pauvres, mais contribuent également à réduire l'écart entre les femmes et les hommes, notamment en redistribuant la responsabilité du travail de soin non rémunéré. Ils contribuent à uniformiser les règles du jeu pour les groupes racisés et historiquement marginalisés et opprimés. Plusieurs pays comme le Costa Rica et la Thaïlande sont parvenus à mettre en place une couverture santé universelle en une dizaine d'années<sup>64</sup>. D'autres peuvent suivre leur exemple.

Les gouvernements doivent de toute urgence mettre à disposition un vaccin pour tou-t-s pour juguler la pandémie<sup>65</sup>. Pour cela, ils doivent tenir tête aux sociétés pharmaceutiques et exiger un accès libre à l'ensemble des technologies et brevets pertinents pour garantir des vaccins et des traitements sûrs et efficaces pour toutes et tous.

*L'annulation de la dette permettrait de débloquer 3 milliards de dollars par mois pour les pays pauvres qui pourraient être investis dans des soins gratuits pour toutes et tous<sup>66</sup>.*

## **3. Un monde offrant une sécurité des revenus et affranchi de toute exploitation**

Les inégalités doivent être jugulées à la source. Pour cela, les entreprises doivent refondre leur modèle pour servir la société au lieu d'accorder des dividendes toujours plus colossaux aux riches actionnaires. Les revenus doivent être garantis et des

plafonds salariaux définis. Les milliardaires incarnent un échec économique et il convient de mettre un terme à l'extrême richesse.

Le virus a démontré le caractère essentiel de la sécurité des revenus et qu'une sortie définitive de la pauvreté est possible. Pour cela, il faut non seulement des salaires décents, mais aussi une sécurité de l'emploi nettement plus forte, avec des droits du travail, des congés maladie, un congé parental indemnisé et une allocation chômage en cas de perte d'emploi.

Les gouvernements doivent également reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin peu ou non rémunéré et réalisé principalement par des femmes, en particulier des femmes racisées<sup>67</sup>.

*Au Royaume-Uni, une étude réalisée par le High Pay Centre a révélé qu'un salaire maximum de 100 000 livres sterling (environ 133 500 dollars) permettrait de redistribuer un montant équivalent à plus d'un million d'emplois. Ainsi, si les plus riches gagnaient un peu moins, de nombreux licenciements pourraient être évités<sup>68</sup>.*

## **4. Un monde où les plus riches paient leur juste part d'impôts**

La crise du coronavirus doit marquer un tournant dans la fiscalité des personnes et des entreprises les plus riches. Elle nous offre l'occasion d'établir enfin une fiscalité juste, de mettre fin au nivellement par le bas et d'initier un nivellement par le haut. Cela peut prendre la forme d'une augmentation de l'impôt sur la fortune, de taxes sur les transactions financières et de mesures d'éradication de l'évasion fiscale. Taxer de manière plus juste et progressive les individus les plus fortunés est une condition indispensable pour financer une réponse à la hauteur de la crise à laquelle nous faisons face. Nous avons besoin de ces ressources pour investir dans un avenir plus juste et plus durable. L'Argentine a montré la voie en adoptant un impôt solidaire provisoire sur la fortune des plus riches, susceptible de générer plus de 3 milliards de dollars pour financer la lutte contre le coronavirus, notamment pour l'achat de fournitures médicales ainsi qu'une aide pour les personnes vivant dans la pauvreté et pour les petites entreprises<sup>69</sup>.

*Un impôt sur les bénéfices excédentaires engrangés par les multinationales au cours de la pandémie de coronavirus pourrait générer 104 milliards de dollars<sup>70</sup>, soit suffisamment pour proposer des allocations chômage à l'ensemble des travailleurs et travailleuses, ainsi qu'une aide financière pour tous les enfants et tous les seniors dans les pays les plus pauvres<sup>71</sup>.*

## **5. Un monde qui donne la priorité à la lutte contre le dérèglement climatique**

Le dérèglement climatique est la plus grande menace à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée. Il détruit déjà les moyens de subsistance et sème la mort dans les communautés les plus pauvres, exclues sur le plan économique et historiquement opprimées. Dans ces communautés, les femmes sont les plus affectées<sup>72</sup>.

Pour empêcher cela, nous devons construire une économie verte qui empêche toute dégradation supplémentaire de notre planète et la préserve pour nos enfants. Il convient de mettre un terme aux subventions accordées aux énergies fossiles et d'empêcher les

compagnies polluantes et leurs riches actionnaires de s'enrichir grâce aux aides octroyées par les gouvernements dans le cadre des plans de relance. La lutte contre les inégalités et celle en faveur de la justice climatique sont un seul et même combat. La pandémie nous a montré que les gouvernements sont capables de prendre des mesures ambitieuses face à une crise. Des actions comparables doivent être déployées pour lutter contre le dérèglement climatique.

## NOTRE AVENIR DÉPEND DES CHOIX QUE NOUS FAISONS MAINTENANT

Nous nous trouvons à un moment clé de l'histoire de l'humanité qui sera inscrit dans tous les livres d'histoire. Il n'est pas concevable de revenir au monde brutal, inégal et non durable d'avant la crise du coronavirus. L'humanité est incroyablement talentueuse, infiniment riche et douée d'une imagination sans borne. Nous devons miser sur ces atouts pour créer une économie plus égalitaire et centrée sur l'humain qui profite à toutes et tous, et non à une poignée de privilégié-e-s seulement.

## 1. UN GOUFFRE BÉANT ENTRE LES RICHES ET LES PAUVRES

La COVID-19 a précipité les pays du monde entier vers une crise économique et sanitaire extrême. Le fossé entre les riches et les pauvres atteignait déjà indéniablement des niveaux extrêmes avant la pandémie. Sans mesure d'urgence immédiate, la crise du coronavirus menace désormais d'aggraver encore les inégalités économiques dans la quasi-totalité des pays de la planète simultanément, une première depuis que ce type de données est enregistré.

## LE CORONAVIRUS FRAPPE UN MONDE DÉJÀ EXTRÊMEMENT INÉGALITAIRE

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, la concentration des richesses aux mains d'une élite ne cesse de s'intensifier. Le nombre total de milliardaires a presque doublé dans les dix années qui ont suivi la crise financière de 2008. En 2017 et 2018, le monde comptait un nouveau milliardaire tous les deux jours<sup>73</sup>.

Ce gouffre béant entre les plus riches et le reste du monde est notamment alimenté par des niveaux élevés et persistants d'inégalités de revenus. En 2015, la majorité de la population mondiale vivait dans des pays où les inégalités de revenus avaient augmenté au cours des 25 années précédentes<sup>74</sup>. D'après le Laboratoire sur les inégalités mondiales, entre 1980 et 2016, les 1% les plus riches ont capté 27 % de la croissance du revenu mondial<sup>75</sup>. C'est plus du double de la part captée par les 50 % les plus pauvres.

Du fait de ces inégalités extrêmes, des milliards de personnes menaient déjà une vie précaire lorsque la pandémie a frappé. Elles n'avaient ni les ressources ni le soutien nécessaires pour résister à la tempête sociale et économique que la pandémie a déclenchée. Plus de trois milliards de personnes n'avaient pas accès aux soins de santé<sup>76</sup>, les trois quarts des travailleuses et des travailleurs n'avaient accès à aucune protection sociale (allocation chômage ou congés maladie, par exemple)<sup>77</sup>, et dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, plus de la moitié des travailleurs et travailleuses étaient en situation de pauvreté<sup>78</sup>.

Ces inégalités extrêmes résultent d'un système économique qui s'appuie sur des logiques d'exploitation profitant à une minorité riche et puissante et qui prend racine dans l'économie néolibérale et la confiscation du pouvoir politique par une élite<sup>79</sup>. Ce système a généré une implacable accumulation des richesses et des revenus au sommet de la pyramide tout en exploitant la base et en alimentant la pauvreté. Malgré un doublement du produit intérieur brut (PIB) mondial depuis 1990, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, plus de la moitié des travailleurs et travailleuses vivent encore en situation de pauvreté<sup>80</sup>. Partout dans le monde, les travailleuses et les travailleurs, n'ont que très peu profité de la croissance économique : entre 1995 et 2014, les salaires n'ont pas augmenté aussi rapidement que la productivité dans 91 pays sur 133<sup>81</sup>.

Ce modèle économique biaisé exploite et exacerbe des systèmes d'inégalités et d'oppression profondément ancrés, à savoir le patriarcat et le racisme structurel enracinés dans le suprémacisme blanc. Partout dans le monde, il s'appuie sur le travail des femmes et des groupes racisés, comme les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées, pour soutenir une économie qui concentre les richesses et les privilèges aux mains d'une élite patriarcale blanche<sup>82</sup>. Dans le monde, les femmes réalisent les trois quarts de l'ensemble du travail de soin non rémunéré et représentent deux tiers du personnel soignant rémunéré (et souvent peu rémunéré)<sup>83</sup> qui apporte des milliers de milliards de dollars à l'économie mondiale et permet aux plus riches de prospérer<sup>84</sup>. Alors que ce travail se révèle encore plus essentiel et pénible dans le contexte de la pandémie de coronavirus, il demeure sous-payé et sous-évalué.

Ce modèle économique extractif qui s'appuie sur une croissance très inégalitaire et à forte empreinte carbone, et dont la principale finalité est l'enrichissement d'une population déjà aisée, plutôt que la lutte contre la pauvreté, aggrave également la crise climatique. Les 10 % les plus riches de la population mondiale sont responsables de 52 % des émissions de carbone accumulées dans l'atmosphère entre 1990 et 2015, puisant de près d'un tiers dans le budget carbone mondial à respecter afin d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C. Les 1 % les plus riches étaient responsables de 15 % des émissions sur cette même période, soit plus du double que la moitié la plus pauvre de l'humanité<sup>85</sup>.

### Encadré 1 : Néolibéralisme, patriarcat et suprémacisme blanc

Le **néolibéralisme** est le modèle économique dominant depuis les années 1980. Il est axé sur l'expansion des marchés et l'individualisme qui ont engendré une progression des droits, de la mobilité et des libertés pour les entreprises, associée à un recul de l'action collective, de la régulation publique et de l'intervention des États dans l'économie.

Le **patriarcat** est un système oppressif qui s'articule autour du privilège masculin et de masculinités dominantes, et qui perpétue des rapports de force sexistes et hiérarchiques. Il légitime la discrimination et l'exclusion des femmes et des personnes non conformes à leur genre par l'intermédiaire d'institutions, de politiques et de normes sociales préjudiciables.

Le **suprémacisme blanc** se rapporte à un système politique et socio-économique où les personnes blanches bénéficient de droits et d'avantages structurels dont les autres groupes raciaux et ethniques sont privés, tant sur le plan individuel que collectif<sup>86</sup>. Il permet de comprendre le modèle économique capitaliste dominant actuel, indissociable de plusieurs siècles de colonialisme.

Le néolibéralisme a déconstruit les catégories politiques de race ou de genre au profit des concepts d'effort et d'individualisme. Cette doctrine part du principe que les marchés se régulent d'eux-mêmes, qu'ils sont équitables et qu'ils ignorent les dimensions de race et de genre<sup>87</sup>. Elle affirme que la position d'une personne dans la vie est le fruit des efforts, du talent et des choix qu'elle déploie. Ainsi, les structures culturelles, politiques et économiques s'appuient sur des postulats de mérite et d'équité où la race et le genre ne sont plus des problématiques. Selon l'expression de l'économiste Darrick Hamilton, l'idéologie néolibérale promet que la prospérité économique agira comme « *une marée montante qui élève tous les bateaux* », alors qu'aux États-Unis, cette promesse ne s'est jamais matérialisée pour les personnes noires<sup>88</sup>.

Force est de constater que certains groupes bénéficient d'une situation moins favorable dans la société tout au long de leur vie, indépendamment des efforts déployés, tandis que d'autres accumulent les bénéfices et les privilèges, là aussi indépendamment de leurs efforts. La pensée économique néolibérale ignore l'existence des identités, car elle reflète les intérêts du suprémacisme blanc et du patriarcat et minimise le rôle joué par le pouvoir associé à ces identités. Ces systèmes profondément ancrés nourrissent des formes d'inégalités multiples et interconnectées qui sont les causes profondes de la pauvreté et des injustices.

Au niveau national, l'intensification des inégalités de richesses et de revenus découle trop souvent d'une multitude de choix politiques sur des problématiques telles que la fiscalité, les dépenses publiques, la responsabilité des entreprises ou encore le travail et les salaires, qui servent les intérêts d'une minorité puissante et fortunée. Depuis longtemps, les dépenses publiques sont progressivement amputées à cause de régimes qui appliquent une fiscalité toujours plus faible sur la fortune des riches particuliers et des grandes entreprises prospères. Entre 1985 et 2019, le taux légal moyen d'imposition sur les sociétés dans le monde a chuté de 49 % à 23 %<sup>89</sup>, et le taux maximum moyen de l'impôt sur le revenu des particuliers aux États-Unis a presque diminué de moitié depuis 1980, passant de 70 % à 37 %<sup>90</sup>. Outre les pertes imputables à la baisse des taux d'imposition, le Réseau international pour la justice fiscale (Tax Justice Network) estime que les pays sont privés de plus de 427 milliards de dollars de recettes fiscales chaque année à cause de l'évasion fiscale des particuliers et des pratiques fiscales abusives de la part des multinationales, ce qui « coûte aux pays l'équivalent de près de 34 millions de salaires annuels d'infirmiers ou d'infirmières chaque année, soit un salaire annuel d'infirmier ou d'infirmière chaque seconde<sup>91</sup> ». Dans le même temps, les dividendes versés par les multinationales à leurs riches actionnaires ont flambé<sup>92</sup>. Entre 2009 et 2018, les entreprises françaises du CAC40 ont vu les dividendes versés à leurs actionnaires augmenter de 70 %. Quant aux rémunérations des PDG, elles ont

augmenté de 60 %. Sur la même période, le salaire moyen du personnel de ces multinationales françaises a augmenté de seulement 20 %<sup>93</sup>.

### **Figure 1 : La contribution à l'impôt est transférée des entreprises aux ménages<sup>94</sup>**

Suite à la crise financière de 2008-2009, l'accroissement des inégalités a été aggravé par une politique d'austérité en direction des personnes pauvres conjuguée à des réductions d'impôts pour les personnes riches. Une étude complète des politiques menées par les gouvernements dans la décennie qui a suivi la crise financière a révélé que les mesures déployées affectaient 75 % de la population mondiale<sup>95</sup>, comme le gel des retraites et des salaires du personnel enseignant et des agents de santé, le gel des subventions et des allocations ou encore l'érosion des droits du travail. On observe également depuis 2010 une nette hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), un impôt régressif, et dans le même temps une réduction du taux d'imposition pour les entreprises les plus riches et des particuliers les plus fortunés<sup>96</sup>. Comme l'atteste une étude menée au Royaume-Uni, les politiques d'austérité ont intensifié les inégalités<sup>97</sup> et ont un impact disproportionné sur les femmes et les groupes racisés<sup>98</sup>. Elles seraient en outre en partie responsables de la montée en puissance des politiques populistes, autoritaires et racistes<sup>99</sup>.

Au lieu de cela, si les pays avaient augmenté la fiscalité des plus riches, de nombreuses mesures d'austérité engendrant pauvreté et inégalités auraient pu être évitées. Oxfam a par exemple calculé qu'au Maroc, une fiscalité de 2 % sur le patrimoine net aurait permis de collecter quelque 6,17 milliards de dollars entre 2010 et 2019, soit une somme suffisante pour étendre l'assurance santé obligatoire à 7,5 millions de personnes supplémentaires, doublant la population couverte<sup>100</sup>.

## **LE CORONAVIRUS REND LES PERSONNES RICHES ENCORE PLUS RICHES...**

L'ampleur de la crise économique actuelle est comparable à celle de la Grande Dépression dans les années 1930. D'après la Banque mondiale, la contraction du PIB dans le monde du fait de la pandémie devrait avoisiner les 5,2 % en 2020, et le nombre de pays enregistrant un recul du PIB par habitant est la plus importante que le monde ait connu depuis 1870<sup>101</sup>. La chute du cours du pétrole et des matières premières alliée à des chocs du côté de l'offre dans les chaînes de valeur mondiales alimentent également cette crise économique. Les répercussions ne seront toutefois pas uniformes.

En mars 2020, les marchés boursiers dans le monde ont connu leur pire choc depuis un siècle, engloutissant pour plusieurs milliards de dollars d'actifs financiers. Depuis, les marchés boursiers se sont toutefois bien rétablis, et avec eux la fortune des personnes les plus aisées dans le monde, qui détiennent une grande partie de leur richesse sous forme d'actions et de parts sociales. La fortune des 1 000 milliardaires les plus fortunés, un petit groupe composé en grande majorité d'hommes blancs<sup>102</sup>, a retrouvé son niveau d'avant la pandémie en seulement neuf mois<sup>103</sup>. À titre de comparaison, suite à la crise financière de 2008, il avait fallu cinq ans pour que la richesse des milliardaires retrouve son niveau d'avant la crise<sup>104</sup>. L'essor des marchés boursiers qui contraste avec la plus grave dépression que l'économie réelle ait connue depuis un siècle est dû en grande partie à la réaction des banques centrales, qui se sont fortement mobilisées pour injecter

des milliards de dollars dans les marchés boursiers afin d'éviter un krach, tandis que la réponse des gouvernements pour soutenir leur économie réelle a été plus erratique<sup>105</sup>.

À l'échelle mondiale, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 3 900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020<sup>106</sup>. Tout simplement effarant. Leurs fortunes cumulées s'élèvent désormais à 11 950 milliards de dollars<sup>107</sup>, ce qui équivaut aux montants dépensés par les gouvernements du G20 pour faire face à la pandémie<sup>108</sup>. Seulement trois des 50 milliardaires les plus riches au monde ont vu leur fortune diminuer sur cette période, perdant à eux seuls 3 milliards de dollars. Les deux milliardaires qui ont vu leur fortune croître le plus pendant cette période sont des grands acteurs dans les secteurs de la technologie et de l'automobile, de la production de batteries et dans le domaine spatial : Elon Musk a vu son patrimoine net augmenter de 128,9 milliards de dollars, Jeff Bezos de 78,2 milliards de dollars. Les 10 milliardaires les plus riches ont quant à eux vu leur fortune augmenter de 540 milliards de dollars au cours de cette période<sup>109</sup>.

Certaines des plus grandes multinationales au monde ont versé des milliards de dollars de dividendes aux actionnaires, constituant une énième rentrée d'argent pour les plus riches<sup>110</sup>.

#### **Encadré 2 : Les milliardaires face à leurs employé-e-s**

Depuis le début de l'épidémie, de nombreuses grandes entreprises ont fait passer leurs bénéfices avant la sécurité des travailleuses et travailleurs, ont fait pression pour baisser les coûts de la chaîne d'approvisionnement et ont usé de leur influence pour orienter les réponses politiques. Les multinationales ont ainsi connu une envolée de leurs bénéfices et enrichi leurs actionnaires fortuné-e-s, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME), les femmes et les travailleuses et travailleurs faiblement rémunéré-e-s font les frais de la crise<sup>111</sup>.

Aux États-Unis, au deuxième trimestre 2020, alors que les 25 plus grandes entreprises étaient en bonne voie pour augmenter leurs bénéfices annuels de 11 % comparé à l'année précédente, les PME se préparaient à voir leurs bénéfices fondre de plus de 85 %<sup>112</sup>.

Mukesh Ambani est l'homme le plus riche en Inde. Son entreprise, Reliance Industries, est spécialisée dans le pétrole, le commerce de détail et les télécommunications. Entre mars et octobre 2020, sa richesse a plus que doublé pour atteindre 78,3 milliards de dollars, et il est passé du 21<sup>e</sup> au 6<sup>e</sup> rang des plus grandes fortunes mondiales. Au cours de cette période, l'enrichissement moyen de M. Ambani sur à peine plus de quatre jours seulement représentait plus que les salaires annuels combinés de l'ensemble du personnel de Reliance Industries, qui compte 195 000 employé-e-s<sup>113</sup>.

En septembre 2020, Jeff Bezos, alors l'homme le plus riche au monde, aurait pu, avec les bénéfices réalisés entre mars et août 2020, verser une prime de 105 000 dollars à chacune des 876 000 personnes employées par Amazon dans le monde tout en restant aussi riche qu'il l'était avant la pandémie de coronavirus<sup>114</sup>.

Entre mars et août 2020, les milliardaires des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont vu leur fortune augmenter de 20 %, soit plus de deux fois le financement d'urgence du Fonds monétaire international (FMI) dans la région au cours de la même période, et près de cinq fois plus que l'appel humanitaire des Nations Unies pour lutter contre la COVID-19 dans la région<sup>115</sup>. En Amérique latine et dans les Caraïbes, suite à l'effondrement du marché, la fortune combinée des milliardaires a augmenté de 17 % entre mars et juillet 2020<sup>116</sup>. Cela correspond à 48 milliards de dollars supplémentaires, soit une somme suffisante pour financer un tiers de tous les plans de relance introduits par les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes en réponse à la crise du



coronavirus sur cette période. Ce montant est également neuf fois supérieur au crédit d'urgence débloqué par le FMI dans la région sur cette même période, et plus de cinq fois supérieur à la somme requise pour empêcher 12,4 millions de personnes de sombrer dans la pauvreté extrême dans la région pendant un an<sup>117</sup>.

Dans le monde entier, il apparaît que les plus riches ont échappé aux pires effets de la pandémie. Au Royaume-Uni, alors que les ménages à faible revenu se sont endettés pendant le confinement<sup>118</sup>, les 20 % les plus riches ont épargné 30 milliards de dollars<sup>119</sup>. Alors qu'au Liban l'économie implose, les ultra-riches se prélassent dans des stations de montagne<sup>120</sup>. Partout dans le monde, les ventes de jets privés ont explosé suite à l'interdiction des vols commerciaux<sup>121</sup>. Il semblerait par ailleurs que les plus riches aient transféré une grande partie de leur fortune dans des paradis fiscaux en réponse au confinement<sup>122</sup>.

Les aides publiques aux entreprises et les plans de sauvetage financier bénéficient également aux riches industries polluantes. Par exemple, à compter de novembre 2020, les pays du G20 s'étaient engagés à consacrer 251 milliards de dollars aux énergies fossiles dans le cadre de leurs plans de relance<sup>123</sup>. Ce type de mesure protège ces entreprises et leurs riches actionnaires des pires effets de la crise, en socialisant leurs pertes (c'est-à-dire en les considérant comme une responsabilité incombant à l'ensemble de la société par l'intermédiaire de subventions ou de renflouements financés par les contribuables) alors que leurs activités continuent de dégrader l'environnement.

## ... ET LES PERSONNES PAUVRES PLUS PAUVRES

Alors que les milliardaires du monde ne cessent de s'enrichir, les personnes vivant dans la pauvreté continuent de s'appauvrir à cause du coronavirus. D'après des estimations récentes, entre 200 millions<sup>124</sup> et 500 millions<sup>125</sup> de personnes supplémentaires pourraient avoir basculé dans la pauvreté en 2020, vivant avec moins de 5,50 \$ par jour<sup>126</sup>. Selon Development Initiatives, les personnes les plus pauvres dans la quasi-totalité des pays ont vu leurs revenus chuter en raison de la pandémie<sup>127</sup>.

Plus des deux tiers des personnes qui vont basculer dans la pauvreté vivent en Asie du Sud, en Asie de l'Est et dans la région Pacifique<sup>128</sup>. Alors que la fortune des milliardaires atteint de nouveaux sommets en Amérique latine et dans les Caraïbes, comme évoqué plus haut, on estime que 40 millions de personnes y ont perdu leur emploi en 2020 et que 52 millions de personnes supplémentaires risquent de sombrer dans la pauvreté<sup>129</sup>.

Le virus a exposé au grand jour la terrible précarité des moyens de subsistance de la plus grande partie de l'humanité. En temps normal, la majorité s'en sort avec des revenus à peine supérieurs au seuil de pauvreté. Dans le monde, 56 % de la population vit avec 2 à 10 dollars par jour<sup>130</sup>. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, plus de la moitié des travailleurs et travailleuses sont en situation de pauvreté<sup>131</sup>. Ils travaillent sans protection ni accès à une aide ou à des allocations chômage. Autrement dit, ils sont rapidement confrontés à la faim lorsqu'ils sont privés de revenus, comme ce fut le cas du jour au lendemain dans tant de pays avec la mise en place de confinements, l'arrêt des chaînes d'approvisionnement mondiales et la crise économique provoquée par le virus.

La majorité des personnes qui basculent dans la pauvreté sont des travailleurs et travailleuses informel-le-s<sup>132</sup>. Elles sont exclues du régime de protection sociale, des programmes d'aide sociale et de l'accès au crédit. En temps de crise, elles doivent souvent brader leurs biens (vélos, bétail...), ce qui entame leur capacité à se relever et les enferme dans une pauvreté<sup>133</sup> qui pourrait persister pendant plusieurs décennies. Avec ce piège de la pauvreté (dont les personnes se trouvant en haut de l'échelle économique sont épargnées), et malgré un éventuel retour rapide de la croissance, les groupes les plus pauvres devraient se relever plus lentement si aucune action concrète n'est entreprise, creusant encore les inégalités. Cela affectera de manière disproportionnée les femmes, les jeunes, les enfants, les peuples Autochtones et les travailleurs et travailleuses migrant-e-s, car ces groupes sont davantage susceptibles de travailler dans le secteur informel<sup>134</sup>.



Nur\* Jahan, avec sa fille Ismat\*, traverse l'allée étroite derrière son abri, dans le camp de réfugié-e-s rohingyas de Cox's Bazar, au Bangladesh. Les noms ont été modifiés afin de protéger les identités. © Fabeha Monir/Oxfam

## UN AVENIR ÉCONOMIQUE AMER POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES

La crise du coronavirus accroît aujourd'hui le besoin en dépenses publiques alors même que ses répercussions économiques amputent lourdement les budgets publics, notamment dans les pays à faible revenu.

L'endettement flambe, entraînant des pays déjà lourdement endettés au bord de la faillite. La situation est particulièrement désastreuse dans les pays à faible revenu, notamment pour la moitié des économies à faible revenu en Afrique qui étaient déjà surendettées ou en risque de surendettement avant que la pandémie ne frappe<sup>135</sup>. La crise économique provoquée par la pandémie crée une tension sur les ressources extérieures, avec une baisse de 20 % des transferts de fonds, une chute de 25 % des investissements étrangers directs et du commerce extérieur<sup>136</sup>, ainsi qu'un déclin du prix

des matières premières et un exode des capitaux à des niveaux historiques<sup>137</sup>. La réponse internationale des nations du G20, à savoir l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) avec les créanciers bilatéraux, ne fait que retarder le remboursement de la dette de 5,3 milliards de dollars pour 46 pays, ce qui correspond à seulement 1,66 % de l'encours de la dette détenue par les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure<sup>138</sup>. Un allègement global et immédiat de la dette est requis de toute urgence, mais le G20 ne parvient pas à déployer les efforts requis et tarde à contraindre les fonds d'investissement et les banques très riches à suspendre les recouvrements auprès des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Les recettes fiscales sont en berne. D'après le FMI, les recettes en Afrique subsaharienne diminueront en moyenne de 2,6 % du PIB en 2020 comparé à 2019<sup>139</sup>. Selon Oxfam, l'Amérique latine devrait perdre 113,4 milliards de dollars de recettes fiscales en 2020, soit 59 % des dépenses de santé publique dans la région<sup>140</sup>.

Les niveaux d'Aide publique au développement (APD), qui représentaient un quart du financement externe pour les pays les moins avancés (PMA) en 2018, pourraient également connaître une chute significative au cours des prochaines années. Si la baisse de l'APD coïncide avec celle du revenu national brut (RNB) des bailleurs, elle pourrait chuter de 11 à 14 milliards de dollars en 2020<sup>141</sup>. Les pays donateurs ont confié aux institutions financières internationales la tâche de financer la crise de la COVID-19 dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Or, ce financement se présente principalement sous la forme de prêts, ce qui risque d'aggraver l'endettement de ces pays.

De nouvelles mesures d'austérité sont recommandées et planifiées : une analyse d'Oxfam révèle qu'à compter de septembre 2020, 84 % des prêts du FMI destinés à la lutte contre la COVID-19 encourageaient, et dans certains cas exigeaient des pays qu'ils adoptent des mesures d'austérité au lendemain de la crise sanitaire<sup>142</sup>.

Les pays à revenu plus faible peinent à assurer les services essentiels et la protection sociale dont leurs citoyen-ne-s ont besoin. Ce sont les personnes vivant dans la pauvreté, particulièrement les femmes et les groupes marginalisés, qui en paient le prix.

## LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES SONT LES PLUS LOURDES POUR LES FEMMES ET LES GROUPES RACISÉS

740 millions de femmes dans le monde travaillent dans l'économie informelle. Au cours du premier mois de la pandémie, leurs revenus ont chuté de 60 %<sup>143</sup>, ce qui représente une perte de revenus de plus de 396 milliards de dollars<sup>144</sup>. La pandémie pousse également les femmes de manière disproportionnée vers le chômage, notamment du fait des répercussions des confinements et de la distanciation sociale dans les secteurs du service, employant une grande majorité de femmes, comme le tourisme.

Dans le monde, les femmes sont surreprésentées dans les secteurs de l'économie les plus durement touchés par la pandémie<sup>145</sup>. Si le taux de représentation des femmes était le même que celui des hommes dans ces secteurs, 112 millions de femmes ne seraient plus exposées au risque de perdre leurs revenus ou leur emploi<sup>146</sup>. Au Mexique, l'un des quelques pays émergents qui ne proposent toujours pas de programmes pour venir en

aide aux personnes vivant dans la pauvreté face à la pandémie, 21 % des femmes travaillant dans le secteur informel se sont retrouvées au chômage, contre 15 % des hommes exerçant un emploi informel (chiffres de mai 2020)<sup>147</sup>.

Il apparaît que les groupes racisés, qui ont tendance à occuper des emplois précaires et informels, devraient aussi voir leurs revenus et leurs emplois mis à mal par la pandémie. En Amérique latine, par exemple, la pandémie fait basculer une population afrodescendante et Autochtone plus nombreuse dans la pauvreté. Au Mexique, le pourcentage de personnes Autochtones vivant avec moins de 5,50 dollars par jour pourrait augmenter de 5,4 à 5,7 points de pourcentage pour atteindre 71 %. Au Brésil, le pourcentage de la population afrodescendante et Autochtone dans la même situation pourrait augmenter de 6 à 7,7 points de pourcentage pour s'élever à 38 %<sup>148</sup>.



Julissa Álvarez, 44 ans, vit en République dominicaine où elle gagne sa vie en tant que coiffeuse. Suite aux confinements mis en place face à la COVID-19, elle a perdu sa clientèle et ses moyens de subsistance, dont elle dépendait pour nourrir son partenaire et leurs six enfants. © Valerie Caamaño/Oxfam

Aux États-Unis, la pandémie devrait creuser encore le fossé économique racial. Alors que les taux de pauvreté parmi les personnes blanches devraient augmenter de 4,2 % des suites de la pandémie, les personnes noires et latino-américaines devraient subir les plus fortes hausses avec 12,6 % et 9,4 %, respectivement<sup>149</sup>.

### **Encadré 3 : Approche de ce document vis-à-vis des inégalités croisées dans le contexte de la pandémie**

Dans le présent document, Oxfam cherche à mettre au jour les impacts inégaux de la pandémie de COVID-19 sur la vie des populations dans divers domaines (revenu, richesse, santé, éducation, travail et sécurité alimentaire) et à analyser la façon dont ces inégalités économiques ou non économiques se recoupent et se renforcent mutuellement.

Le présent document examine la manière dont ces impacts varient d'un marqueur identitaire à l'autre, avec un accent particulier sur les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes, les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées, ainsi qu'avec divers exemples de travailleurs et travailleuses informels, de migrant-e-s et de personnes des communautés LGBTQIA+. Il fournit également des exemples illustrant la façon dont ces identités interagissent et génèrent des obstacles (multiples ou spécifiques) à l'égalité. Il s'inspire du concept d'intersectionnalité consacré par Kimberlé Crenshaw, qui fournit un outil d'analyse pour permettre l'appréhension croisée ou imbriquée des rapports de pouvoir et comprendre comment la corrélation de plusieurs niveaux d'injustice sociale structure les inégalités<sup>150</sup>. L'intersectionnalité aide à appréhender les désavantages corrélés et interconnectés déterminés par la combinaison de plusieurs couches d'identité telles que la classe, le genre (considéré comme un spectre englobant les identités non binaires), la race, l'ethnicité, la caste, la sexualité, la capacité, la religion, l'âge, la langue, la citoyenneté et d'autres axes d'identité. Toutefois, étant donné le manque de données intersectionnelles pertinentes et comparables, le présent document ne saurait proposer une analyse intersectionnelle systématique et complète des impacts de la pandémie et/ou des inégalités<sup>151</sup>.

## UNE HAUSSE DES INÉGALITÉS ATTENDUE DANS TOUS LES PAYS

La pandémie affecte les économies de tous les pays du globe, ainsi que l'emploi, le patrimoine et les revenus de chaque personne dans le monde. Or, comme indiqué plus haut, ces impacts ne sont pas ressentis de manière égalitaire. L'enrichissement des personnes qui se trouvent en haut de l'échelle économique et les répercussions très néfastes sur celles qui se trouvent au bas de cette même échelle exacerbent les inégalités économiques. La pandémie pourrait ainsi provoquer la plus forte hausse des inégalités depuis que ce type de données est enregistré, car elle entraîne une hausse substantielle et simultanée des inégalités dans de nombreux pays.

D'après le FMI, les récentes épidémies telles que le H1N1 (grippe porcine) et le virus Zika ont augmenté les niveaux d'inégalité<sup>152</sup> dans les pays affectés de 1,3 %. Le FMI prédit que l'impact du coronavirus sera nettement plus prononcé à cause des restrictions généralisées que la pandémie a imposées<sup>153</sup>. Le FMI et la Banque mondiale<sup>154</sup> ont fait part de leur crainte de voir la crise provoquer une flambée des inégalités dans les pays du monde entier. Le Crédit Suisse s'en fait l'écho dans son Global Wealth Report 2020<sup>155</sup>, tout comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>156</sup>.

### **Encadré 4 : Est-ce vraiment la première fois que les inégalités augmentent presque partout en même temps ?**

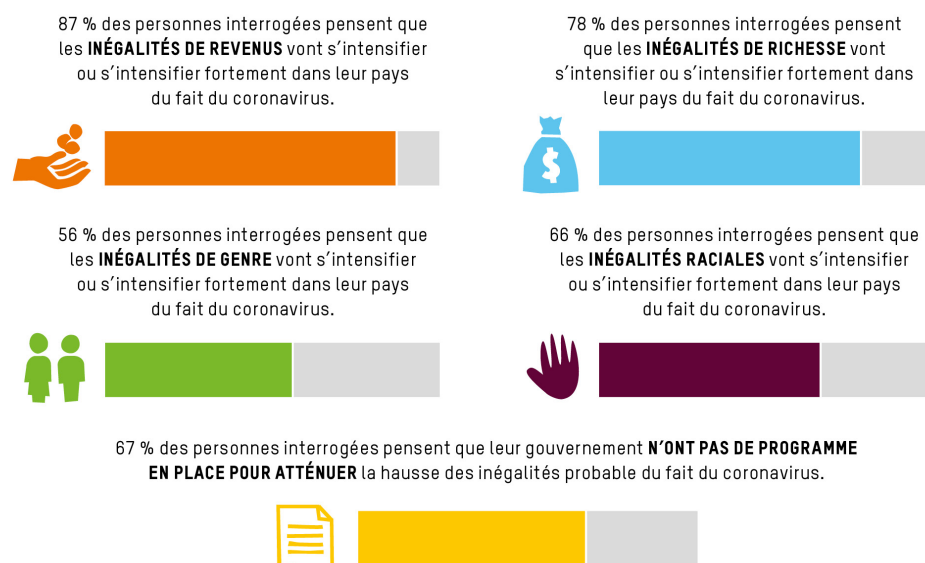
Les données les plus anciennes sur les tendances en matière d'inégalités se basent sur des données fiscales qui remontent au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>157</sup>. La quasi-totalité des pays riches pour lesquels nous disposons de données ont connu un pic des inégalités juste avant la Première Guerre mondiale<sup>158</sup>, après quoi les tendances ont beaucoup varié. Les inégalités ont diminué entre les deux guerres dans les nations riches. Elles ont ensuite connu une forte hausse dans certaines d'entre elles, comme au Royaume-Uni et aux États-Unis, à partir des années 1980.

Les autres nations riches, comme le Japon et la majeure partie de l'Europe continentale, n'ont pas connu une telle augmentation. Dans les pays de l'ex-Union soviétique, les inégalités ont fortement augmenté au lendemain de la Guerre froide<sup>159</sup> et en Chine suite aux réformes en faveur de l'économie de marché à partir des années 1980<sup>160</sup>. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, quelques pays comme l'Afrique du Sud et l'Argentine sont allés à contre-courant de la tendance, avec une intensification des inégalités<sup>161</sup>. En Inde, les inégalités ont diminué après l'indépendance, mais elles ont récemment retrouvé des niveaux que le pays n'avait pas connus depuis l'époque coloniale<sup>162</sup>. Ces dernières décennies, la tendance est à l'intensification des inégalités dans la plupart des pays<sup>163</sup>, à l'exception notable de certaines régions comme l'Amérique latine, où les inégalités ont diminué dans les années 2000<sup>164</sup>. La nature du choc économique de la pandémie de COVID-19 est unique : ses répercussions sur les sociétés sont inégales<sup>165</sup>, mais la pandémie a affecté tous les pays du globe en même temps<sup>166</sup>. Les revenus par habitant devraient décliner dans toutes les régions, une première depuis 1870<sup>167</sup>. La COVID-19 devrait donc accroître simultanément les inégalités dans la quasi-totalité des pays de la planète, une première depuis que des données de ce type sont enregistrées, soit plus d'un siècle.

Pour préparer le présent rapport, Oxfam a interrogé 295 économistes originaires de 79 pays, notamment Jayati Ghosh, Jeffrey Sachs et Gabriel Zucman. Nous leur avons demandé de se prononcer sur la probabilité d'une hausse des inégalités en raison de la pandémie de coronavirus. Nous les avons interrogé-e-s sur les inégalités de revenus et de richesses, ainsi que sur les inégalités raciales et de genre.

87 % des répondant-e-s ont déclaré s'attendre à ce que les inégalités de revenus dans leur pays s'intensifient ou s'intensifient fortement du fait de la pandémie. Cela incluait des économistes dans 77 des 79 pays couverts par l'enquête. 78 % des répondant-e-s (dans 71 des 79 pays couverts) ont indiqué s'attendre à ce que les inégalités de richesses s'intensifient ou s'intensifient fortement. Plus de la moitié des répondant-e-s (56 %) considéraient également probable ou très probable que les inégalités de genre augmentent, et les deux tiers (66 %) partageaient aussi cet avis concernant les inégalités raciales. Les deux tiers ont par ailleurs déclaré avoir le sentiment que leur gouvernement n'avait pas de programme en place pour lutter contre les inégalités<sup>168</sup>.

## Figure 2 : Principales conclusions de l'enquête d'Oxfam menée auprès d'économistes sur l'impact de la pandémie de coronavirus sur les inégalités



### Encadré 5 : Premières données sur l'impact de la pandémie sur les inégalités

Dans la plupart des pays, les mesures des inégalités sont antérieures à la pandémie, et malgré le large consensus sur le fait que les inégalités devraient augmenter dans les pays du monde entier, des données concrètes commencent seulement à être publiées. Au moins trois études internationales ont été menées pour mesurer les premières répercussions de la pandémie sur les inégalités de revenus.

Une enquête en ligne réalisée auprès de 230 540 personnes par la Banque interaméricaine de développement (IDB) dans 17 pays d'Amérique latine en avril 2020 a révélé que plus une personne était pauvre en janvier 2020, plus elle était susceptible de compter au sein de son ménage un membre ayant perdu son emploi entre le début de l'année et le mois d'avril<sup>169</sup>.

Une deuxième enquête menée auprès de 6 082 personnes en Chine, en Italie, au Japon, en Corée du Sud, au Royaume-Uni et aux États-Unis au cours de la troisième semaine d'avril 2020 par l'IZA Institute of Labor Economics n'a pas permis d'identifier une répartition inégale des pertes de revenus, mais a conclu que les personnes pauvres avaient davantage puisé dans leurs économies et que le deuxième quintile le plus pauvre devrait accuser les plus fortes pertes de revenus du travail<sup>170</sup>. Parallèlement, des études menées au Royaume-Uni et ailleurs ont révélé une augmentation de l'épargne des mieux lotis, faute d'avoir pu dépenser leur argent pendant le confinement<sup>171</sup>. Plusieurs études nationales réalisées dans certains pays à revenu élevé ont souligné l'efficacité des plans de relance des gouvernements pour prévenir une hausse des inégalités. Ces mesures sont toutefois provisoires<sup>172</sup>.

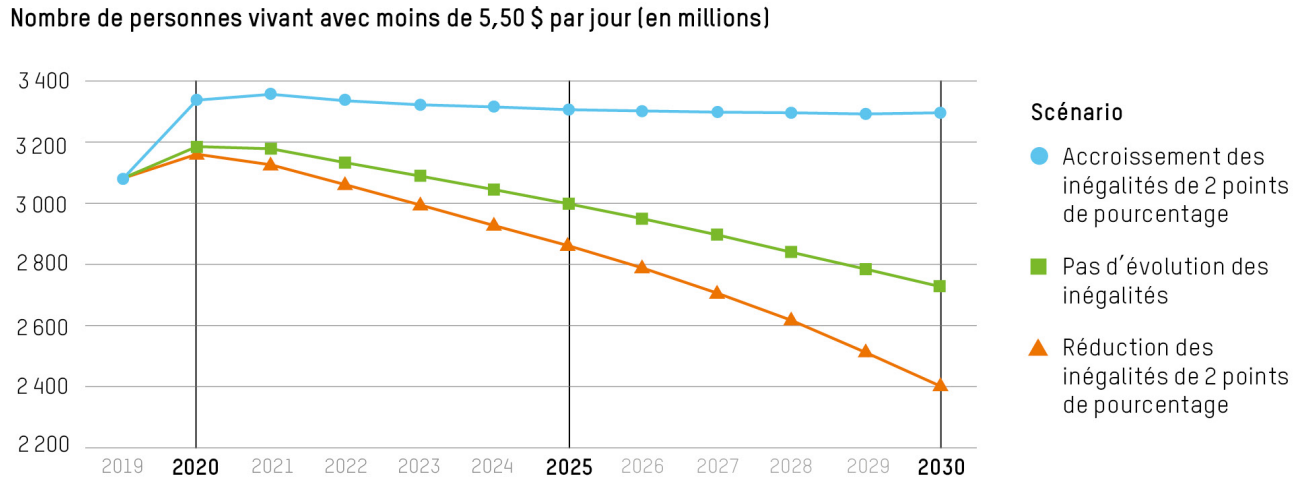
Une troisième étude, cette fois sous la forme d'enquêtes par téléphone, a été menée en plusieurs étapes par la Banque mondiale dans quinze pays d'Afrique et d'Asie<sup>173</sup>, avec une première phase en avril 2020<sup>174</sup>. Cette étude n'a pas permis de déterminer si les personnes pauvres avaient davantage été touchées par des pertes d'emploi ou des fermetures d'entreprise que les personnes qui se trouvent au milieu de l'échelle des revenus. Selon la Banque mondiale, les personnes qui se trouvent au milieu de l'échelle des revenus sont employées dans les secteurs du transport, de l'hôtellerie et du commerce de détail, qui sont davantage affectés par les suppressions d'emplois découlant de la pandémie<sup>175</sup>.

On peut provisoirement conclure que la crise économique affecte davantage les personnes vivant dans la pauvreté que les personnes riches. Les premiers effets se font davantage ressentir parmi les personnes en situation de pauvreté que parmi celles vivant en situation de pauvreté extrême, c'est-à-dire les milliards de personnes qui vivent avec 1,90 à 5,50 dollars par jour. Au-delà des effets à court terme, les personnes plus aisées sont plus susceptibles de disposer des ressources nécessaires pour se relever, alors que la pandémie devrait avoir des répercussions durables sur les personnes pauvres qui ont fait face à la crise en vendant des actifs productifs et en réduisant la quantité de nourriture consommée, qui ont été déscolarisées définitivement ou subissent la fermeture définitive de la petite entreprise où elles travaillent. Sans mesures d'urgence immédiates de la part des gouvernements, cette situation devrait encore creuser les inégalités.

En cas d'aggravation des inégalités (mesurées par le coefficient de Gini<sup>176</sup>) après la crise, les effets sur les niveaux de pauvreté seront profonds et durables. La Banque mondiale a simulé ce qu'une hausse des inégalités dans chaque pays signifierait pour la pauvreté dans le monde après la crise<sup>177</sup>. Ainsi, avec une augmentation des inégalités de 2 points de pourcentage par an, soit le pire scénario avec une récession de 8 % dans le monde, 501 millions de personnes supplémentaires vivraient encore avec moins de 5,50 dollars par jour en 2030, comparé à un scénario où les inégalités n'augmenteraient pas. Par conséquent, en 2030 les niveaux de pauvreté dans le monde seraient toujours supérieurs à ce qu'ils étaient au début de la pandémie, avec 3,4 milliards de personnes vivant avec moins de 5,50 dollars par jour. À l'inverse, si les gouvernements prennent des mesures concertées pour réduire les inégalités de 2 points de pourcentage par an, il

serait alors possible de retrouver les niveaux de pauvreté d'avant la pandémie en trois ans. À l'horizon 2030, quelque 860 millions de personnes de moins vivraient dans la pauvreté par rapport au scénario où les inégalités augmenteraient.

**Figure 3 : Quel impact les inégalités pourraient-elles avoir sur les niveaux de pauvreté dans le monde dans la décennie qui suit le coronavirus ?**



Sans mesures déterminantes, la forte hausse généralisée des inégalités économiques aura des effets dévastateurs, notamment sur les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées. Comme l'a déclaré Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI : « L'impact sera profond [...] avec des inégalités croissantes provoquant des bouleversements sociaux et économiques : une génération perdue pour les années 2020 avec des séquelles qui perdureront pendant plusieurs décennies »<sup>178</sup>.



## 2. LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ DU SYSTÈME

« Car si nous naviguons tous dans les mêmes eaux, il est clair que certains sont dans des méga-yachts tandis que d'autres s'accrochent aux débris qui dérivent. »

– Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies<sup>179</sup>

Comme indiqué dans la section 1, la crise du coronavirus a mis au jour et amplifié les inégalités économiques existantes tout en s'en nourrissant, exacerbant de fait la pauvreté et l'injustice. La section 2 montre que le modèle économique biaisé n'engendre pas seulement des inégalités économiques, mais renforce également les inégalités sociales.

Dans les pays du monde entier, les personnes pauvres, les femmes et les personnes noires et afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées sont depuis longtemps exclus en nombre des programmes d'éducation, de protection sociale et de soins de santé de qualité. Ces personnes réalisent la majorité du travail de soin peu ou non rémunéré et ont tendance à être privées d'emplois sûrs et bien rémunérés ou de moyens de subsistance durables. À l'heure actuelle, sous la pression de la pandémie, davantage de personnes pauvres et marginalisées passent entre les mailles du filet de systèmes déjà défailants et inégaux.

La pandémie n'a fait que mettre en lumière les fractures sociales et politiques déjà présentes au sein des communautés et a engendré des réponses discriminatoires qui affectent les communautés marginalisées partout dans le monde. Elle a mis au jour les multiples vulnérabilités et couches d'oppression et de marginalisation auxquelles les populations sont confrontées selon leur genre, race, ethnicité, âge, classe, caste, région, capacité, sexualité, religion, identité autochtone ou statut de migrant-e/réfugié-e. Ces expériences sont aussi ancrées dans les structures fondamentales de privilèges et d'oppression façonnées au fil de siècles de patriarcat, de racisme structurel et de colonialisme.

### **Encadré 6 : La pandémie alimente les discriminations et révèle un racisme systémique**

De nombreux pays ont observé une stigmatisation, une discrimination et des propos haineux à l'encontre des minorités, et même des agents de santé, suspecté-e-s d'être les vecteurs du virus<sup>180</sup>. La propagation initiale du virus en Chine a relancé les stéréotypes sur le peuple chinois et engendré discrimination et crimes haineux<sup>181</sup>, avec un racisme à l'encontre des Chinois-es se propageant à d'autres groupes d'Asie, comme les Vietnamiens-ne-s, les Coréens-ne-s, les Japonais-es et les habitant-e-s du nord-est de l'Inde<sup>182</sup>.

La colère et la défiance à l'encontre des migrant-e-s, des réfugié-e-s, des personnes vivant dans la pauvreté et de groupes ethniques et religieux spécifiques se sont intensifiées au cours de la pandémie. Des agressions verbales, des actes de vandalisme dans les habitations et les entreprises, des agressions physiques et des cas de bannissement dans les écoles et les espaces publics ont été signalés dans toute l'Europe<sup>183</sup>. En Italie, l'ancien vice-Premier ministre Matteo Salvini a fait un déplorable amalgame entre la COVID-19 et les demandeurs et demandeuses d'asile africain-e-s et appelé à la fermeture des frontières<sup>184</sup>.

Les peuples Autochtones comme les Aborigènes et les Indigènes du détroit de Torrès en Australie et la communauté Rom en Europe<sup>185</sup> ont été victimes de racisme en lien avec la pandémie<sup>186</sup>. Au Liban, les municipalités ont imposé un couvre-feu aux réfugié-e-s syrien-ne-s, prétextant vouloir ainsi endiguer la propagation du virus<sup>187</sup>.

La transparence, la confiance et le partenariat avec les communautés sont incontournables pour contrôler la COVID-19. Il ne s'agit pas seulement de préjugés et d'actes individuels ou isolés de discrimination, mais de l'expression d'un racisme systémique très largement institutionnalisé qui s'inscrit en faux avec les principes des droits humains, l'équité et la solidarité qui doivent être au cœur des réponses nationales et mondiales à la pandémie de coronavirus.

## UNE NÉGLIGENCE CHRONIQUE DES SYSTÈMES DE SANTÉ PUBLIQUE

Il n'y a pas que les maladies qui tuent ; l'injustice sociale aussi<sup>188</sup>. La pandémie a révélé les pires effets de systèmes de santé publique constamment négligés, notamment pour les personnes vivant dans la pauvreté et pour les communautés marginalisées<sup>189</sup>. Les systèmes de santé publique faibles et sous-financés n'ont pas la capacité requise pour tester, suivre, tracer et mettre en quarantaine les personnes qui doivent l'être pour contrôler la propagation du virus, ni pour proposer des soins de santé adéquats et opportuns à toutes les personnes qui en ont besoin. Parmi les pays de l'OCDE à revenu élevé, ceux qui ont procédé à des coupes budgétaires importantes dans la santé accusent des taux de mortalité à la COVID-19 supérieurs, même en tenant compte d'autres facteurs socio-démographiques<sup>190</sup>.

En 2019, les leaders politiques d'à peine 10 % des pays s'étaient engagés en faveur d'investissements pour la gestion des menaces épidémiques sur le plan domestique et à l'étranger. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des pays soient mal équipés pour prévenir, détecter ou répondre à des urgences sanitaires telles que celle que nous traversons actuellement<sup>191</sup>. Par exemple, en mars 2020, les États de l'Union européenne ont réalisé qu'ils étaient très largement sous-équipés pour lutter contre la pandémie, avec des besoins 10 fois supérieurs aux équipements disponibles<sup>192</sup>. Lorsque la pandémie a frappé le Soudan du Sud, le pays comptait plus de vice-présidents (cinq) que de respirateurs (quatre) et 10 pays d'Afrique n'avaient pas le moindre respirateur<sup>193</sup>.

Dans plusieurs pays, le poids de la dette, l'héritage des mesures d'austérité et les programmes d'ajustement structurel ont érodé les dépenses publiques et les systèmes de santé<sup>194</sup>. Cela a entraîné des niveaux élevés de dépenses directes pour la santé et de frais à la charge des usagers qui ont rendu les services essentiels inaccessibles pour les personnes vivant dans la pauvreté et les groupes marginalisés<sup>195</sup>, ainsi que pour de nombreuses femmes et filles. Par exemple, l'Inde a le quatrième budget de la santé le plus faible en proportion des dépenses publiques. Les citoyen-ne-s doivent payer de leur poche plus de 70 % des frais de santé alors même que seulement la moitié de la population a accès aux services de soins de santé les plus élémentaires<sup>196</sup>. Les systèmes publics qui contraignent les citoyen-ne-s à payer de leur poche pour être soigné-e-s affichent en outre de piètres résultats sanitaires, avec une mortalité plus élevée au cours de la pandémie. D'après un examen provisoire des données issues de 147 pays, lorsque les dépenses de santé privées sont 10 % plus élevées, les taux de mortalité à la COVID-19 sont 4,9 % supérieurs<sup>197</sup>.

Quelque 90 % des pays ont fait état de perturbations dans les services de santé essentiels au cours des six premiers mois de la pandémie<sup>198</sup>. Les personnes les plus pauvres, qui sont les plus tributaires des systèmes publics, n'ont d'autre choix que de payer des soins privés, ce qui risque de les faire basculer dans l'endettement et la pauvreté, ou de mettre leur bien-être et même leur vie en danger. Parallèlement, les plus riches peuvent bénéficier de traitements dans des cliniques privées et bien équipées et ont les moyens de respecter la distanciation physique et de se protéger.

Cela met en lumière le problème inhérent d'un système de santé à deux niveaux dans lequel des services privés et payants sont disponibles pour celles et ceux qui en ont les moyens. Ces services privés sont souvent mieux équipés et dotés en personnel, car les gouvernements n'investissent pas dans les systèmes de santé publique. En Afrique du Sud, par exemple, le secteur public des soins de santé couvre 84 % de la population du pays, mais ne regroupe que 30 % des médecins du pays, tandis que le secteur privé, qui dessert les 16 % restants de la population, peut compter sur 70 % du pool de médecins<sup>199</sup>.

Force est de constater que les impacts sanitaires de la pandémie ont frappé le plus durement les plus pauvres. Dans les faits, et partout dans le monde, on observe une corrélation forte entre les résultats sanitaires et les inégalités sociales et économiques préexistantes. Les personnes vivant dans la pauvreté sont les plus exposées au virus, car elles ont tendance à vivre dans la promiscuité, sans installation d'eau et d'assainissement<sup>200</sup>. Celles travaillant dans le secteur informel n'ont pas nécessairement la chance de pouvoir télétravailler ou de prendre des congés pour se protéger. Dans de nombreux pays, elles travaillent surtout dans l'hôtellerie, les centres de santé et dans d'autres structures où la probabilité de contracter le virus est plus forte<sup>201</sup>. Des études menées dans plusieurs pays révèlent un gradient social manifeste en termes d'infection à la COVID-19 et de taux de mortalité. Le taux de mortalité à la COVID-19 dans les 10 % les plus défavorisés des régions anglaises est deux fois plus élevé que dans les 10 % les plus aisés<sup>202</sup>. On observe des tendances comparables en France<sup>203</sup>, au Brésil<sup>204</sup>, au Népal<sup>205</sup>, en Espagne<sup>206</sup> et en Inde<sup>207</sup>.

Partout dans le monde, les populations placent tous leurs espoirs dans les vaccins pour mettre un terme à la pandémie. Or, il existe un risque de voir les vaccins efficaces monopolisés par les personnes et les pays riches et puissants. Un petit groupe de nations riches représentant seulement 14 % de la population mondiale a fait main basse sur plus de la moitié des doses de vaccins contre la COVID-19 produites par les principaux laboratoires<sup>208</sup>. Les entreprises pharmaceutiques ont déjà réalisé des bénéfices colossaux au cours de la pandémie<sup>209</sup> et devraient être les grandes gagnantes une fois les vaccins efficaces identifiés, à moins d'introduire un plafonnement des prix. Le cours des actions de Pfizer a grimpé de 15 % après que l'entreprise a annoncé le 9 novembre la grande efficacité de son vaccin-candidat<sup>210</sup>. Cette annonce a coïncidé avec la vente d'actions à hauteur de 5,6 millions de dollars par le PDG de l'entreprise. Même si cette vente était planifiée depuis août, le PDG de Pfizer a engrangé 800 000 dollars de plus grâce à cette bonne nouvelle<sup>211</sup>.



Un membre du personnel hospitalier dans un hôpital en Espagne enfille ses vêtements de protection individuelle.  
© Pablo Tosco/Oxfam

## Le patriarcat expose les femmes à un risque accru

Le patriarcat et les normes sexistes augmentent sensiblement le risque d'exposition des femmes à la COVID-19. Les femmes ont contribué à faire tourner le monde pendant la réponse, endossant la charge du travail de soin dans les cliniques, sur leur lieu de travail et chez elles. Dans le monde, les femmes représentent jusqu'à 70 % des agents de santé et d'aide sociale<sup>212</sup>. Ces emplois sont essentiels pour lutter contre la pandémie, mais ils sont depuis longtemps dévalorisés et mal rémunérés. Ces postes ont également exposé les femmes à un risque marqué, surtout lorsque l'accès aux équipements de protection individuelle était limité. En outre, les femmes sont souvent les principales pourvoyeuses de soins lorsqu'un membre du ménage tombe malade<sup>213</sup>, ce qui augmente encore leur risque de contracter le virus.

Des responsabilités plus grandes en matière de soins de santé non rémunérés<sup>214</sup> et une plus grande exposition que les hommes à des facteurs de stress au travail et dans les ménages contribuent à saper la santé mentale des femmes (avec des cas de dépression)<sup>215</sup> et accroissent le risque de violence<sup>216</sup>. Les femmes et les filles font également les frais d'un accès restreint aux services de soins de santé sexuelle et reproductive au cours de la pandémie, ce qui augmente le risque de grossesses non désirées, de maladies sexuellement transmissibles et de complications survenant au cours de la grossesse<sup>217</sup>. Les décès maternels auraient augmenté de 8 à 39 % par mois dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à cause de la réduction des soins périnataux du fait de la COVID-19<sup>218</sup>. Au Népal, entre mars et mai 2020, le confinement a réduit de moitié le nombre de naissances dans les centres de santé et a multiplié par trois le risque de mortalité néonatale<sup>219</sup>.

## Le racisme systémique expose les personnes noires, afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées à un risque accru

Dans plusieurs pays, la pandémie a mis en lumière les graves inégalités dans le domaine sanitaire selon la race et l'ethnicité. Les données collectées dans divers pays révèlent que les personnes noires, afrodescendantes, les peuples Autochtones et les autres groupes racisés ont plus de risque de contracter la COVID-19 et d'être confrontés aux répercussions les plus dures<sup>220</sup>.

Aux États-Unis, par exemple, les taux d'hospitalisation ajustés selon l'âge à cause de la COVID-19 étaient cinq fois supérieurs pour les personnes noires, les latino-américain-e-s et les natifs et natives américain-e-s que pour les personnes blanches<sup>221</sup>. Les taux de mortalité à la COVID-19 parmi les personnes noires étaient deux fois plus élevés que parmi les personnes blanches<sup>222</sup>. Avec un taux de mortalité identique à celui des personnes blanches, les populations noires auraient déploré 16 800 morts de moins entre février et décembre 2020<sup>223</sup>. Aux États-Unis toujours, avec un taux de mortalité identique à celui des personnes blanches, les latino-américain-e-s auraient déploré 5 100 morts de moins sur la même période<sup>224</sup>. Au Brésil, la communauté pardo et les personnes noires positives à la COVID-19 et admises à l'hôpital étaient exposées à un plus fort risque de mortalité que les personnes blanches<sup>225</sup>. Les personnes afrodescendantes sont 40 % plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes blanches<sup>226</sup>. Avec un taux de mortalité identique à celui des communautés blanches, la population afrodescendante aurait déploré 9 200 morts de moins entre le début de la crise et juin 2020<sup>227</sup>.

Les taux d'infection parmi les migrant-e-s et les réfugié-e-s, des populations négligées depuis longtemps, ont été disproportionnellement élevés. En avril 2020, le pourcentage de cas de COVID-19 confirmés parmi les Somalien-ne-s en Norvège et en Finlande était 10 fois supérieur à celui observé dans le reste de la population, et cette communauté déplorait une part considérable des décès<sup>228</sup>. Dans la région amazonienne, le nombre de morts parmi les peuples Autochtones est passé de 113 à 2 139 en l'espace de six mois, soit une hausse 2,5 fois plus élevée que celle enregistrée parmi la population générale. Sur les 400 peuples Autochtones qui vivent dans la région, le virus en avait contaminé 238 à la mi-novembre<sup>229</sup>.

**Figure 4 : L'injustice raciale signifie que les groupes racisés sont plus susceptibles de mourir de la COVID-19 que les personnes blanches**

Au Brésil, entre le début de la crise et juin 2020

**LA POPULATION  
AFRODESCENDANTE  
AURAIT DÉPLORÉ  
9 200 MORTS  
DE MOINS**



Aux États-Unis, entre le début de la crise et décembre 2020

**LES POPULATIONS  
NOIRES ET LATINO-  
AMÉRICAINES  
AURAIENT DÉPLORÉ  
22 000 MORTS DE MOINS**

si leurs taux de mortalité face à la COVID-19 avaient été les mêmes que ceux des personnes blanches.

Les raisons derrière ces inégalités raciales en matière de santé sont diverses, comme des conditions préexistantes, une plus grande exposition au virus, ou encore un accès ou un traitement inégal<sup>230</sup>. Même sans le coronavirus, les groupes marginalisés accusent des taux de morbidité liés à la pauvreté plus élevés, comme l'hypertension pour les populations noires aux États-Unis<sup>231</sup> et le diabète pour les personnes d'origine sud-asiatique au Royaume-Uni.<sup>232</sup> La pauvreté les contraint à vivre dans la promiscuité et sans réseau d'assainissement de qualité. En Europe, les communautés Roms manquent de logements sûrs, ce qui rend toute quarantaine impossible et augmente le risque d'infection. 30 % des personnes Roms n'ont pas accès à l'eau courante et 80 % vivent dans des quartiers et dans des logements surpeuplés<sup>233</sup>. Les groupes racisés ont tendance à être surreprésentés dans les emplois peu rémunérés et plus dangereux<sup>234</sup>. Ils font également souvent les frais de traitements biaisés de la part du corps médical et de soins de moins bonne qualité, comme le suggèrent les données recueillies aux États-Unis concernant les personnes noires, les personnes latino-américaines et les peuples Autochtones<sup>235</sup>.

Cette tendance s'est poursuivie et a été amplifiée par la pandémie. Dans de nombreux pays, les groupes racisés ont plus de risque de contracter le virus, car ils occupent davantage d'emplois qui impliquent un contact régulier avec du public. Aux États-Unis, les patient-e-s noir-e-s présentant des symptômes de la COVID-19 ont moins de chance d'être soumis-e-s à un test que les personnes blanches présentant les mêmes symptômes<sup>236</sup>. Les communautés historiquement opprimées sont souvent ignorées dans les programmes de promotion de la santé. D'après une enquête rapide, à compter de mai 2020, 90 % des Dalits (la caste des intouchables qui représente la majorité du personnel en charge de la salubrité en Inde) n'avaient aucune couverture santé ni assurance vie et 64 % n'avaient encore reçu aucune formation ni instruction en matière de sécurité par rapport au virus<sup>237</sup>.

## LA PANDÉMIE RÉVÈLE LA FAIBLESSE DES SYSTÈMES DE PROTECTION SOCIALE

Au vu de l'impact économique extrême du coronavirus, des milliards de personnes ont besoin d'une aide au revenu immédiate. Un accès à des mesures de protection sociale prévisibles est requis pour celles et ceux qui demeurent vulnérables sur le long terme et pour se prémunir contre les prochains chocs<sup>238</sup>.

Or, près de quatre milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, n'étaient pas couvertes par une quelconque assurance sociale ni ne bénéficiaient d'aucune aide lorsque la pandémie a frappé.<sup>239</sup> La plupart des pays ont adopté des mesures de substitution aux revenus. Dans les faits, plus d'un milliard de personnes ont bénéficié d'une protection sociale d'urgence<sup>240</sup>. Mais des milliards d'autres restent livrées à elles-mêmes.

Dans la plupart des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les mesures d'urgence de substitution de revenu ont été inadéquates, trop limitées dans leur durée et leur portée. Dans ces pays, la valeur moyenne des pensions sociales est d'environ 15 % du PIB par habitant, ce qui peut être considéré comme un standard décent pour un transfert adéquat<sup>241</sup>. Or, la valeur des mesures de protection face à la crise était inférieure à 3 % du PIB dans la majorité de ces pays, et aucun n'a atteint les 15 %<sup>242</sup>. Au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seulement 11 % des plans de relance impliquaient des mesures de santé et de protection sociale<sup>243</sup>.

## Les femmes et les groupes marginalisés passent entre les mailles du filet

En Asie, les mesures de protection sociale introduites en réponse à la crise n'ont pas permis d'atteindre les personnes les plus affectées, notamment celles travaillant dans le secteur informel, et ont été trop restreintes pour avoir un impact significatif<sup>244</sup>. Par exemple, le gouvernement vietnamien a annoncé une aide financière pour les employeurs et le personnel affectés, mais la plupart des travailleurs et des travailleuses sans contrat de travail et les travailleurs et travailleuses migrant-e-s dans le secteur informel n'ont reçu aucune aide<sup>245</sup>. En Inde, l'enveloppe initiale n'allouait que 0,8 % du PIB à la protection sociale pour les familles, ce qui a généré une immense détresse économique pour les 40 millions de migrant-e-s internes que compte le pays. L'Inde a connu son plus important exode migratoire depuis son indépendance, avec 10,6 millions de personnes<sup>246</sup> parcourant des milliers de kilomètres à pied pour retrouver leurs réseaux informels d'aide sociale en milieu rural. De nombreuses personnes ont perdu la vie en chemin<sup>247</sup>.

Par ailleurs, les gouvernements ne sont pas parvenus à réviser les programmes de protection sociale pour répondre aux besoins des femmes malgré l'urgence imposée par le coronavirus. Avant la pandémie, les systèmes de protection sociale proposaient déjà une couverture et des allocations nettement moindres aux femmes, car un grand nombre d'entre elles occupaient des emplois informels, précaires et vulnérables privés de toute protection sociale<sup>248</sup>. En août 2020, seulement 54 pays sur 195 avaient introduit de nouvelles mesures de protection sociale ciblant les femmes et les filles (ou amendés leurs programmes existant dans ce sens)<sup>249</sup> et seulement 18 % des mesures de protection sociale et de protection du marché du travail introduites ciblaient la sécurité économique et le travail de soin non rémunéré des femmes<sup>250</sup>. En Amérique latine, les travailleuses domestiques (surtout des migrantes issues des communautés Autochtones ou afrodescendantes) représentent 11,4 % de la main-d'œuvre féminine, mais la plupart se voient privées de protection sociale ou de toute forme d'allocation chômage<sup>251</sup>.

## LA PANDÉMIE RÉVÈLE UNE FRACTURE BÉANTE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION

En 2020, plus de 180 pays ont provisoirement fermé leurs établissements scolaires, privant d'école près de 1,7 milliard d'élèves au plus fort de la crise<sup>252</sup>. La pandémie a privé les enfants vivant dans les pays les plus pauvres de près de quatre mois de scolarisation, contre six semaines pour les enfants vivant dans les pays à revenu élevé<sup>253</sup>. On estime que quelque 32,8 millions d'enfants et de jeunes ne retrouveront jamais les bancs de l'école ou de l'université<sup>254</sup>. Au moins un million d'élèves enceintes risquent de se retrouver déscolarisées en Afrique subsaharienne lorsque les écoles fermées pendant la pandémie rouvriront<sup>255</sup>. Dans le monde, 13 millions de mariages d'enfants supplémentaires devraient survenir d'ici 2030 en raison de la fermeture des écoles et de la hausse de la pauvreté résultant de la pandémie<sup>256</sup>.

D'après les estimations, la pandémie devrait effacer les progrès réalisés dans le monde au cours des 20 dernières années concernant l'éducation des filles, ce qui devrait

accroître la pauvreté et les inégalités<sup>257</sup>. L'impact financier des fermetures d'écoles sur la réduction des revenus à venir est estimé entre 3<sup>258</sup> et 15 % du futur PIB<sup>259</sup>.

Les enfants pour lesquels l'éducation revêt le plus d'importance, car elle est un levier pour sortir de la pauvreté, sont précisément ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte. Les étudiant-e-s plus pauvres, aussi bien dans les pays à faible revenu que dans ceux à revenu élevé, ont moins la possibilité d'accéder à des programmes d'apprentissage à distance et ont tendance à prendre du retard en l'absence de soutien complémentaire<sup>260</sup>. En Amérique latine et dans les Caraïbes, seulement 30 % des enfants issus de familles pauvres ont accès à un ordinateur, contre 95 % des enfants de familles riches<sup>261</sup>. Les minorités ethniques et linguistiques sont également désavantagées en matière d'apprentissage à distance, car elles ont peu de chance de bénéficier de leçons en ligne ou de cours par correspondance dans leur langue maternelle<sup>262</sup>.

Les filles, qui consacraient déjà 40 % plus de temps aux tâches ménagères que les garçons avant la pandémie<sup>263</sup>, voient leur scolarité menacée. Deux tiers des filles voient leurs corvées alourdies et plus de la moitié des filles déclarent passer plus de temps à prendre soin de leurs frères et sœurs pendant la pandémie<sup>264</sup>. En outre, l'accès aux services Internet mobiles qui leur permettrait d'accéder aux cours numériques est 26 % inférieur pour les filles et les femmes que pour les garçons et les hommes.<sup>265</sup>

Les efforts déployés pour atténuer les impacts de cette fracture croissante dans l'éducation risquent d'être sapés par les coupes budgétaires dans le secteur de l'éducation. Avant la pandémie, le déficit budgétaire annuel dans l'éducation était estimé à 148 milliards de dollars. Si aucune mesure correctrice urgente n'est entreprise, ce déficit pourrait être alourdi de 30 à 40 milliards de dollars supplémentaires<sup>266</sup>.

Parallèlement, les familles les plus riches tirent leur épingle du jeu, car elles ont pu financer des cours en complément. Aux États-Unis, par exemple, de nombreuses familles aisées (et principalement blanches) mutualisent leurs ressources pour recruter des tuteurs et des tutrices privé-e-s pour dispenser des cours à leur domicile en petits groupes (baptisés « pandemic pods »).<sup>267</sup> Pour les grandes entreprises, la pandémie sert de prétexte pour optimiser leurs profits issus du lucratif marché des technologies de l'éducation, estimé à 6 300 milliards de dollars<sup>268</sup>.



Deng, un écolier de primaire à Palabek, en Ouganda, étudie seul.  
© Emmanuel Museruka



# LA PANDÉMIE RÉVÈLE DES MOYENS DE SUBSISTANCE PRÉCAIRES

La pandémie a détruit des centaines de millions d'emplois<sup>269</sup>. En juillet 2020, les prévisions annonçaient un taux de chômage dans les pays de l'OCDE supérieur à tous les autres pics enregistrés par le passé<sup>270</sup>.

Avant que la pandémie ne frappe, seulement 20 % des personnes sans emploi touchaient des allocations chômage<sup>271</sup>. D'après l'Indice de l'engagement à la réduction des inégalités (ERI) développé par Oxfam et DFI, 103 pays ont affronté la pandémie alors qu'un tiers de leur population active ne disposait d'aucune protection ou autres droits du travail comme les congés maladie<sup>272</sup>. Alors même que ce sont les personnes les plus pauvres qui en ont le plus besoin, elles sont davantage exclues de tels dispositifs que les travailleurs et travailleuses riches. Par exemple, tandis que 90 % de la main-d'œuvre américaine du quartile supérieur de revenu a droit à des congés maladie, c'est le cas de seulement 47 % du quartile inférieur<sup>273</sup>.

Plusieurs gouvernements ont également fait machine arrière sur les protections existantes. Par exemple, malgré un bilan déjà désastreux en matière de droits des travailleurs et des travailleuses, plusieurs gouvernements d'États en Inde ont utilisé la pandémie comme prétexte pour augmenter le temps de travail quotidien et suspendre la loi sur le salaire minimum<sup>274</sup>.

La pandémie a cruellement mis en évidence et amplifié les failles du monde du travail. Les femmes pauvres, les communautés racisées et les autres groupes marginalisés, qui ont déjà tendance à être désavantagés, sont les plus durement affectés.

La pandémie a pour conséquence d'exclure une grande majorité de femmes du monde du travail et balaie ainsi des décennies de progrès quant à leur émancipation économique. En Inde et aux États-Unis, la menace de perdre son emploi pendant cette crise est 1,8 fois plus prononcée chez les femmes que chez les hommes<sup>275</sup>. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 40 % des pertes d'emploi totales attendues en raison de la pandémie concernent des femmes, alors que le taux d'emploi des femmes est de seulement 20 % contre 70 % pour les hommes<sup>276</sup>. Au Royaume-Uni, les mères étaient 1,5 fois plus susceptibles de perdre ou de quitter leur emploi que les pères au cours du premier grand confinement<sup>277</sup>. En Turquie, les femmes étaient également davantage susceptibles de prendre un congé sans solde à cause de la pandémie (15,7 %) que les hommes (11,2 %), avec des répercussions directes sur les gains économiques des femmes et sur leur statut dans la famille<sup>278</sup>.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Les femmes sont employées de manière disproportionnée dans les secteurs les plus durement touchés, comme l'hôtellerie et la restauration<sup>279</sup>. Elles sont également davantage susceptibles d'occuper des emplois vulnérables et précaires. Dans les pays à faible revenu, 92 % des femmes occupent un emploi informel, dangereux ou précaire<sup>280</sup>. Les femmes sont plus susceptibles de quitter un emploi rémunéré à cause de l'accentuation du travail de soin non rémunéré imputable à la pandémie. La pandémie devrait également affecter davantage l'entrepreneuriat des femmes, notamment les propriétaires de petites entreprises dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire<sup>281</sup>. On peut enfin citer les normes et les croyances sexistes sur le rôle des femmes, par exemple l'opinion largement partagée selon laquelle les hommes jouissent d'une plus grande légitimité que les femmes lorsque les emplois sont rares<sup>282</sup>.

Dans plusieurs pays, les données factuelles indiquent que les groupes racisés, et notamment les femmes au sein de ces groupes, ont vu leurs moyens de subsistance davantage menacés que ceux des populations blanches.<sup>283</sup> Aux États-Unis, près de 19 % des femmes noires ont perdu leur emploi entre février et avril 2020<sup>284</sup> et les femmes et les hommes blancs ont retrouvé un emploi plus rapidement que les femmes et les hommes noirs.<sup>285</sup> Cet impact dévastateur et disproportionné sur les ménages noirs est dû au fait que les populations noires, et a fortiori les femmes noires<sup>286</sup>, déplorent historiquement des taux de chômage plus élevés, des salaires et des revenus inférieurs, une épargne nettement moindre pour amortir les coups durs, ainsi que des taux de pauvreté nettement supérieurs que leurs homologues blancs.<sup>287</sup> Par ailleurs, aux États-Unis, 38 % des personnes racisées LGBTQIA+ ont vu leurs heures de travail réduites, contre 29 % pour la communauté LGBTQIA+ blanche et 24 % pour la population générale<sup>288</sup>. Des tendances similaires ont été observées au Canada, où le taux de chômage parmi les communautés blanches en juillet 2020 plafonnait à 9,3 %, alors qu'il atteignait 17,8 % pour les Canadien-ne-s d'origine sud-asiatique, 17,7 % pour les peuples Autochtones ne vivant pas dans une réserve, 17,3 % pour les Canadien-ne-s d'origine arabe et 16,8 % pour la communauté noire du Canada. Les femmes noires et sud-asiatiques connaissent des taux de chômage de 20,4 % et 18,6 %, respectivement<sup>289</sup>.



Une femme travaille sur une ligne de vêtements pour une marque internationale. Elle fait des manteaux dans une usine de fabrication textile de la province de Dong Nai, au Vietnam. © Sam Tarling/Oxfam

Le télétravail pourrait également exacerber davantage les inégalités de résultats sur le marché du travail, à la fois au sein et entre les pays. Au sein de l'Union européenne, 74 % des employé-e-s les mieux rémunéré-e-s ont la possibilité de travailler depuis leur domicile, contre seulement 3 % des travailleurs et des travailleuses les moins bien rémunéré-e-s<sup>290</sup>. Les personnes les moins à même de télétravailler sont les jeunes, les personnes qui n'ont pas suivi d'études supérieures, celles qui ont des contrats non conventionnels, qui sont employées dans des entreprises de petite taille ou qui sont en bas de l'échelle de revenus<sup>291</sup>. Ici encore, les groupes racisés sont surreprésentés dans le secteur informel et dans les emplois qui ne se prêtent pas au télétravail, comme le transport, la garde d'enfants, les services sociaux ou les supermarchés et épiceries de

proximité<sup>292</sup>. Les emplois de soin à la personne, qui requièrent un contact étroit entre les personnes et sont en première ligne de cette pandémie, sont assurés de manière disproportionnée par des femmes migrantes et des femmes issues de communautés ethniques discriminées. En Italie, par exemple, 72 % des travailleurs et des travailleuses du soin de longue date sont né-e-s à l'étranger<sup>293</sup>.

Les prêts et les mesures proposés par les gouvernements pour aider les entreprises à ne pas mettre la clé sous la porte peuvent apaiser les difficultés ressenties par les travailleurs et les travailleuses, mais dans certains pays, les mesures d'urgence ont plutôt profité aux grandes entreprises qu'aux PME<sup>294</sup>. En outre, les mesures de relèvement à plus long terme comme les réductions d'impôts de production profiteront surtout aux grandes multinationales<sup>295</sup>. De plus, seulement 10 % des mesures économiques et fiscales mises en place par les gouvernements pour aider les entreprises à surmonter la crise orientent les ressources vers des secteurs employant une majorité de femmes<sup>296</sup>.

À une époque où des milliards de personnes luttent pour s'en sortir, les écarts salariaux sont devenus indéfendables. Dans de nombreuses régions du monde, les dirigeant-e-s gagnent plus en une semaine que ce que le travailleur ou la travailleuse moyen-ne gagne en un an. L'écart salarial moyen entre les PDG et leurs salarié-e-s dans les sociétés du classement S&P 500 était de 264 contre 1 en 2019<sup>297</sup>. Les femmes continuent d'être rémunérées environ 20 % de moins que les hommes<sup>298</sup> alors que dans de nombreux pays, elles sont plus qualifiées<sup>299</sup>.

#### **Encadré 7 : Les travailleurs et travailleuses du textile au Bangladesh**

Au Bangladesh, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses de l'industrie textile ont été licencié-e-s ou forcé-e-s de démissionner suite à l'effondrement des commandes dans le monde. Cette main-d'œuvre qui vit au jour le jour et sans aucune épargne s'est retrouvée dans une situation de vulnérabilité extrême. D'après une étude menée par United Steelworkers, de nombreux travailleurs et travailleuses n'ont pas bénéficié d'une pleine indemnisation lorsqu'ils/elles ont perdu leur emploi. Beaucoup n'ont pas reçu la moindre indemnité<sup>300</sup>.

Cette étude relate le témoignage de Farida, qui travaillait comme opératrice de machine à coudre dans une usine depuis neuf ans et qui a perdu son emploi en avril 2020. Alors enceinte de huit mois, elle a touché une indemnité de licenciement de 61 775 takas (729 dollars), mais aucune des allocations de maternité prévues par la loi.

Elle témoigne : « Je nourrissais l'espoir d'utiliser l'argent que je recevrais à ma retraite ou au moment de quitter cet emploi pour acheter un lopin de terre ou lancer une petite activité, comme un atelier de couture. Mais désormais, tous ces espoirs et tous mes rêves sont partis en fumée. Je suis de retour à la case départ. [...] Avec la grossesse, la peur du virus, le chômage et le non-versement des allocations [...], j'ai parfois l'impression que je vais devenir folle. »

## **Le travail de soin non rémunéré reste invisible**

Alors que les confinements ont ralenti l'économie de marché, le travail de soin non rémunéré a connu une hausse significative. Les femmes assuraient déjà les trois quarts du travail de soin non rémunéré avant que la pandémie ne frappe<sup>301</sup>. D'après les recherches menées par Oxfam et ses partenaires, si les hommes et les femmes assument davantage de travail de soin non rémunéré à cause du coronavirus, ce sont bien les femmes qui continuent d'en supporter la plus grande charge<sup>302</sup>. Près de la

moitié des femmes interrogées au Royaume-Uni, aux États-Unis, aux Philippines et dans des quartiers informels au Kenya ont déclaré consacrer plus de temps au travail domestique non rémunéré depuis le début de la crise. Cette situation a exacerbé les niveaux d'anxiété et de dépression et la sensation d'être surmenées, isolées et affectées sur le plan physique en raison de la charge accrue de travail domestique. Cette étude révèle également que la plus forte hausse du travail de soin non rémunéré revient aux mères célibataires, aux femmes vivant dans la pauvreté et aux femmes racisées, ce qui renforce le risque d'accroître les inégalités intersectionnelles. D'après une recherche menée au Royaume-Uni, l'impact disproportionné sur les femmes issues de minorités ethniques, asiatiques et noires peut être dû au fait qu'elles sont plus susceptibles de vivre en situation de pauvreté, dans des familles plus nombreuses, au sein de foyers plurigénérationnels ayant moins accès à des services de garde d'enfant et de santé. Cela résulte d' « inégalités socio-économiques profondément ancrées et complexes liées à un racisme structurel »<sup>303</sup>. Une étude menée par le PNUD en Turquie révèle que le travail de soin non rémunéré des femmes a augmenté de 1,6 heure par jour en mai 2020 comparé à 2018, tandis que celui des hommes n'a augmenté que de 0,8 heure par jour<sup>304</sup>.

Face à la pandémie, il est inenvisageable de ne pas tenir compte du caractère essentiel de ce travail. Et pourtant, il semblerait qu'il demeure invisible aux yeux des responsables politiques, dont la réponse à la crise reflète la perception dangereuse selon laquelle le « travail » se rapporte uniquement aux emplois rémunérés sur le marché du travail. Les coûts et le travail qu'impliquent les soins apportés à des millions d'enfants, de seniors et de personnes malades ont en effet été transférés aux ménages, et de manière disproportionnée aux femmes vivant dans la pauvreté et aux femmes racisées, sans aide ni allocation du gouvernement.

## **La main-d'œuvre informelle en première ligne**

La pandémie plonge les travailleurs et les travailleuses du secteur informel, comme les travailleurs/travailleuses domestiques, les marchand-e-s de rue, les enseignant-e-s, les livreurs/livreuses et les ouvriers/ouvrières du bâtiment, dans une très grande détresse. À l'échelle mondiale, 61 % des travailleurs et des travailleuses sont dans l'économie informelle.<sup>305</sup> En Afrique, où entre 30 % et 90 % des travailleurs et des travailleuses qui ne sont pas dans l'agriculture évoluent dans l'économie informelle, les répercussions sont graves.<sup>306</sup> La situation est également désastreuse en Amérique latine, où les peuples Autochtones et les femmes afrodescendantes représentent une part importante de la main-d'œuvre informelle. Les femmes Autochtones gagnent moins d'un tiers du revenu horaire des hommes non Autochtones ayant le même niveau de qualification.<sup>307</sup> Dans de nombreux pays, les personnes LGBTQIA+ travaillent de manière disproportionnée dans le secteur informel, ce qui renforce leur vulnérabilité<sup>308</sup>.

Les travailleurs et les travailleuses informels n'ont pas le luxe de pouvoir télétravailler ni de respecter la distanciation sociale. Ils et elles s'exposent et exposent les autres à des risques plus élevés en raison de la nature des contacts que leur travail impose (service à la personne, échanges d'espèces). Cette situation met en lumière la fracture vécue par ces travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas survivre sans échange quotidien, qui n'ont d'ordinaire pas de compte bancaire ni aucune épargne, carte de crédit ou capacité pour réaliser des transactions en ligne, et qui ne bénéficient généralement d'aucune allocation chômage.



Sarah, vendeuse de fruits à Kampala, en Ouganda, gagne le revenu principal de sa famille de six personnes. Le travail de soin qu'elle doit réaliser a fortement augmenté pendant le confinement, lui laissant moins de temps pour son travail rémunéré et pour elle-même. © Sylvia Nankya Tracey/Oxfam

## Les travailleurs et les travailleuses migrant-e-s laissé-e-s pour compte

Le monde comptait 272 millions de migrant-e-s internationaux en 2019, dont deux tiers étaient des travailleurs et des travailleuses migrant-e-s<sup>309</sup>. Cette main-d'œuvre est davantage susceptible d'être employée avec des contrats temporaires, de recevoir une rémunération moindre, de rencontrer des problèmes de précarité de l'emploi et de réaliser des tâches qui ne sont pas compatibles avec le télétravail. Or, les travailleurs et les travailleuses migrant-e-s sont davantage susceptibles d'être ignoré-e-s par les réponses apportées au coronavirus<sup>310</sup>. Au Liban, les travailleurs et les travailleuses domestiques migrant-e-s, notamment en provenance d'Éthiopie<sup>311</sup> et du Nigeria<sup>312</sup>, ont été abandonné-e-s à leur sort dans les rues par leurs employeurs, sans abri ni indemnité et sans avoir la possibilité de retourner dans leur pays.

Les migrant-e-s et les demandeurs et demandeuses d'asile sont plus susceptibles de travailler de manière illicite, de bénéficier de moins de protections et de faire l'objet de licenciements brutaux. Les migrant-e-s et les demandeurs et demandeuses d'asile LGBTQIA+ sont confronté-e-s à des difficultés économiques particulières, occupent des logements précaires et peuvent présenter une santé mentale fragile. Au Royaume-Uni, le service d'assistance de LGBT Foundation a enregistré une hausse de 260 % des

appels sur les questions de refuge et d'asile en mars–avril 2020 comparé à février–mars<sup>313</sup>.

Par ailleurs, les systèmes économiques et de santé publique ne tiennent souvent pas compte des besoins des migrant-e-s : seulement trois des 21 pays dans la région Asie-Pacifique incluaient les non-ressortissant-e-s dans leurs plans de préparation à une pandémie<sup>314</sup>. La pandémie a provoqué une chute des transferts de fonds par les migrant-e-s vers l'Asie<sup>315</sup> et l'Afrique subsaharienne<sup>316</sup> (de 22 % et 23 %, respectivement), mettant encore plus en difficulté les personnes tributaires de ces revenus.

#### **Encadré 8 : La valeur de la vie d'un ouvrier ? 100 dollars et une carte**

Aux États-Unis, les employé-e-s de l'industrie avicole sont considéré-e-s comme une main-d'œuvre « essentielle », mais comptent parmi les plus marginalisé-e-s et désespéré-e-s sur le plan économique.<sup>317</sup> Alors que la plupart des secteurs jugés essentiels ont mis en place des mesures de protection pour leurs employé-e-s, des usines de transformation de la viande sont à la traîne et sont devenues des foyers de transmission de la COVID-19, avec des décès à la clé. Les employé-e-s de l'industrie avicole sont surtout des immigré-e-s, dont de nombreux sans-papiers.

Miska Jean Baptiste travaillait dans l'industrie avicole dans le Maryland. Il avait 44 ans<sup>318</sup>. Lorsqu'il a contracté la COVID-19, sa direction lui a demandé de rester en poste et de dissimuler sa fièvre. Quand il a finalement consulté un médecin, il avait 40,5 °C de fièvre et a été renvoyé chez lui. Trois jours plus tard, il souffrait de graves problèmes respiratoires. À l'hôpital, il a été placé en coma artificiel, sous assistance respiratoire. Il est mort seul.

Et puis plus rien, silence radio. L'usine n'a ni contacté sa veuve, ni annoncé la triste nouvelle à ses collègues. « L'entreprise a dit qu'il était en congés lorsqu'il était à l'hôpital... elle ne voulait pas que ça se sache. » Après que sa veuve a raconté son histoire dans les médias, l'entreprise lui a envoyé une carte et 100 dollars en espèces.

Aujourd'hui, elle peine à joindre les deux bouts avec ses trois enfants. « Les responsables de l'usine ont besoin que les employé-e-s travaillent pour faire de l'argent. Ils n'ont que faire de la vie des gens. S'ils s'en étaient soucié, mon mari serait toujours des nôtres. Nous aurions survécu. »

## **Des millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim**

Avant la pandémie, des millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire à cause du changement climatique, de conflits et/ou d'un système alimentaire défaillant. L'impact de la pandémie sur les emplois et les moyens de subsistance a déclenché une hausse rapide et considérable de la crise alimentaire. D'après le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, le nombre de personnes en situation de crise alimentaire a atteint 270 millions fin 2020 en raison de la pandémie<sup>319</sup>, soit une hausse de 82 % comparé à 2019. Oxfam a estimé que 6 000 à 12 000 personnes pourraient ainsi mourir de faim chaque jour du fait de la crise avant fin 2020<sup>320</sup>. Oxfam a identifié 10 foyers où la crise alimentaire est préoccupante et s'aggrave<sup>321</sup>. Le Yémen continue de subir la pire crise alimentaire jamais enregistrée dans le monde à cause des ravages provoqués par six années de guerre. Hélas, la pandémie vient affaiblir encore un système alimentaire déjà décimé.

Alors qu'une personne sur 10 se couche le ventre vide, les huit plus grandes entreprises du secteur alimentaire et des boissons dans le monde ont versé plus de 18 milliards de

dollars à leurs actionnaires entre janvier et juillet 2020<sup>322</sup>. Cette somme est cinq fois plus importante que les montants débloqués en novembre 2020 pour répondre à l'appel des Nations Unies pour lutter contre la COVID-19<sup>323</sup>.

Ces mêmes groupes sont particulièrement vulnérables à la crise climatique et à la COVID-19, car ils font l'objet de formes préexistantes de marginalisation. Par exemple, avant la pandémie, les communautés de la province de Cabo Delgado dans le nord du Mozambique étaient confrontées à l'insécurité alimentaire résultant d'un conflit et aux impacts du changement climatique, avec des sécheresses, des inondations et des cyclones<sup>324</sup>. Les femmes et les filles sont particulièrement touchées à cause d'inégalités de genre profondément enracinées. Ces inégalités les ont rendues les plus vulnérables au cyclone Kenneth qui a frappé le pays en 2019 et qui les a exposées à une plus grande insécurité alimentaire et à un risque accru de violence basée sur le genre. Les restrictions inhérentes à la pandémie limitent l'acheminement de l'aide alimentaire jusqu'à ces communautés<sup>325</sup>, qui ont maintenant toutes les peines du monde à trouver de l'eau et de quoi manger<sup>326</sup>.

Pendant la pandémie, le spectre de la faim s'est propagé aux pays à revenu intermédiaire comme l'Inde et le Brésil, et même dans des pays à revenu élevé comme les États-Unis, où près de 29 millions d'adultes (soit 12,1 % de la population adulte du pays) ont déclaré en juillet 2020 que leur ménage avait parfois ou souvent eu insuffisamment à manger au cours des sept derniers jours<sup>327</sup>.

Alors que les femmes et les filles représentent la majorité des producteurs et fournisseurs alimentaires pour leur ménage, les réponses mondiales à la crise alimentaire découlant de la COVID-19 ignorent souvent les difficultés qui leur sont propres : 46 % des rapports mondiaux proposant des solutions à la pandémie de la faim ne les mentionnent même pas<sup>328</sup>. Les peuples Autochtones, qui sont trois fois plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté et dont les droits d'accès à la nourriture sont depuis longtemps menacés par un bouleversement historique des systèmes alimentaires autochtones reposant sur un droit collectif aux ressources et terres ancestrales, ont eu plus de difficultés à acheter et constituer des réserves de nourriture en pleine pandémie<sup>329</sup>.

La pandémie n'épargne personne. Mais il ne fait aucun doute que les personnes les plus durement touchées sont celles qui font l'objet d'injustices et d'inégalités croisées et multiples.



Beatrice, une mère kényane luttant contre la faim pendant la crise de COVID-19. © Sven Torfinn / Oxfam Novib

# 3. UNE NOUVELLE DONNE EST DÉSORMAIS POSSIBLE

Nous savons que le monde ne sera plus le même après la pandémie, et que nous avons un choix à faire. Des politiques transformatrices qui semblaient inenvisageables avant la crise se sont soudain révélées possibles. Les gouvernements doivent proscrire les mesures d'austérité brutales et non durables. Au lieu de cela, ils doivent se mobiliser d'urgence pour créer une économie juste et inclusive qui promeut l'égalité, préserve la planète et éradique la pauvreté.

## L'AVENIR AUQUEL ASPIRE L'HUMANITÉ

*« Au cours de l'histoire, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à réinventer leur univers. En cela, la pandémie actuelle n'est pas différente des précédentes. C'est un portail entre le monde d'hier et le prochain. Nous pouvons choisir d'en franchir le seuil en traînant derrière nous les dépouilles de nos préjugés et de notre haine, notre cupidité, nos banques de données et nos idées défuntes, nos rivières mortes et nos ciels enfumés. Ou nous pouvons l'enjamber d'un pas léger, avec un bagage minimal, prêt-e-s à imaginer un autre monde, et prêt-e-s à nous battre pour lui. »*

– Arundhati Roy<sup>330</sup>

La pandémie de coronavirus a creusé le fossé des inégalités existant et a mis en lumière notre interconnexion, notre expérience et nos vulnérabilités communes. Notre santé et notre résilience sont intrinsèquement liées à celles de nos voisin-e-s, tout comme notre survie face à d'autres crises économiques, politiques, sociales et climatiques. La coopération et la collaboration ne sont pas facultatives, mais le seul chemin possible.

Partout dans le monde, les gens prennent conscience que ces graves menaces sont toutes des conséquences du modèle économique non durable que nous avons créé et qui privilégie les profits aux dépens du respect des personnes et de la planète.

Des millions de personnes dans le monde sont déjà mobilisées pour exhorter au changement et dénoncer les inégalités, le racisme, le patriarcat et la crise climatique. Le pouvoir citoyen gagne du terrain, du mouvement mondial #BlackLivesMatter initié aux États-Unis aux défenseur-e-s des droits des jeunes et des femmes et aux leaders Autochtones (comme Nemonte Nenquimo en Amazonie<sup>331</sup>) qui font front commun en solidarité partout dans le monde, en passant par les courageuses manifestations en faveur de la démocratie en Asie.

Un examen des sondages réalisés par l'Université de New York dans le monde révèle comment la pandémie a profondément changé les priorités pour l'avenir. Il révèle également un soutien fort pour des politiques visant à transformer radicalement la société, comme des impôts plus élevés pour les personnes les plus riches, des transferts d'espèces en urgence et un revenu universel de base, des services publics universels (notamment pour les soins de santé), une réduction du pouvoir des entreprises, l'autonomisation des travailleurs, des travailleuses, des consommateurs et des consommatrices, ainsi que des investissements dans une reprise économique soucieuse de l'écologie<sup>332</sup>.



Cette étude ainsi que d'autres travaux révèlent ce qui suit :

- 86 % de la population dans 27 pays à revenu intermédiaire et élevé préféreraient voir le monde changer radicalement et devenir plus durable et équitable, plutôt que de revenir au *statu quo* d'avant la pandémie<sup>333</sup>.
- 64 % des personnes interrogées dans 11 pays à revenu intermédiaire et élevé s'accordent à dire que la pandémie les a convaincus qu'il fallait agir pour répartir plus équitablement la prospérité et les richesses du pays<sup>334</sup>.
- En Argentine, 8 PME sur 10 sont en faveur d'un impôt sur la fortune<sup>335</sup>.
- 71 % des Européen-ne-s sont en faveur d'un revenu universel de base<sup>336</sup>.
- Au Royaume-Uni, 70 % de la population est favorable à un plafonnement des rémunérations à 100 000, 200 000 ou 300 000 livres sterling<sup>337</sup>.
- Dans plusieurs pays, notamment en Inde, au Mexique, en Chine, au Brésil et en Afrique du Sud, au moins 80 % de la population soutient une reprise économique soucieuse de l'écologie<sup>338</sup>.

De plus en plus d'organisations et de voix influentes de par le monde font leur ce constat, y compris parmi celles qui représentent traditionnellement le *statu quo*. Klaus Schwab, président exécutif du Forum Économique Mondial et organisateur du forum de Davos, a récemment remis en question « l'idéologie néolibérale », affirmant qu'il était temps de « s'éloigner du néolibéralisme dans l'ère post-COVID »<sup>339</sup>. Le FMI a déclaré qu'un retour à des mesures d'austérité n'était pas l'ordre du jour et s'est prononcé en faveur d'une fiscalité progressive<sup>340</sup>. Le *Financial Times* a appelé à des « réformes radicales » pour inverser « les orientations politiques dominantes des quarante dernières années », plaidant en faveur de la redistribution, de revenus de base et de l'impôt sur la fortune<sup>341</sup>. Avant la pandémie, ces arguments auraient semblé tout bonnement inimaginables ces dernières années.

Les modèles économiques alternatifs ne sont pas que théoriques. L'indice ERI développé par Oxfam et DFI démontre comment des pays comme la Corée du Sud, la Sierra Leone et la Nouvelle-Zélande se sont engagés à faire de la réduction des inégalités une priorité nationale<sup>342</sup>. Par exemple, le Bhoutan<sup>343</sup>, l'Islande<sup>344</sup> et la Nouvelle-Zélande<sup>345</sup> ont déjà adopté des budgets nationaux qui privilégient les indicateurs du bien-être plutôt que la croissance globale du PIB à tout prix. La Nouvelle-Zélande a décidé d'inscrire l'amélioration des perspectives d'avenir des peuples Autochtones, la réduction de la pauvreté chez les enfants et le soutien du bien-être mental des jeunes parmi les cinq priorités de dépenses de son nouveau budget<sup>346</sup>. Plusieurs organes gouvernementaux locaux ont également démontré qu'il n'était pas nécessaire d'attendre une action à l'échelle nationale. Le programme d'Amsterdam pour se relever de la pandémie vise à répondre aux besoins de l'ensemble de ses habitant-e-s tout en respectant les limites de la planète<sup>347</sup>, Shanghai a cessé de faire de la croissance de son PIB une priorité absolue<sup>348</sup> et plusieurs États américains ont adopté l'indicateur de progrès véritable (IPV)<sup>349</sup>.

## Encadré 9 : Le pouvoir citoyen pendant la pandémie<sup>350</sup>

La pandémie survient dans un contexte d'érosion grandissante des droits humains. Avant que la pandémie ne frappe, les gouvernements d'au moins 111 pays<sup>351</sup> étouffaient la contestation et limitaient les actions de la société civile. Les restrictions imposées par la pandémie ont encore aggravé la situation<sup>352</sup>. Malgré cela, les communautés sont intervenues pour exiger, et même créer un futur féministe, transformé, inclusif et socialement juste.

- En Iran, des quartiers ont déployé spontanément des actions solidaires d'aide mutuelle pour assurer l'accès à l'alimentation et aux soins de chacun et chacune<sup>353</sup>.
- Au Pérou, des militant-e-s féministes ont participé aux grandes manifestations citoyennes organisées par la jeunesse pour dénoncer un coup d'état parlementaire, aboutissant à la démission du président intérimaire autoritaire, et ont instauré un processus décisionnel anonyme et collectif lors des rassemblements<sup>354</sup>.
- Au Nigeria, les manifestations organisées pour dénoncer les violences policières (#endSARS) ont eu un effet boule de neige et ont abouti à des demandes sociales et politiques plus vastes<sup>355</sup>.
- Au Costa Rica, des manifestations contre le gouvernement ont vu le jour après que ce dernier a sollicité un prêt de 1,75 milliard de dollars auprès du FMI en contrepartie de mesures d'austérité, notamment un gel des salaires dans le secteur public<sup>356</sup>.
- Des jeunes militant-e-s pour le climat ont saisi cette opportunité et ont adapté leurs actions pour militer pour des villes plus vertes, une plus grande sobriété, le rétablissement de la faune sauvage, et bien d'autres causes<sup>357</sup>.



Marche pour le climat à Melbourne. © OxfamAUS

Il est temps de s'affranchir des anciens dogmes et d'investir dans des politiques propices à la création d'un monde plus égalitaire, plus inclusif et plus durable. L'heure est venue de démanteler le patriarcat et le racisme structurels, de concevoir des processus démocratiques qui veillent au respect des droits de chacun-e, y compris des personnes en situation de pauvreté, des femmes, des personnes noires, des personnes afrodescendantes, des peuples Autochtones et des communautés historiquement marginalisées et opprimées.

Mais surtout, il est grand temps que les gouvernements prennent des mesures concrètes et spécifiques pour tendre vers cet avenir meilleur. Partout dans le monde, les populations doivent continuer de pousser les personnes au pouvoir à en faire plus, notamment dans les domaines clés ci-après.

#### **Encadré 10 : Déclaration de 340 féministes africaines sur la reprise économique post COVID-19<sup>358</sup>**

« Nous avons besoin de solutions et la COVID-19 nous a fourni l'occasion idéale de réimaginer les économies politiques africaines. Ce moment exige une réponse [...] qui crée un environnement favorable pour que le travail économique mené par les personnes et les mouvements, y compris, mais sans s'y limiter, l'économie coopérative et solidaire, reçoive le soutien et l'espace nécessaires à son épanouissement. La COVID-19 doit être un tournant par rapport aux modèles orthodoxes de laissez-faire et aux États trop financiarisés. Cette crise est le moment de déloger les inégalités structurelles et de recadrer l'économie politique qui a contribué à ce point de basculement. »

## **CINQ ÉTAPES VERS UN MONDE MEILLEUR**

### **1. Un monde profondément plus égalitaire et qui valorise ce qui compte vraiment**

Une réduction radicale et durable des inégalités est incontournable pour construire notre nouveau monde. Les gouvernements doivent définir des objectifs concrets et assortis de délais pour lutter contre les inégalités, sans se contenter de viser les niveaux d'avant la crise : ils doivent voir plus loin et créer de toute urgence un monde plus égalitaire. La lutte contre les inégalités doit être au cœur du plan de sauvetage et des mesures déployées pour la reprise. Elle doit inclure l'égalité de genre et l'égalité raciale. Pour les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes, les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées du monde entier, cela implique que les gouvernements privilégient leurs besoins par l'intermédiaire d'actions visant à lutter contre les niveaux actuels d'exclusion dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale et des soins de santé de qualité, notamment. Si l'on n'augmente pas la quantité et la qualité des données désagrégées par genre ou selon d'autres marqueurs d'identité (y compris des données intersectionnelles), les politiques publiques continueront d'ignorer les dimensions raciales et de genre et ne permettront pas de fixer des règles du jeu équitables.

Les gouvernements abordent l'économie en considérant à tort que la croissance du PIB devrait être l'objectif principal de l'élaboration des politiques<sup>359</sup>. Or, le PIB n'est pas une mesure qui permet de lutter contre les inégalités et les crises climatiques. Dans les faits, il alimente même ces crises et ne tient pas compte des millions d'heures de travail de soin non rémunéré, assumées principalement par les femmes. Comme le souligne l'économiste Joseph Stiglitz : « Si nous ne mesurons pas ce qu'il convient de mesurer, nous ne ferons pas ce qu'il convient de faire »<sup>360</sup>. Les gouvernements doivent s'affranchir du seul critère du PIB et commencer à valoriser ce qui compte vraiment. Une réduction radicale et durable des inégalités est incontournable à cette fin.

### **Encadré 11 : Comment les gouvernements peuvent-ils s'affranchir du seul critère du PIB ?**

La nécessité pour les gouvernements de relativiser le rôle de la croissance du PIB a été mise en avant bien avant la crise que nous traversons actuellement.

- En janvier 2009, une commission internationale de haut niveau (CMPEPS) recommandait des indicateurs sur les inégalités, le bien-être, le développement durable et l'environnement<sup>361</sup>.
- Dans un document de fond de 2018 au Rapport sur les objectifs de développement durable, des scientifiques indépendant-e-s faisaient valoir que les gouvernements devraient recentrer leur économie sur des objectifs de réduction des émissions et d'amélioration des conditions de vie<sup>362</sup>.
- Un rapport provisoire de septembre 2019 mandaté par l'OCDE concluait que l'heure d'un nouveau changement de paradigme était venue et recommandait de fonder l'élaboration des politiques sur des indicateurs sociaux et environnementaux<sup>363</sup>.

Des villes et des pays comme la Nouvelle-Zélande montrent déjà l'exemple, avec l'utilisation de mesures autres que le PIB pour éclairer l'élaboration des politiques<sup>364</sup>, et les moyens ne manquent pas pour fonder l'élaboration des politiques sur le bien-être et la durabilité<sup>365</sup>.

## **2. Un monde où les économies centrées sur l'humain prennent soin des personnes**

Les gouvernements doivent reconnaître la valeur du travail de soin et des systèmes d'aide sociale et investir dans des services publics gratuits et dans la protection sociale pour soutenir chaque individu tout au long de sa vie. Cela est crucial dès à présent et le sera tout autant à l'avenir pour placer l'être humain et la planète au centre de l'économie.

La pandémie de coronavirus a mis en lumière la nécessité absolue d'une augmentation des dépenses publiques en matière de soin de santé, d'un accès gratuit et universel à des soins de santé de qualité et d'une action urgente pour réduire la dépendance à l'égard des frais à la charge des patient-e-s. Les personnes vivant dans la pauvreté, les femmes et les autres communautés vulnérables et marginalisées sont les premières à pâtir de systèmes de santé publics faibles et sous-financés. Elles sont également les premières bénéficiaires lorsque les gouvernements parviennent à déployer un accès gratuit et à abolir les frais à la charge des patient-e-s. Certains pays comme la Thaïlande<sup>366</sup> et le Costa Rica ont démontré ce qu'il était possible de mettre en œuvre dans un laps de temps relativement court. Le Costa Rica a étendu la couverture de soins de santé primaires de 25% à la quasi-totalité de sa population en une dizaine d'années seulement, contribuant ainsi à réduire les inégalités<sup>367</sup>.

La pandémie a également mis en évidence la nécessité d'accorder une plus grande attention à la promotion et à la prévention en matière de santé. Cela ne saurait toutefois se limiter à un accès équitable et renforcé aux équipements de protection individuelle, à l'eau potable (pour le lavage des mains), aux tests et aux vaccins. Pour la COVID-19, pour les prochaines pandémies et plus généralement pour combler le fossé dans le domaine sanitaire, la prévention doit également inclure des mesures urgentes pour lutter contre les inégalités de genre, raciales et économiques sous-jacentes à cause desquelles ce sont toujours les personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus opprimées qui souffrent le plus de piètres résultats sanitaires et qui décèdent plus tôt que celles qui ont accès à de meilleures ressources. Cela exige de s'assurer que les personnes pauvres et marginalisées disposent de logements décents, ont accès à l'eau

potable, à des installations sanitaires et à de la nourriture, bénéficient d'un système de sécurité sociale et sont protégées contre les violences.

Les gouvernements doivent de toute urgence mettre à disposition un vaccin pour tout-e-s pour juguler la pandémie<sup>368</sup>. Pour cela, ils doivent tenir tête aux sociétés pharmaceutiques et exiger un accès libre à l'ensemble des technologies et brevets pertinents pour garantir des vaccins et des traitements sûrs et efficaces pour toutes et tous. Le degré d'équité avec lequel le vaccin vital contre la COVID-19 sera distribué donnera une première indication de la détermination des systèmes de santé publics à mettre fin à l'exclusion des groupes pauvres et marginalisés.

La crise menace l'avenir de la jeunesse : beaucoup de jeunes sacrifient leur éducation ou s'en trouvent privé-e-s, en particulier parmi les filles et les autres groupes socialement et économiquement exclus. Conformément aux engagements pris par 70 États membres dans le cadre de la Déclaration de la Réunion mondiale sur l'éducation 2020<sup>369</sup>, les gouvernements doivent veiller à rouvrir en toute sécurité et équité les établissements d'enseignement, à proposer des mesures de soutien destinées à rattraper la perte d'apprentissage, à rescolariser les filles et les enfants marginalisé-e-s, et à accroître (ou du moins maintenir) la part des dépenses publiques d'éducation.

Les gouvernements doivent garantir un accès universel à la protection sociale, en proposant notamment un revenu d'urgence de base à court terme, ainsi qu'une sécurité de revenu de base après la crise actuelle<sup>370</sup>. Du fait de la surreprésentation des femmes, des migrant-e-s et des groupes racisés dans les secteurs les plus touchés, l'action des gouvernements pour mettre en place une protection sociale universelle est essentielle dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Face à la crise du coronavirus, de nombreux gouvernements ont démontré qu'une extension des programmes de protection sociale est possible. Le Rwanda a distribué de la nourriture et d'autres articles essentiels à 20 000 familles en ciblant les ménages dirigés par des femmes où des journaliers et journalières ont perdu leurs moyens de subsistance à cause de la COVID-19<sup>371</sup>. L'Argentine, l'Équateur, le Chili, la Barbade, le Pérou et la Tunisie ont adopté des mesures pour soutenir les travailleurs et les travailleuses domestiques depuis le début de la pandémie<sup>372</sup>.

Ces avancées doivent être pérennisées (et non provisoires) et tous les pays doivent renforcer et déployer de telles mesures pour s'assurer que personne ne passe entre les mailles du filet. Une intervention internationale en ce sens fait défaut depuis très longtemps. Un fonds mondial de protection sociale pour tou-te-s, articulé autour des droits des femmes et de l'égalité femmes-hommes, pourrait contribuer à s'assurer que même les pays les plus pauvres sont en mesure de proposer une sécurité de revenu de base à l'ensemble de leurs citoyen-ne-s<sup>373</sup>.

#### **Encadré 12 : Un financement abordable pour un revenu de base**

En mai 2020, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) a estimé que la couverture des besoins fondamentaux de 215 millions de personnes vivant dans la pauvreté (34,7 % de la population) pour l'année 2020 correspondrait à 2,8 % du PIB<sup>374</sup>. D'après la Banque mondiale, en septembre, le total des dépenses de protection sociale dans la région s'élevait à 0,92 % du PIB (transferts d'espèces, assurance sociale et main-d'œuvre inclus)<sup>375</sup>. À titre de comparaison, la fraude et l'évasion fiscales représentent pour la région une perte de 6,1 % de son PIB<sup>376</sup>.

Pour s'assurer que les femmes, les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées bénéficient de la hausse des dépenses dans les services publics, les gouvernements doivent s'attaquer avec détermination aux causes de l'exclusion, de l'oppression et de la discrimination, notamment au racisme systémique et au sexisme entravant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale. Ils doivent veiller à ce que des cadres juridiques soient en place pour interdire toute forme de discrimination et intervenir pour réparer des injustices historiques.

Ces mesures destinées à construire une économie du soin peuvent être financées en taxant les individus et les entreprises les plus riches (voir plus bas)<sup>377</sup>, en mobilisant les avoirs de réserve du FMI (grâce à l'émission de droits de tirage spéciaux), en annulant la dette et en augmentant massivement l'aide internationale<sup>378</sup>. La communauté internationale doit soutenir les gouvernements qui souhaitent suivre ce cap. Les bailleurs de fonds internationaux doivent se garder d'inciter à des mesures d'austérité qui exacerbent les inégalités. Ils doivent au contraire aider les gouvernements à définir des objectifs pour les réduire.

### **3. Un monde offrant une sécurité des revenus et affranchi de toute exploitation**

Partout dans le monde, les gouvernements savaient qu'une pandémie finirait par survenir, mais trop d'entre eux n'ont rien fait pour la prévenir ou pour s'y préparer<sup>379</sup>. L'un des moyens pour renforcer notre résilience aux futures crises est de garantir des moyens de subsistance décents pour tou-te-s et de réorienter l'économie autour de ce qui compte vraiment.

Les gouvernements qui placent l'être humain et la planète au premier plan garantiront des emplois dignes pour tou-te-s. Ils doivent protéger et autonomiser toutes les travailleuses et tous les travailleurs en imposant des conditions de travail dignes et des salaires équitables pour tou-te-s ; cela exige des salaires décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, ainsi que leur droit à l'organisation collective et à la syndicalisation afin de pouvoir demander des comptes aux employeurs et aux grand-e-s actionnaires. Ils doivent veiller à ce que ces mesures protègent également les personnes travaillant dans le secteur informel, ainsi que les travailleuses et travailleurs migrants, et s'attaquer aux autres formes d'exclusion structurelle qui laissent sur la touche les femmes et les groupes confrontés à des discriminations. Alors qu'au moins 70 % des personnes pauvres à travers le monde vivent dans des zones rurales, et au vu des défaillances du système alimentaire, les gouvernements doivent en faire plus pour soutenir les travailleuses et les travailleurs agricoles et renforcer les investissements publics dans l'agriculture, en ciblant particulièrement les petites agricultrices et les petits agriculteurs<sup>380</sup>.

Les grandes entreprises ont le devoir non seulement de respecter les droits humains et de corriger les effets préjudiciables de leurs opérations, mais également de tendre vers des modèles commerciaux à la fois durables et inclusifs. Certaines se positionnent déjà en pionnières dans ce domaine, sans attendre les politiques des gouvernements (voir l'Encadré 13). En adoptant des normes éthiques en matière de responsabilité sociale des entreprises, les gouvernements peuvent soutenir ces précurseurs et contraindre le secteur privé à prendre ses responsabilités en plaçant l'être humain et la planète au centre de leurs modèles commerciaux. Les grandes entreprises doivent partager les bénéfices de manière équitable, verser des rémunérations justes avec des congés

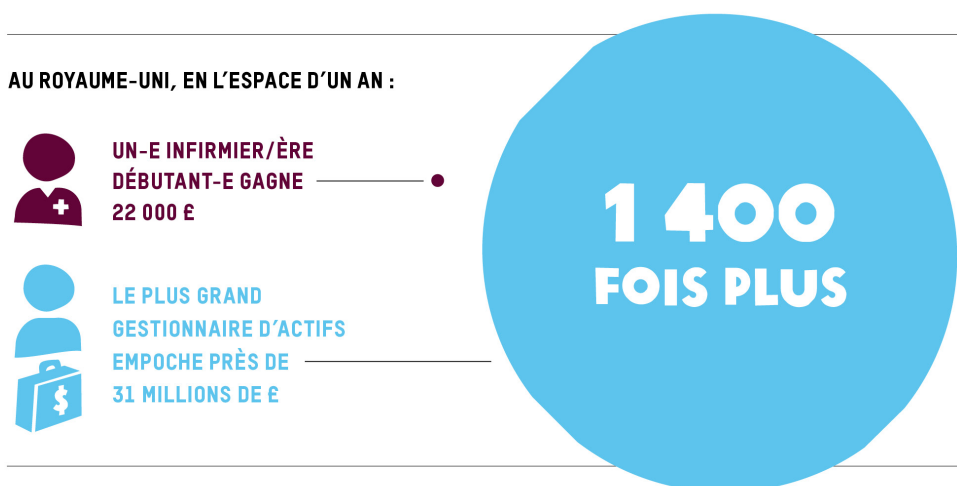
parentaux rémunérés, des congés maladie et des allocations chômage, envisager de plafonner les rémunérations excessives des dirigeant-e-s et payer leur juste part d'impôts<sup>381</sup>. Elles doivent privilégier la transition écologique plutôt que le versement de dividendes aux riches actionnaires. Si les entreprises françaises du CAC40 avaient plafonné à 30 % la part des bénéfices reversés aux actionnaires en 2018, elles auraient dégagé des fonds suffisants pour couvrir 98 % des investissements requis pour leur transition écologique<sup>382</sup>.

Cela bénéficiera principalement aux personnes vivant dans la pauvreté, aux femmes et aux groupes racisés ayant le moins accès à des emplois sûrs et correctement rémunérés et à des moyens de subsistance durables.

Les gouvernements doivent prendre leurs responsabilités et veiller à ce que leurs plans de relance et de sauvetage économique soutiennent la transition vers un avenir juste et durable<sup>383</sup>. Les études ont mis en lumière non seulement le besoin manifeste, mais aussi les multiples avantages d'investir dans les travailleurs, les travailleuses et les petites entreprises<sup>384</sup>, ainsi que dans des secteurs comme les soins de santé et l'éducation<sup>385</sup>, l'agriculture<sup>386</sup> et les énergies durables<sup>387</sup>.

De manière générale, des changements sont requis pour privilégier ce qui apporte le plus de valeur. Ainsi, les emplois qui contribuent positivement à la protection des personnes et de la planète, comme dans le domaine des soins de santé, doivent être davantage valorisés que les nombreux autres emplois assortis de hauts salaires et de primes alors qu'ils n'apportent qu'une valeur minime, quand ils ne sont pas carrément néfastes, et que l'anthropologue David Graeber qualifie de « jobs à la con »<sup>388</sup>. Au Royaume-Uni, par exemple, le dernier rapport de l'Autorité bancaire européenne a révélé que 31 personnes dans le secteur avaient touché plus de 8,9 millions de livres sterling en 2018, et qu'un gestionnaire d'actifs avait engrangé 31 millions de livres sterling, soit près de 1 400 fois plus que le salaire d'un-e infirmier/ère en début de carrière en Angleterre<sup>389</sup>. Les gouvernements peuvent aussi envisager de plafonner les hauts salaires<sup>390</sup>. Par exemple, un plafond salarial de 100 000 livres sterling au Royaume-Uni pourrait permettre d'accroître le salaire médian annuel des salarié-e-s à faible et à moyen revenus de 3 535 livres sterling<sup>391</sup>. Les entreprises détenues par les employé-e-s, comme Mondragon en Espagne, où aucun dirigeant ne peut gagner plus de six fois le salaire le plus bas dans la société, ont démontré que le plafonnement des salaires peut être commercialement viable<sup>392</sup>.

**Figure 5 : Comparaison entre les revenus d'un-e infirmier/ère et ceux d'un-e gestionnaire d'actifs**



Les gouvernements et les entreprises doivent également en faire plus pour reconnaître, réduire, redistribuer et représenter le travail de soin peu ou non rémunéré qui est majoritairement assuré par les femmes et les groupes racisés. Par exemple, des pays comme le Monténégro, la Lettonie, Cuba et l'Allemagne ont défini de nouvelles subventions salariales pour les aidant-e-s qui couvrent une partie ou la totalité des salaires de celles et ceux qui prennent soin de personnes malades dans les familles pendant la pandémie<sup>393</sup>.

#### **Encadré 13 : Un changement radical des modèles commerciaux n'est pas une utopie<sup>394</sup>**

À l'échelle mondiale, les coopératives génèrent 3 000 milliards de dollars de recettes annuelles<sup>395</sup> et nettement plus d'emplois que toutes les multinationales combinées<sup>396</sup>. Les entreprises sociales et les coopératives du monde entier ont survécu aux bouleversements et aux crises du passé. Les entreprises du commerce équitable risquent quatre fois moins d'être déclarées insolvables que les PME standard, non pas car elles dégagent plus de bénéfices, mais parce qu'elles restent engagées auprès de leurs employé-e-s, de leurs partenaires et de leurs communautés, qui leur retournent cette confiance<sup>397</sup>.

D'après une récente étude réalisée en Allemagne, les entreprises publiques où les employé-e-s sont fortement représenté-e-s dans les conseils d'administration paient en moyenne 4 % d'impôts en plus et sont moins susceptibles de recourir à des stratagèmes d'évasion fiscale<sup>398</sup>. De même, il est fréquent de voir les entreprises détenues par les employé-e-s et poursuivant une mission obtenir de meilleurs résultats environnementaux et sociaux que les entreprises traditionnelles<sup>399</sup>.

## **4. Un monde où les personnes les plus riches paient leur juste part d'impôts**

Avec le lourd bilan financier de la pandémie de coronavirus, comprenant les interventions de santé, le renflouement des entreprises et les autres mesures déployées pour la reprise, les gouvernements ont plus que jamais besoin de repenser leurs sources de recettes. La suppression des paradis fiscaux, l'éradication de la concurrence fiscale néfaste et la garantie de niveaux d'imposition justes sur les multinationales les plus rentables et les particuliers les plus fortunés figurent parmi les solutions évidentes recommandées par le FMI<sup>400</sup>. Il faut mettre un terme à l'incessant nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés et augmenter les taux d'imposition des entreprises. Il est essentiel de donner ainsi un coup d'accélérateur aux recettes publiques pour financer des politiques qui réduiront les inégalités et pour placer l'être humain et la planète au centre de l'économie.

À court terme, Oxfam estime qu'un impôt provisoire sur les bénéfices excédentaires réalisés par les 32 entreprises internationales ayant dégagé les plus grands profits pendant la pandémie aurait permis de collecter 104 milliards de dollars en 2020<sup>401</sup>. Les gouvernements pourraient également augmenter l'impôt sur la fortune et investir les recettes ainsi collectées dans les plans de sauvetage déployés face au coronavirus, en veillant à soutenir les groupes les plus marginalisés. D'après les calculs d'Oxfam, si des pays comme la Jordanie, l'Égypte et le Maroc avaient mis en place un impôt sur la fortune de 2 % à compter de 2010, ils auraient pu collecter une somme supérieure à tous les prêts que le FMI leur a accordés ces dernières années et s'épargner ainsi des mesures d'austérité<sup>402</sup>.

Les gouvernements doivent renforcer l'équité fiscale et augmenter leurs propres recettes par l'intermédiaire de systèmes de recettes justes, transparents et redevables. Ils doivent



veiller à collecter le plus de recettes possibles auprès des contribuables les plus à même de payer et réduire la charge fiscale des plus pauvres<sup>403</sup>. Une hausse de l'imposition sur la fortune, sur les sociétés et sur les entreprises sous-imposées (l'Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (ICRICT) plaide pour un taux minimum d'imposition sur les sociétés de 25 % partout dans le monde<sup>404</sup>) serait un choix logique, tout comme une dépendance moindre vis-à-vis des impôts régressifs sur la consommation, qui pèsent de manière disproportionnée sur les personnes pauvres et ont un impact particulièrement fort sur les femmes qui dédient une plus grande part de leurs revenus à des biens comme la nourriture, les vêtements et les fournitures pour le ménage<sup>405</sup>.

Il existe plusieurs exemples probants de gouvernements qui agissent au niveau national pour réduire les inégalités et renforcer l'équité grâce à leurs politiques fiscales. Au Népal, par exemple, l'exonération fiscale sur les transferts d'actifs vers les femmes a favorisé l'enregistrement de titres fonciers au nom de femmes<sup>406</sup>. En Argentine, le gouvernement a décidé d'instaurer un impôt solidaire provisoire sur la fortune des plus riches, susceptible de générer plus de 3 milliards de dollars pour financer la lutte contre le coronavirus, notamment pour l'achat de fournitures médicales, ainsi qu'une aide pour les personnes vivant dans la pauvreté et pour les PME<sup>407</sup>.

Les gouvernements doivent également s'entendre de toute urgence sur des réformes mondiales. Par exemple, des mesures globales pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et les transferts de bénéficiaires sont requises pour permettre aux pays de taxer équitablement tous les types d'entreprises, y compris les entreprises fortement numérisées. En outre, une entente coordonnée concernant un taux d'imposition sur les sociétés minimum et juste permettrait de mettre un terme au nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés.

## 5. Un monde qui donne la priorité à la lutte contre le dérèglement climatique

Alors que le monde affronte les crises économiques et de santé publique provoquées par la pandémie, la crise climatique continue de prendre de l'ampleur. La planète est sur le point de dépasser l'objectif de 1,5 °C défini dans l'Accord de Paris et s'approche d'un point de non-retour au niveau climatique<sup>408</sup>.



Maria Vasco et Santo Gabriel ont survécu au cyclone Idai, au Mozambique. © Tina Kruger / Oxfam Novib

Si personne n'est à l'abri, les répercussions seront toujours plus dévastatrices pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui sont les plus exposés et les plus vulnérables aux déplacements exacerbés par les changements climatiques, et au sein même de ces pays pour les femmes vivant dans la pauvreté, qui assument généralement la plus grande partie des tâches rendues plus compliquées par le changement climatique, notamment la collecte d'eau et l'achat de nourriture<sup>409</sup>. Les peuples Autochtones, qui sont souvent les plus touchés par le changement climatique et les plus exposés aux déplacements, appellent depuis longtemps un changement de modèle face à la « mondialisation extractiviste » qui considère la nature comme une source inépuisable de ressources à exploiter<sup>410</sup>.

Les réponses qu'apporteront les gouvernements à la pandémie sont la toute dernière chance de réduire les émissions de carbone au rythme requis, car il n'y a plus aucune marge. Si les émissions de carbone repartent à la hausse avec la reprise des économies suite à la pandémie, comme ce fut le cas après la crise financière mondiale de 2008, le monde sombrera dans un cycle de dérèglement climatique incontrôlé<sup>411</sup>.

Seule une rupture urgente et radicale avec les pratiques habituelles permettra de changer de cap. Les gouvernements doivent engager une transition juste vers une économie qui réduit la demande globale en énergie tout en basculant le plus rapidement possible l'approvisionnement énergétique vers des sources 100 % durables et renouvelables<sup>412</sup>. En bref, le monde a besoin d'une économie plus juste et moins extractive que celle qui a conduit à la situation actuelle.

Les gouvernements doivent de toute urgence mettre un terme aux subventions publiques accordées au secteur des combustibles fossiles, qui se sont élevées à plus de 320 milliards de dollars sur la seule année 2019<sup>413</sup>, et empêcher les entreprises polluantes de tirer parti des aides économiques octroyées en réponse à la pandémie<sup>414</sup>. Les banques commerciales et les banques de développement multilatérales doivent être incitées à ne plus investir dans les combustibles fossiles et à multiplier sans attendre les investissements dans les énergies durables et renouvelables<sup>415</sup>, qui sont en passe de devenir la source d'électricité la plus abordable de l'histoire<sup>416</sup>. Partout dans le monde, les gouvernements doivent interdire la construction de nouvelles centrales au charbon, dont les répercussions sur le climat et la santé publique concernent les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées dans le monde<sup>417</sup>.

Les gouvernements doivent créer une taxe carbone progressive, avec un taux supérieur ou des mesures ciblées pour la consommation d'articles de luxe à forte empreinte carbone, comme des redevances sur les vols fréquents en classe Affaires ou sur les SUV très polluants, et utiliser les recettes ainsi générées pour soutenir les bas revenus et les communautés plus vulnérables. Une telle taxe carbone peut constituer une nouvelle source de financement majeure pour élargir les régimes de protection sociale universelle ou d'autres services publics universels qui réduisent la nécessité d'augmenter sans cesse les revenus pour répondre aux besoins fondamentaux<sup>418</sup>. Comme la pandémie l'a démontré, ces régimes et systèmes universels peuvent en outre grandement renforcer la résilience des communautés vulnérables confrontées à des chocs en cascade et à des conditions climatiques de plus en plus extrêmes.

Il convient de soutenir la reconversion éventuelle des travailleurs et des travailleuses des secteurs affectés et de leur garantir des emplois décents, avec des horaires aménagés selon le contexte, dans des secteurs sobres en carbone (énergies renouvelables, efficacité énergétique, santé et aide sociale, par exemple) et principalement au bénéfice des femmes et des communautés marginalisées.

Il faut protéger les droits des peuples Autochtones et des communautés locales qui gèrent une si grande partie des forêts et des terres faisant office de puits de carbone vitaux à travers le monde<sup>419</sup>. Les petits producteurs, les petites productrices et la production alimentaire agroécologique doivent être soutenu-e-s en lieu et place de l'agriculture intensive très polluante et extractive<sup>420</sup>. Les travailleurs et travailleuses, les femmes et les communautés marginalisées doivent être au cœur du processus décisionnel à tous les niveaux afin d'avoir voix au chapitre lorsque les gouvernements planifient leur transition vers une économie qui assure le respect des droits humains de toutes et tous, dans des limites soutenables pour notre planète.

## CONCLUSION

La pandémie de coronavirus a mis au jour et exacerbé les inégalités de richesse, les inégalités de genre et les inégalités raciales existantes, tout en s'en nourrissant. Cette crise a exposé au grand jour les problèmes inhérents à notre système économique mondial défaillant et à d'autres formes d'oppression structurelle qui voient une minorité prospérer alors que les personnes pauvres, de nombreuses femmes, les personnes noires, les personnes afrodescendantes, les peuples Autochtones et les communautés historiquement marginalisées et opprimées partout dans le monde luttent pour leur survie.

Nous sommes à un tournant de l'histoire de l'humanité. Il n'est pas concevable de revenir au monde brutal, inégal et non durable d'avant la crise du coronavirus. L'humanité est incroyablement talentueuse, infiniment riche et douée d'une imagination sans borne. Nous devons miser sur ces atouts pour créer une économie plus égalitaire et centrée sur l'humain qui profite à toutes et tous, et non à une poignée de privilégié-e-s seulement. Il sera ainsi possible de créer un monde qui n'est pas dirigé par quelques milliardaires, mais par des voix diverses et multiples, de manière collective, dans le respect des principes de la démocratie et des droits humains.



Au Mali, Fatouma, éducatrice pour les pairs, parle au mégaphone. © Laeiïa Adjovi/Oxfam Novib

# NOTES

- <sup>1</sup> Nations Unies (2020), *Lutter contre la pandémie d'inégalités : un nouveau contrat social pour une nouvelle ère* Allocution du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la Journée internationale Nelson Mandela. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-07-18/secretary-general-nelson-mandela-lecture-%E2%80%99Ctackling-the-inequality-pandemic-new-social-contract-for-new-era%E2%80%9D-delivered>
- <sup>2</sup> Kristalina Georgieva (2020), *No lost generation: can poor countries avoid the Covid trap?* The Guardian. <https://www.theguardian.com/business/2020/sep/29/covid-pandemic-imf-kristalina-georgieva>
- <sup>3</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>4</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid.*
- <sup>5</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>. Ces projections de la pauvreté s'appuient sur l'hypothèse d'un recul de la croissance et d'une augmentation annuelle des inégalités de 2 % dans chaque pays.
- <sup>6</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>7</sup> Organisation internationale du Travail (2020), *A gender-responsive employment recovery: Building back fairer*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_751785.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_751785.pdf)
- <sup>8</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>9</sup> D. Viñas, P. Duran, J. Carvalho. (2020). *Morrem 40% mais negros que brancos por coronavírus no Brasil*. CNN Brésil. <https://www.cnnbrasil.com.br/saude/2020/06/05/negros-morrem-40-mais-que-brancos-por-coronavirus-no-brasil>. Source : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística
- <sup>10</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>11</sup> Centers for Disease Control and Prevention (2020), *Race, Ethnicity, and Age Trends in Persons Who Died from COVID-19. — United States, May–August 2020. Morbid and Mortality Weekly Report*. <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6942e1.htm>.
- <sup>12</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication
- <sup>13</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>. Voir également C. Lakner, N. Yonzan, D. G. Mahler, R. A. Castaneda Aguilar, H. Wu, M. Fleury (2020), *Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté*. Blog de Données, 7 octobre 2020. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-estimations-impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-pauvrete-dans-le-monde>.
- <sup>14</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- <sup>15</sup> Laboratoire sur les inégalités mondiales (2017), *Rapport sur inégalités mondiales 2018*. <https://wir2018.wid.world/>
- <sup>16</sup> T. Gore (2020), *Combattre les inégalités des émissions de CO<sub>2</sub> : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2>
- <sup>17</sup> C. Coffey et al. Oxfam (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>
- <sup>18</sup> J. Losavio (2020), *What racism costs us all*. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/the-economic-cost-of-racism-losavio.htm>
- <sup>19</sup> E. Bonilla-Silva (1997), *Rethinking racism: Toward a structural interpretation*. American sociological review, 465-480.
- <sup>20</sup> E. Bonilla-Silva, *Ibid.*
- <sup>21</sup> E. Bonilla-Silva, *Ibid.*
- <sup>22</sup> OMS (2017), *Rapport mondial de suivi 2017 : la couverture-santé universelle*. Organisation

- mondiale de la Santé.  
<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272598/9789242513554-fre.pdf?ua=1>
- <sup>23</sup> Organisation internationale du Travail (2017), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable*.  
[https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_624892/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm)
- <sup>24</sup> Organisation internationale du Travail (2020), *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2020*. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS\\_757159/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS_757159/lang--fr/index.htm)
- <sup>25</sup> Au 31 octobre 2020, plus de la moitié des milliardaires du top 1 000 étaient des hommes blancs. Source : Forbes Real-Time Billionaires List <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>
- <sup>26</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>27</sup> P. Espinoza Revollo et al (2019), *Note méthodologique. Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam International.  
<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/tb-public-good-or-private-wealth-methodology-note-210119-en.pdf>
- <sup>28</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>29</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid.*
- <sup>30</sup> O. Celasun, L. Christiansen, et M. MacDonald. (2020). *The Crisis is Not Over, Keep Spending Wisely*. Blog du FMI. <https://blogs.imf.org/2020/11/02/the-crisis-is-not-over-keep-spending-wisely/>
- <sup>31</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir. (2020). *COVID-19 : Les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International.  
<https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>32</sup> D. Reed (2020), *Coronavirus and Service Cuts by Big Airlines Are Inflating Demand for Private Jet Charters after Year of Strong Sales*. Forbes.  
<https://www.forbes.com/sites/danielreed/2020/02/27/coronavirus--service-cuts-by-big-airlines-are-pushing-private-jets-to-near-record-sales-despite-environmentalists-efforts/?sh=7be031e2a281>
- <sup>33</sup> Agence AFP (2020), *'Life at the top': Lebanon mountain club dodges economic crisis*.  
<https://www.youtube.com/watch?v=yzprjffynZY&feature=youtu.be>
- <sup>34</sup> T. Gore (2020), *Combattre les inégalités des émissions de CO<sub>2</sub> : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Oxfam International.  
<https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2>
- <sup>35</sup> C. Lakner, N. Yonzan, D. G. Mahler, R. A. Castaneda Aguilar, H. Wu, M. Fleury (2020), *Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté*. Blog de Données, 7 octobre 2020. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-estimations-impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-pauvrete-dans-le-monde>
- <sup>36</sup> A. Sumner, E. Ortiz-Juarez et C. Hoy (2020), *Precairity and the Pandemic: COVID-19 and Poverty Incidence, Intensity, and Severity in Developing Countries*. Document de travail de WIDER 2020/77. <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-77.pdf>
- <sup>37</sup> Pew Research Center (2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*.  
<https://www.pewresearch.org/global/2015/07/08/a-global-middle-class-is-more-promise-than-reality/>
- <sup>38</sup> Témoignage recueilli par United Steelworkers (2020), *Not Even the Bare Minimum: Bangladeshi Garment Workers' Wages and the Responsibility of Canadian Brands*. (À paraître)
- <sup>39</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>40</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity> Les simulations sont basées sur C. Lakner, D. G. Mahler, M. Negre, et E. B. Prydz. (2020). *How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty? Global Poverty Monitoring Technical Note 13* (June), Banque mondiale.  
<http://documents1.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- <sup>41</sup> Institute for Policy Studies (2020), *Racial Economic Inequality*. <https://inequality.org/facts/racial-inequality/>
- <sup>42</sup> Organisation internationale du Travail (2020), *A gender-responsive employment recovery: Building back fairer*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_751785.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_751785.pdf)

- <sup>43</sup> Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) et Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2020), *Considerations on Indigenous Peoples, Afro-Descendants, and Other Ethnic Groups during the COVID-19 Pandemic*. <https://iris.paho.org/handle/10665.2/52251>
- <sup>44</sup> Oxfam (2020) *Averting Ethnocide. Indigenous peoples and territorial rights in crisis in the face of COVID-19 in Latin America*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621028/bp-avoiding-ethnocide-210720-en.pdf>
- <sup>45</sup> Données recueillies dans les pays à revenu faible et intermédiaire : Imperial College COVID-19 Response Team (2020), *Report 22: Equity in response to the COVID-19 pandemic: an assessment of the direct and indirect impacts on disadvantaged and vulnerable populations in low- and lower middle-income countries*. <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/mrc-gida/2020-05-12-COVID19-Report-22.pdf> ; Données recueillies dans les pays à revenu élevé, par exemple au Royaume-Uni : B. Palmer (2020), *Chart of the week: Covid-19 kills people in the most deprived areas at double the rate of those in the most affluent*. Nuffield Trust. <https://www.nuffieldtrust.org.uk/resource/chart-of-the-week-covid-19-kills-the-most-deprived-at-double-the-rate-of-affluent-people-like-other-conditions> ou aux États-Unis : C. Brown et M. Ravallion (2020), *Poverty, inequality, and COVID-19 in the US*. <https://voxeu.org/article/poverty-inequality-and-covid-19-us>
- <sup>46</sup> P. Espinoza Revollo (2021) *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>47</sup> UNESCO (2020), *Éducation : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise*. <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>
- <sup>48</sup> UNESCO, UNICEF et Banque mondiale (2020), *What Have We Learnt? Findings from a survey of ministries of education on national responses to COVID-19*. <https://data.unicef.org/resources/national-education-responses-to-covid19/>
- <sup>49</sup> UNESCO (2020), *Les filles seront plus durement touchées par les fermetures d'écoles dues au COVID-19*. <https://fr.unesco.org/news/filles-seront-plus-durement-touchees-fermetures-decoles-dues-au-covid-19>
- <sup>50</sup> Organisation internationale du Travail (2020), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Sixième édition - Estimations actualisées et analyses*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_755930.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_755930.pdf). En raison de la pandémie, le temps de travail aurait décliné de 17,3 % au cours du deuxième trimestre 2020 (comparé au quatrième trimestre 2019), soit l'équivalent de 495 millions d'emplois à plein temps. Ce déclin est un peu moins important au cours des troisième et quatrième trimestres, mais le déficit d'emplois fin 2020 reste conséquent.
- <sup>51</sup> M. Martin et al. (2020), *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. Oxfam International et Development Finance International (DFI). <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-en-periode-de-covid-19-indice-de-lengagement-la-reduction-des>
- <sup>52</sup> Oxfam Amérique (2020), *Disposable: In the face of COVID-19, the poultry industry seems willing to pay for cheap chicken with workers' lives*. [https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable\\_Poultry\\_COVID.pdf](https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable_Poultry_COVID.pdf)
- <sup>53</sup> M. Fisher et E. Bubola (2020), *As Coronavirus Deepens Inequality, Inequality Worsens Its Spread*. 15 mars 2020. Dernière visite le 8 octobre 2020. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/03/15/world/europe/coronavirus-inequality.html>
- <sup>54</sup> Organisation internationale du Travail (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique*. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_734075/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_734075/lang--fr/index.htm)
- <sup>55</sup> M. Bolis et al. (2020), *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?* Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-fr.pdf>
- <sup>56</sup> Oxfam (2020), *Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé*. Document d'information médias. Oxfam International : Oxford. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-seme-la-faim-dans-un-monde-affame>
- <sup>57</sup> A. Roy (2020), *The pandemic is a portal*. *Financial Times*. <https://www.ft.com/content/10d8f5e8-74eb-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- <sup>58</sup> L. Zamore et B. Phillips (2020), *COVID-19 and Public Support for Radical Policies*. NYU Center on International Cooperation. <https://cic.nyu.edu/sites/default/files/zamore-phillips-covid19-public-support-radical-policies-web-final.pdf>
- <sup>59</sup> K. Schwab (2020), *We must move on from neoliberalism in the post-COVID era*. Forum économique mondial. <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/coronavirus-covid19-recovery-capitalism-environment-economics-equality/>

- <sup>60</sup> J. Zeballos-Roig (2020), *The IMF says governments should consider new wealth taxes to raise cash from the rich as coronavirus slams the global economy*. Business Insider. <https://www.businessinsider.fr/us/governments-wealth-taxes-imf-new-source-revenue-coronavirus-economy-consider-2020-4>
- <sup>61</sup> *Financial Times* (2020), *Virus lays bare the frailty of the social contract*. <https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- <sup>62</sup> M. Martin et al (2020), *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. Oxfam et Development Finance International (DFI) <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-en-periode-de-covid-19-indice-de-lengagement-la-reduction-des>
- <sup>63</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- <sup>64</sup> M. Lawson et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam International. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>
- <sup>65</sup> Oxfam (2020), *Open Letter: Uniting Behind A People's Vaccine Against COVID-19*. <https://medium.com/@Oxfam/uniting-behind-a-peoples-vaccine-against-covid-19-87eec640976>
- <sup>66</sup> Oxfam (2020), *Over 1,000 health professionals call for G20 to cancel developing countries' debt*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/over-1000-health-professionals-call-g20-cancel-developing-countries-debt>
- <sup>67</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)
- <sup>68</sup> High Pay Centre (2020), *Paying for Covid: capping excessive salaries to save industries*. <https://highpaycentre.org/paying-for-covid-capping-excessive-salaries-to-save-industries/>
- <sup>69</sup> Buenos Aires Times (2020), *Senate approves one-time levy on assets for Argentina's richest*. <https://batimes.com.ar/news/argentina/senate-approves-one-time-levy-on-assets-for-argentinas-richest.phtml>
- <sup>70</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>71</sup> Le financement manquant pour proposer un socle de protection sociale dans les pays à faible revenu est de 48 milliards de dollars en 2020. OIT (2020c), *Financing gaps in social protection*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_758705.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_758705.pdf)
- <sup>72</sup> Oxfam International (2019), *Populations contraintes de fuir : des déplacements exacerbés par le changement climatique*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620914/mb-climate-displacement-cop25-021219-fr.pdf>
- <sup>73</sup> M. Lawson et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam International. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>
- <sup>74</sup> C. Lakner (2019), *A Global View of Inequality*. Banque mondiale. <http://pubdocs.worldbank.org/en/792141568662759167/World-Bank-Sep-2019-Lakner-2-public.pdf>
- <sup>75</sup> Laboratoire sur les inégalités mondiales (2017), *Rapport sur inégalités mondiales 2018*. <https://wir2018.wid.world/>
- <sup>76</sup> OMS (2017), *Rapport mondial de suivi 2017 : la couverture-santé universelle*. Organisation mondiale de la Santé. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/272598/9789242513554-fre.pdf?ua=1>
- <sup>77</sup> Organisation internationale du Travail (2017). *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019 : Protection sociale universelle pour atteindre les Objectifs de développement durable*. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_624892/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_624892/lang--fr/index.htm)
- <sup>78</sup> Organisation internationale du Travail (2020). *Emploi et questions sociales dans le monde : Tendances 2020*. [https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS\\_757159/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/research/global-reports/weso/2020/WCMS_757159/lang--fr/index.htm)
- <sup>79</sup> E. Seery et A. Caistor Arendar (2014), *À égalité ! Il est temps de mettre fin aux inégalités extrêmes*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/333012/cr-even-it-up-extreme-inequality-291014-fr.pdf?sequence=51>
- <sup>80</sup> OIT (2019), *The working poor or how a job is no guarantee of decent living conditions*. [https://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/publications/WCMS\\_696387/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/global/statistics-and-databases/publications/WCMS_696387/lang--en/index.htm)
- <sup>81</sup> D. Alejo Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson (2018), *Partager la richesse avec*

- celles et ceux qui la créent*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richeesse-avec-elles-et-ceux-qui-la-creent>
- <sup>82</sup> Au 31 octobre 2020, plus de la moitié des milliardaires du top 1 000 étaient des hommes blancs. Source : Forbes Real-Time Billionaires List. <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>
- <sup>83</sup> L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms\\_712833.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_712833.pdf)
- <sup>84</sup> Oxfam (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/elles-qui-comptent>
- <sup>85</sup> T. Gore (2020), *Combattre les inégalités des émissions de CO<sub>2</sub> : La justice climatique au cœur de la reprise post COVID-19*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-des-emissions-de-co2>
- <sup>86</sup> Elizabeth Betita Martinez, <http://www.pittsburghartscouncil.org/storage/documents/ProfDev/what-is-white-supremacy.pdf>
- <sup>87</sup> Darrick Hamilton et Kyle Strickland, *The Racism of Neoliberalism*, février 2020, <https://economics.com/racism-neoliberalism-darrick-hamilton/>
- <sup>88</sup> Darrick Hamilton, *Neoliberalism and Race, Democracy*. A Journal of ideas, 2019 <https://democracyjournal.org/magazine/53/neoliberalism-and-race/>
- <sup>89</sup> K. Clausing, E. Saez et G. Zucman (2020), *Ending corporate tax avoidance and tax competition: plan to collect the tax deficit of multinationals*. <http://gabriel-zucman.eu/files/CSZ2020.pdf>
- <sup>90</sup> T. Piketty (2014), *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Éditions du Seuil. Données disponibles sur : <https://ourworldindata.org/grapher/top-income-tax-rates-piketty>
- <sup>91</sup> A. Cobham, J. Garcia-Bernardo, M. Palansky, M. Bou Mansour (2020), *The State of Tax Justice 2020*. Réseau pour la justice fiscale. <https://www.taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2020/>
- <sup>92</sup> D. Alejo Vázquez Pimentel, I. Macías Aymar et M. Lawson (2018), *Partager la richesse avec celles et ceux qui la créent*. Oxfam International, <https://www.oxfam.org/fr/publications/partager-la-richeesse-avec-elles-et-ceux-qui-la-creent>
- <sup>93</sup> Oxfam (2020), *CAC40 : des profits sans lendemain ?*, <https://www.oxfamfrance.org/rapports/cac-40-des-profits-sans-lendemain/>
- <sup>94</sup> Selon les données de l'OCDE. Pour plus d'informations, voir P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>95</sup> I. Ortiz, M. Cummins, J. Capaldo et K. Karunanethy, *The Decade of Adjustment: A Review of Austerity Trends 2010-2020 in 187 Countries*. Organisation internationale du Travail. <https://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourcePDF.action?ressourceId=53192>
- <sup>96</sup> I. Ortiz et M. Cummins (2019), *Austerity: The New Normal A Renewed Washington Consensus 2010-24*. <http://policydialogue.org/files/publications/papers/Austerity-the-New-Normal-Ortiz-Cummins-6-Oct-2019.pdf>
- <sup>97</sup> P. Loungani (2013), *"Austerity" and Inequality: Is there a Link?* Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/jobs/austerity-and-inequality-there-link>
- <sup>98</sup> Women's Budget Group (2018), *Intersecting Inequalities. The impact of austerity on Black and Minority Ethnic women in the UK*. <http://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2018/08/Intersecting-Inequalities-October-2017-Full-Report.pdf>
- <sup>99</sup> R. Pavanelli (2019), *Austerity drives populism and is a frontal attack on the rights of women*. openDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/5050/austerity-drives-populism-and-frontal-attack-rights-women/>
- <sup>100</sup> N. Abdo et S. Almasri (2020), *For a Decade of Hope Not Austerity in the Middle East and North Africa: Towards a fair and inclusive recovery to fight inequality*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/decade-hope-not-austerity-middle-east-and-north-africa>
- <sup>101</sup> Banque mondiale (2020), *The Global Economic Outlook During the COVID-19 Pandemic: A Changed World*. <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/06/08/the-global-economic-outlook-during-the-covid-19-pandemic-a-changed-world>
- <sup>102</sup> Au 31 octobre 2020, plus de la moitié des milliardaires du top 1 000 étaient des hommes blancs. Source : Forbes Real-Time Billionaires List <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/>
- <sup>103</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>104</sup> P. E. Revollo et al (2019), *Note méthodologique. Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam



- International. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/tb-public-good-or-private-wealth-methodology-note-210119-en.pdf>
- <sup>105</sup> D. Swonk, D. Rosenberg, M. A. El-Erian, A. Posen, E. Porter et T. Jackson (2020), *Why Are Stocks Soaring in the Middle of a Pandemic?* <https://foreignpolicy.com/2020/05/29/stock-market-rally-coronavirus-pandemic/>
- <sup>106</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>107</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid*.
- <sup>108</sup> O. Celasun, L. Christiansen, et M. MacDonald. (2020). *The Crisis is Not Over, Keep Spending Wisely*. Blog du FMI. <https://blogs.imf.org/2020/11/02/the-crisis-is-not-over-keep-spending-wisely/>
- <sup>109</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>110</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>111</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>112</sup> Oxfam Amérique (2020), *Pandemic Profits Exposed*. Document d'information médias, 22 juillet 2020. [https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Pandemic\\_Profiteers\\_Exposed.pdf](https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Pandemic_Profiteers_Exposed.pdf)
- <sup>113</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam.
- <sup>114</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>115</sup> N. Abdo et S. Almasri (2020), *For a Decade of Hope Not Austerity in the Middle East and North Africa: Towards a fair and inclusive recovery to fight inequality*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/decade-hope-not-austerity-middle-east-and-north-africa>
- <sup>116</sup> S. Ruiz (2020), *¿Quién paga la cuenta?* Oxfam International. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621033/bp-quien-paga-la-cuenta-covid-19-270720-es.pdf>
- <sup>117</sup> Le coût annuel du seuil d'extrême pauvreté de la Banque mondiale établi à 1,90 dollars par jour s'élève à 693,5 dollars par an. La région compte 12,4 millions de personnes supplémentaires en situation d'extrême pauvreté, en supposant un choc de 20 % sur les revenus des ménages d'après A. Sumner, E. Ortiz-Juarez et C. Hoy (2020), *Precarity and the Pandemic: COVID-19 and Poverty Incidence, Intensity, and Severity in Developing Countries*. Document de travail de WIDER 2020/77. <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-77.pdf>. Nous multiplions 693,5 par 12,4 millions pour obtenir 8,6 milliards de dollars. Nous divisons ensuite les richesses supplémentaires engrangées par les milliardaires de la région LAC (48 milliards de dollars) par ce résultat pour obtenir 5,5 (près de 5).
- <sup>118</sup> L. Meakin (2020), *U.K. Low-Income Households Turn to Debt as Rich Save in Lockdown*. Bloomberg. <https://www.bloombergquint.com/global-economics/u-k-low-income-households-turn-to-debt-as-rich-save-in-lockdown>
- <sup>119</sup> O. Williams (2020), *How Wealth Managers Helped Millionaire Clients Grow Richer During Lockdown*. Forbes, 3 juin 2020. <https://www.forbes.com/sites/oliverwilliams1/2020/06/03/how-wealth-managers-helped-millionaire-clients-grow-richer-during-lockdown/#49d27bda6951>
- <sup>120</sup> Agence AFP (2020), *'Life at the top': Lebanon mountain club dodges economic crisis*. <https://www.youtube.com/watch?v=yzprijfynZY&feature=youtu.be>
- <sup>121</sup> D. Reed (2020), *Coronavirus and Service Cuts by Big Airlines Are Inflating Demand for Private Jet Charters after Year of Strong Sales*. Forbes. <https://www.forbes.com/sites/danielreed/2020/02/27/coronavirus--service-cuts-by-big-airlines-are-pushing-private-jets-to-near-record-sales-despite-environmentalists-efforts/?sh=7be031e2a281>
- <sup>122</sup> O. Williams (2020), *Wealthy Move Their Money To Tax Havens*. Forbes, 28 avril 2020. <https://www.forbes.com/sites/oliverwilliams1/2020/04/28/wealthy-move-their-money-to-tax-havens/-24ec3dba251c>
- <sup>123</sup> Energy Policy Tracker. <https://www.energypolicytracker.org/> (consulté le 3 novembre 2020, dernière mise à jour le 28 octobre 2020)
- <sup>124</sup> C. Lakner, N. Yonzan, D. G. Mahler, R. A. Castaneda Aguilar, H. Wu et M. Fleury (2020), *Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : l'incidence des nouvelles données*. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/estimations-impact-de-la-pandemie-de-covid-19-sur-la>

pauvrete

- <sup>125</sup> A. Sumner, E. Ortiz-Juarez et C. Hoy (2020), *Precarity and the pandemic: COVID-19 and poverty incidence, intensity, and severity in developing countries*. Document de travail de WIDER 2020/77. <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-77.pdf>
- <sup>126</sup> Il est largement admis que si le seuil d'extrême pauvreté établi à 1,90 dollar par jour est politiquement important pour engager des actions, il ne représente pas une mesure du « niveau de revenu minimum requis pour répondre aux besoins fondamentaux ». Outre ce seuil de pauvreté de 1,90 dollar, la Banque mondiale utilise désormais des seuils de 3,20 et 5,50 dollars qui reflètent les seuils de pauvreté nationaux dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et supérieure. Sauf mention contraire, le seuil de pauvreté utilisé dans le présent document est établi à 5,50 dollars. Il est exprimé en PPA (parité de pouvoir d'achat), une mesure qui compare les devises des différents pays selon une approche basée sur un « panier » de consommation. Cette mesure permet aux économistes de comparer la productivité économique et les conditions de vie entre les pays tout en les ajustant d'après les différences de niveaux de prix.
- <sup>127</sup> Z. Christensen et C. Wells (2020), *How is Covid impacting people living in poverty worldwide?* Development Initiatives. <https://devinit.org/resources/covid-impacting-people-living-poverty-worldwide/#downloads>
- <sup>128</sup> A. Sumner, E. Ortiz-Juarez et C. Hoy (2020), *Precarity and the pandemic: COVID-19 and poverty incidence, intensity, and severity in developing countries*. Document de travail de WIDER 2020/77. <https://www.wider.unu.edu/sites/default/files/Publications/Working-paper/PDF/wp2020-77.pdf>
- <sup>129</sup> S. Ruiz (2020), *¿Quién paga la cuenta?* Oxfam International. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621033/bp-quien-paga-la-cuenta-covid-19-270720-es.pdf>
- <sup>130</sup> Pew Research Center (2015), *A Global Middle Class Is More Promise than Reality*. <https://www.pewresearch.org/global/2015/07/08/a-global-middle-class-is-more-promise-than-reality/>
- <sup>131</sup> Organisation internationale du Travail. (2019), *World Employment Social Outlook 2019*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_670542.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_670542.pdf)
- <sup>132</sup> S. Fleming (2020), This is how COVID-19 is affecting informal workers. <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/coronavirus-impact-informal-workers-world-bank/>
- <sup>133</sup> M. Carter et C. Barrett (2006), *The economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach*. *The Journal of Development Studies*, Vol. 42, 2006. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00220380500405261>
- <sup>134</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2020), *Impact de la COVID-19 sur les travailleurs du secteur informel* <http://www.fao.org/3/ca8560fr/CA8560fr.pdf>
- <sup>135</sup> FMI (2020), *The Evolution of Public Debt Vulnerabilities In Lower Income Economies*. <https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2020/02/05/The-Evolution-of-Public-Debt-Vulnerabilities-In-Lower-Income-Economies-49018>
- <sup>136</sup> CNUCED (2020), *Global foreign direct investment falls 49% in first half of 2020*. <https://unctad.org/news/global-foreign-direct-investment-falls-49-first-half-2020>
- <sup>137</sup> FMI (2020), *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2020* <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2020/09/30/world-economic-outlook-october-2020>
- <sup>138</sup> Eurodad (2020), *Shadow report on the limitations of the G20 Debt Service Suspension Initiative: Draining out the Titanic with a bucket?* [https://www.eurodad.org/g20\\_dssi\\_shadow\\_report](https://www.eurodad.org/g20_dssi_shadow_report)
- <sup>139</sup> OCDE, Commission de l'Union africaine et Forum sur l'Administration Fiscale Africaine (2020), *Statistiques des recettes publiques en Afrique, 2020*. <https://doi.org/10.1787/14e1edb1-en-fr>
- <sup>140</sup> Oxfam (2020), *Latin American billionaires surge as world's most unequal region buckles under coronavirus strain*. Communiqué de presse. <https://www.oxfam.org/en/press-releases/latin-american-billionaires-surge-worlds-most-unequal-region-buckles>
- <sup>141</sup> OCDE (2020), *Six decades of ODA: Insights and outlook in the COVID-19 crisis. Development Cooperation Report*. <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/5e331623-en/index.html?itemId=/content/component/5e331623-en>
- <sup>142</sup> N. Daar et N. Tamale (2020), *A Virus of Austerity? The COVID-19 spending, accountability, and recovery measures agreed between the IMF and your government*. Blog d'Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/blogs/virus-austerity-covid-19-spending-accountability-and-recovery-measures-agreed-between-imf-and>
- <sup>143</sup> ONU Femmes (2020), *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*. <https://www.unwomen.org/>

[/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142](#)

- 144 P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Ibid.
- 145 Organisation internationale du Travail (2020), *A gender-responsive employment recovery: Building back fairer*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_751785.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_751785.pdf)
- 146 P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Ibid.
- 147 Instituto de Investigaciones para el Desarrollo con Equidad (2020), *Resultados Actualizados de la "Encuesta de Seguimiento de los Efectos del COVID-19 en el Bienestar de los Hogares Mexicanos" #ENCOVID19 Mayo 2020*. [https://ibero.mx/sites/default/files/comunicado\\_encovid19\\_mayo\\_2020\\_final.pdf](https://ibero.mx/sites/default/files/comunicado_encovid19_mayo_2020_final.pdf)
- 148 N. Lustig, V. Martinez, F. Sanz et S. Younger (2020), *The impact of COVID-19 Lockdowns and Expanded Social Assistance on Inequality, Poverty and Mobility in Argentina, Brazil, Colombia and Mexico*. <https://ideas.repec.org/p/ing/inqwps/ecineq2020-558.html>
- 149 Z. Parolin et C. Wimer (2020), *Forecasting Estimates of Poverty During the COVID-19 Crisis*. Center on Poverty & Social Policy at Columbia University. <https://static1.squarespace.com/static/5743308460b5e922a25a6dc7/t/5e9786f17c4b4e20ca02d16b/1586988788821/Forecasting-Poverty-Estimates-COVID19-CPSP-2020.pdf>
- 150 K. Crenshaw (1989), *Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics*. *African Journal of International and Comparative Law*, 139–167. <https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1052&context=uclf>, et *Kimberlé Crenshaw on Intersectionality, More than Two Decades Later*. Archivé à partir de l'original le 23 février 2019. <https://www.law.columbia.edu/news/archive/kimberle-crenshaw-intersectionality-more-two-decades-later>
- 151 Par exemple, seuls quelques pays recueillent et publient des données ventilées par identité ethnique ou raciale, ce qui limite l'examen et la compréhension des disparités raciales dans les bilans sanitaires au cours de la pandémie de COVID-19. *The Economist* (2020), *A lack of data on race hampers efforts to tackle inequalities*. <https://www.economist.com/leaders/2020/11/21/a-lack-of-data-on-race-hampers-efforts-to-tackle-inequalities>
- 152 D'après le coefficient de Gini.
- 153 D. Furceri, P. Loungani et J. D. Ostry (2020), *Comment les pandémies creusent les inégalités au détriment des populations pauvres*. Blog du FMI. <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/05/11/blog051120-how-pandemics-leave-the-poor-even-farther-behind>
- 154 Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. Chapitre 2. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- 155 Crédit Suisse (2020), *The Global Wealth Report 2020*. <https://www.credit-suisse.com/about-us/en/reports-research/global-wealth-report.html>
- 156 OCDE (2020), *Developing countries and development co-operation: What is at stake?* <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/developing-countries-and-development-co-operation-what-is-at-stake-50e97915/>
- 157 M. Roser et E. Ortiza-Ospina (2016), *Income Inequality*. <https://ourworldindata.org/income-inequality>
- 158 M. Roser et E. Ortiza-Ospina (2016), *Income Inequality*. <https://ourworldindata.org/income-inequality>
- 159 F. Novokmet, T. Piketty et G. Zucman (2018), *From Soviets to Oligarchs: Inequality and Property in Russia 1905–2016*. <https://wid.world/document/soviets-oligarchs-inequality-property-russia-1905-2016/>
- 160 T. Piketty, L. Yang et G. Zucman (2017), *Capital Accumulation, Private Property and Rising Inequality in China, 1978–2015*. <https://wid.world/document/t-piketty-l-yang-and-g-zucman-capital-accumulation-private-property-and-inequality-in-china-1978-2015-2016/>
- 161 W. Scheidel (2019), *Inequality: Total war as a great leveller*. <https://voxeu.org/article/inequality-total-war-great-leveller>
- 162 L. Chancel (2019), *Indian Income Inequality, 1922–2015: from British Raj to Billionaire Raj?* <http://piketty.pse.ens.fr/files/ChancelPiketty2019RIW.pdf>
- 163 Laboratoire sur les inégalités mondiales (2018), *World Inequality Report 2018: Executive Summary*. <https://wir2018.wid.world/executive-summary.html>
- 164 E. Tsounta et A. I. Osueke (2014), *What is Behind Latin America's Declining Income Inequality?* Document de travail du FMI. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14124.pdf>
- 165 *Financial Times* (2020), *Q&A: How will coronavirus affect inequality in the years to come?*

<https://www.ft.com/content/a896a832-72d2-4023-8124-0b58a8bcf081>

- <sup>166</sup> Banque mondiale (2020), *La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale*. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii>
- <sup>167</sup> Banque mondiale (2020), *La pandémie de COVID-19 plonge l'économie planétaire dans sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale*. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/08/covid-19-to-plunge-global-economy-into-worst-recession-since-world-war-ii>
- <sup>168</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid*.
- <sup>169</sup> N. Bottan, B. Hoffmann et D. Vera-Cossio (2020), *The Unequal Impact of the Coronavirus Pandemic: Evidence from Seventeen Developing Countries*. <http://dx.doi.org/10.18235/0002451>
- <sup>170</sup> H. H. Dang, T. Huynh et M. Nguyen (2020), *Does the COVID-19 Pandemic Disproportionately Affect the Poor? Evidence from a Six-Country Survey*. IZA Institute of Labor Economics. <http://ftp.iza.org/dp13352.pdf>
- <sup>171</sup> Institute of Employment Rights (2020), *Covid-19 has exacerbated wealth gap, research finds* <https://www.ier.org.uk/news/covid-19-has-exacerbated-wealth-gap-research-finds/>; Independent (2020), *Coronavirus crisis 'exacerbating inequalities as richer build savings faster'*. <https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/coronavirus-inequality-savings-banks-ifs-b1395750.html>; L. Meakin (2020), *U.K. Low-Income Households Turn to Debt as Rich Save in Lockdown*. Bloomberg. <https://www.bloombergquint.com/global-economics/u-k-low-income-households-turn-to-debt-as-rich-save-in-lockdown>; et O. Williams (2020), *How Wealth Managers Helped Millionaire Clients Grow Richer During Lockdown*. Forbes, 3 juin 2020. <https://www.forbes.com/sites/oliverwilliams1/2020/06/03/how-wealth-managers-helped-millionaire-clients-grow-richer-during-lockdown/#49d27bda6951>
- <sup>172</sup> Les premières données en provenance d'Italie, d'Espagne et de Belgique indiquent par exemple que si la crise a provoqué une chute des revenus du marché pour les plus pauvres, les mesures ciblant les bas revenus introduites par les gouvernements ont permis de compenser efficacement la détérioration de la répartition des revenus, du moins au cours des premiers mois de la pandémie. G. Gallo et M. Raitano (2020), *Forthcoming study by Presented on the 9<sup>th</sup> of November 2020 at the Italian G20-2021 Presidency Internal Seminar hosted by the Italian Ministry of Finance*; O. Aspachs, R. Durante, J. García-Montalvo, A. Graziano, J. Mestres, M. Reynal-Querol (2020), *Measuring income inequality and the impact of the welfare state during COVID-19: Evidence from bank data* <https://voxeu.org/article/income-inequality-and-welfare-state-during-covid-19>. Banque nationale de Belgique (2020), *La crise du coronavirus a un impact négatif important sur les revenus de certains ménages avec des pertes plus prononcées pour ceux dont le revenu est plus faible*. <https://www.nbb.be/doc/ts/entreprise/press/2020/cp200617fr.pdf>
- <sup>173</sup> Burkina Faso, Éthiopie, Malawi, Mali, Mongolie, Myanmar, Nigeria, Ouganda, Tadjikistan, Tchad, Ouzbékistan, Vietnam, Yémen, Zambie.
- <sup>174</sup> Banque mondiale (2020), *High-Frequency Monitoring Systems to Track the Impacts of the COVID-19 Pandemic*. <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty/brief/high-frequency-monitoring-surveys>
- <sup>175</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. Encadré 2.2, p. 93. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>
- <sup>176</sup> Le coefficient de Gini mesure l'ampleur dans laquelle la répartition des revenus ou des richesses entre les particuliers ou les ménages au sein d'une économie dévie d'une répartition parfaitement égale. Un coefficient Gini de 0 correspond à une égalité parfaite, où toutes les valeurs sont identiques (par ex., où tout le monde reçoit le même revenu). Un coefficient de Gini de 1 (ou 100 %) correspond à des valeurs où les inégalités sont maximales (par ex., où une personne perçoit la totalité des revenus ou des biens de consommation tandis que les autres n'ont rien).
- <sup>177</sup> Banque mondiale (2020), *Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune*. <https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity>. Les simulations se basent sur C. Lakner, D. G. Mahler, M. Negre et E. B. Prydz (2020), *How Much Does Reducing Inequality Matter for Global Poverty?* Global Poverty Monitoring Technical Note 13 (juin), Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/328651559243659214/pdf/How-Much-Does-Reducing-Inequality-Matter-for-Global-Poverty.pdf>
- <sup>178</sup> K. Georgieva (2020), *No lost generation: can poor countries avoid the Covid trap? The Guardian*. <https://www.theguardian.com/business/2020/sep/29/covid-pandemic-imf-kristalina-georgieva>
- <sup>179</sup> Nations Unies. (2020), *Lutter contre la pandémie d'inégalités : un nouveau contrat social pour une nouvelle ère* Allocution du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la Journée internationale Nelson Mandela. <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2020-07-18/secretary-generals-nelson-mandela-lecture-%E2%80%9Ctackling-the-inequality->

pandemic-new-social-contract-for-new-era%E2%80%9D-delivered

- <sup>180</sup> Nations Unies (2020), *Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Latin America and the Caribbean*. [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg\\_policy\\_brief\\_covid\\_lac.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid_lac.pdf)
- <sup>181</sup> A. R. Gover, S. B. Harper et L. Langton (2020), *Anti-Asian hate crime during the COVID-19 pandemic: exploring the reproduction of inequality*. *American Journal of Criminal Justice*, 45, 647-667(2020). <https://link.springer.com/article/10.1007/s12103-020-09545-1>
- <sup>182</sup> T. Haokip (2020), *From 'Chinky' to 'Coronavirus': racism against Northeast Indians during the COVID-19 pandemic*. *Asian Ethnicity*. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14631369.2020.1763161>
- <sup>183</sup> K. J. Roberto, A. F. Johnson et B. M. Rauhaus (2020), *Stigmatization and prejudice during the COVID-19 pandemic*. *Administrative Theory & Praxis*, Vol. 42, Issue 3. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10841806.2020.1782128>
- <sup>184</sup> L. Tondo (2020), *Salvini attacks Italy PM over coronavirus and links to rescue ship*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/feb/24/salvini-attacks-italy-pm-over-coronavirus-and-links-to-rescue-ship>
- <sup>185</sup> M. Matache et J. Bhabha (2020), *Anti-Roma racism is spiraling during COVID-19 pandemic*. *Health and Human Rights*, 2020 Jun; 22(1): 379-382. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7348427/>
- <sup>186</sup> Australian Indigenous Doctors' Association (AIDA) (2020), *Indigenous Doctors warn that racism will cost lives*. <https://www.aida.org.au/wp-content/uploads/2020/03/Indigenous-Doctors-warn-that-racism-will-cost-lives-MEDIA-RELEASE.pdf>
- <sup>187</sup> T. Azhari (2020), *COVID-19: Lebanese municipalities 'discriminate' against refugees*. Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2020/04/02/covid-19-lebanon-municipalities-discriminate-against-refugees/>
- <sup>188</sup> Commission OMS des Déterminants sociaux de la Santé (2008), *Comblent le fossé en une génération : instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux de la santé*. <https://www.who.int/mediacentre/news/releases/2008/pr29/fr/>
- <sup>189</sup> E. Barrera-Algarín, F. Estepa-Maestre, J. Sarasola-Sánchez-Serrano et A. Vallejo-Andrada (2020), *COVID-19, neoliberalism and health systems in 30 european countries: relationship to deceases*. <https://europepmc.org/article/med/33111713>
- <sup>190</sup> D. Sherpa (2020), *Estimating impact of austerity policies in COVID-19 fatality rates: Examining the dynamics of economic policy and case fatality rates (CFR) of COVID-19 in OECD countries*. <https://www.medrxiv.org/content/medrxiv/early/2020/04/13/2020.04.03.20047530.full.pdf>
- <sup>191</sup> M. Nalabandian, J. O'Brien, A. League, S. Ravi, D. E. Meyer, M. L. Snyder et L. Warmbrod (2019), *Global Health Security Index: Building Collective Action and Accountability*. <https://www.ghsindex.org/wp-content/uploads/2020/04/2019-Global-Health-Security-Index.pdf>
- <sup>192</sup> F Guarascio (2020), *Exclusive: EU states need 10 times more coronavirus equipment – internal document*. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-eu-supplies-exclusive/USKBN21C1JC>
- <sup>193</sup> R. Maclean et S. Marks (2020), *10 African Countries Have No Ventilators. That's Only Part of the Problem*. *The New York Times* <https://www.nytimes.com/2020/04/18/world/africa/africa-coronavirus-ventilators.html>
- <sup>194</sup> ActionAid (2020), *Who Cares for the Future: Finance gender responsive public services*. <https://actionaid.org/publications/2020/who-cares-future-finance-gender-responsive-public-services#downloads>
- <sup>195</sup> M. Thomson, A. Kentikelenis et T. Stubbs (2017), *Structural adjustment programmes adversely affect vulnerable populations: a systematic-narrative review of their effect on child and maternal health*. *Public Health Review* 2017;38:13. <https://publichealthreviews.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40985-017-0059-2>
- <sup>196</sup> Oxfam et Development Finance International (DFI) (2020), *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-en-periode-de-covid-19-indice-de-lengagement-la-reduction-des>
- <sup>197</sup> J. Assa et C. Calderon (2020), *Privatization and Pandemic: A cross-country analysis of COVID-19 rates and health-care financing structures*. PNUD/HDRO. [https://www.researchgate.net/profile/Jacob-Assa2/publication/341766609\\_Privatization\\_and\\_Pandemic\\_A\\_Cross-Country\\_Analysis\\_of\\_COVID-19\\_Rates\\_and\\_Health-Care\\_Financing\\_Structures/links/5ed29f9945851529451c5df9/Privatization-and-Pandemic-A-Cross-Country-Analysis-of-COVID-19-Rates-and-Health-Care-Financing-Structures.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Jacob-Assa2/publication/341766609_Privatization_and_Pandemic_A_Cross-Country_Analysis_of_COVID-19_Rates_and_Health-Care_Financing_Structures/links/5ed29f9945851529451c5df9/Privatization-and-Pandemic-A-Cross-Country-Analysis-of-COVID-19-Rates-and-Health-Care-Financing-Structures.pdf)
- <sup>198</sup> Organisation mondiale de la Santé (2020), *Pulse survey on continuity of essential health services during the COVID-19 pandemic: interim report, 27 August 2020*. [https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-EHS\\_continuity-survey-2020.1](https://www.who.int/publications/i/item/WHO-2019-nCoV-EHS_continuity-survey-2020.1)
- <sup>199</sup> Oxfam Afrique du Sud (non daté), *The Right to Dignified Healthcare Work is a Right to Dignified Health Care For All*. <https://www.oxfam.org.za/wp->

[content/uploads/2020/08/oxfam\\_care4carers-report\\_final\\_20200720.pdf](#)

- <sup>200</sup> Imperial College COVID-19 Response Team (2020), *Report 22: Equity in response to the COVID-19 pandemic: an assessment of the direct and indirect impacts on disadvantaged and vulnerable populations in low- and lower middle-income countries*. <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/mrc-gida/2020-05-12-COVID19-Report-22.pdf> et K. Ahmad, S. Erqou, N. Shah, U. Nazir, A. Morrison, G. Choudhary, W. Wu (2020), *Association of poor housing conditions with COVID-19 incidence and mortality across US counties*. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0241327>
- <sup>201</sup> M. Brussevich, E. Dabla-Norris et S. Khalid (2020), *Teleworking is Not Working for the Poor, the Young, and the Women*. Blog du FMI. <https://blogs.imf.org/2020/07/07/teleworking-is-not-working-for-the-poor-the-young-and-the-women/>
- <sup>202</sup> B. Palmer (2020), *Chart of the week: Covid-19 kills people in the most deprived areas at double the rate of those in the most affluent*. Nuffield Trust. <https://www.nuffieldtrust.org.uk/resource/chart-of-the-week-covid-19-kills-the-most-deprived-at-double-the-rate-of-affluent-people-like-other-conditions>
- <sup>203</sup> S. Goutte, T. Péran et T. Porcher (2020), *The role of economic structural factors in determining pandemic mortality rates: Evidence from the COVID-19 outbreak in France*. *Research in International Business and Finance*, 2020 Dec; 54: 101281. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7309896/>
- <sup>204</sup> M. R. Martinez et al. (2020), *Detecting space-time clusters of COVID-19 in Brazil: mortality, inequality, socioeconomic vulnerability, and the relative risk of the disease in Brazilian municipalities*. <https://www.medrxiv.org/content/medrxiv/early/2020/06/16/2020.06.14.20131102.full.pdf>
- <sup>205</sup> L. Khanal, B. K. Paudel et B. K. Acharya (2020), *Community vulnerability to epidemics in Nepal: A high-resolution spatial assessment amidst COVID-19 pandemic*. <https://www.medrxiv.org/content/medrxiv/early/2020/07/02/2020.07.01.20144113.full.pdf>
- <sup>206</sup> J. Baena-Díez, M. Barroso, S. Cordeiro-Coelho, J. Díaz, M. Grau (2020), *Impact of COVID-19 outbreak by income: hitting hardest the most deprived*. *Journal of Public Health*, fdaa136. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdaa136>
- <sup>207</sup> A. Das et al. (2020), *Modeling the effect of area deprivation on COVID-19 incidences: a study of Chennai megacity, India*. *Public Health*, Vol. 185, August 2020, 266-269. <https://doi.org/10.1016/j.puhe.2020.06.011>
- <sup>208</sup> Oxfam (2020), *Dans les pays pauvres, 9 personnes sur 10 n'auront pas accès au vaccin contre la COVID-19 l'année prochaine* <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/dans-les-pays-pauvres-9-personnes-sur-10-nauront-pas-acces-au-vaccin-contre-la>
- <sup>209</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- <sup>210</sup> W. Feuer et N. Wells (2020), *Pfizer CEO sold \$5.6 million of stock as company announced vaccine data that sent shares soaring*. CNBC. <https://www.cnbc.com/2020/11/11/coronavirus-vaccine-pfizer-ceo-sold-5point6-million-of-stock-as-company-announced-positive-data.html>
- <sup>211</sup> Pfizer a annoncé le 9 novembre 2020 que son vaccin-candidat contre la COVID-19 était très efficace. M. Bourla avait planifié la vente de plus de 130 000 actions le jour même. Si Pfizer avait fait cette annonce le 10 novembre, et en supposant que le cours de l'action reste stable, la vente de M. Bourla se serait élevée à 4,8 millions de dollars au lieu de près de 5,6 millions, soit une différence de 800 000 dollars. *Financial Times* (2020), *Executives have no excuse for dumping stock*. <https://www.ft.com/content/6d494c88-f971-481d-90d2-4e678155209e>
- <sup>212</sup> M. Boniol, M. Mclsaac, L. Xu, T. Wuliji, K. Diallo et J. Campbell (2019), *Gender equity in the health workforce: Analysis of 104 countries*. Genève : Organisation mondiale de la Santé. <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311314/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- <sup>213</sup> Oxfam (2020), *Celles qui comptent : Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/celles-qui-comptent>
- <sup>214</sup> M. Bolis et al. (2020), *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?* Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-fr.pdf>
- <sup>215</sup> A. Marchand, J. Bilodeau, A. Demers, N. Beauregard, P. Durand et V. Y. Haines III (2016), *Gendered depression: vulnerability or exposure to work and family stressors?* *Social Science & Medicine* 2016; 166: 160–68.
- <sup>216</sup> ONU Femmes (2020), *COVID-19 and ending violence against women and girls*. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/issue-brief-covid-19-and-ending-violence-against-women-and-girls-en.pdf?la=en&vs=5006>
- <sup>217</sup> S. Cousins (2020), *COVID-19 has “devastating” effect on women and girls*. *The Lancet*.

[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(20\)31679-2](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(20)31679-2)

- <sup>218</sup> T. Robertson, E. D. Carter, V. B. Chou, A. R. Stegmuller, B. D. Jackson, Y. Tam, T. Sawadogo-Lewis et N. Walker (2020), *Early estimates of the indirect effects of the COVID-19 pandemic on maternal and child mortality in low-income and middle-income countries: A modelling study*. *The Lancet Global Health*, Vol. 8, Issue 7. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30229-1](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30229-1)
- <sup>219</sup> Science Daily (2020), *Nepal lockdown halved health facility births and increased stillbirths and newborn deaths*. <https://www.sciencedaily.com/releases/2020/08/200810183926.htm>
- <sup>220</sup> The Economist (2020), *A lack of data on race hampers efforts to tackle inequalities*. <https://www.economist.com/leaders/2020/11/21/a-lack-of-data-on-race-hampers-efforts-to-tackle-inequalities>.
- <sup>221</sup> S. Artiga, B. Corallo et O. Pham (2020), *Racial Disparities in COVID-19: Key Findings from Available Data and Analysis* (données pour mars-juillet 2020). <https://www.kff.org/racial-equity-and-health-policy/issue-brief/racial-disparities-covid-19-key-findings-available-data-analysis/>
- <sup>222</sup> Rapport du CDC d'octobre avec les taux de mortalité pour mai-août par race : <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6942e1.htm>
- <sup>223</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid.*
- <sup>224</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid.*
- <sup>225</sup> P. Baqui et al. (2020), *Ethnic and regional variations in hospital mortality from COVID-19 in Brazil: a cross-sectional observational study*. *The Lancet Global Health*, Vol. 8, Issue 8. [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30285-0](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30285-0)
- <sup>226</sup> Global Voices (2020), *In Brazil, COVID-19 death rate for black community is higher than for other populations*. <https://globalvoices.org/2020/06/29/in-brazil-covid-19-death-rate-for-black-community-is-higher-than-for-other-populations/>
- <sup>227</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *ibid.*
- <sup>228</sup> B. A. Pratt et L. Frost (2020), *COVID-19 and the Status of Women's, Children's, and Adolescents' Health and Rights: A Targeted Literature Review of Current Evidence for Action on Universal Health Care (UHC) and Accountability*. <https://iapewec.org/wp-content/uploads/2020/05/Final-Targeted-Review-Covid-and-Accountability-for-Womens-Childrens-and-Adolescents-Health-GLOHI-1.pdf>
- <sup>229</sup> D'après les données recueillies par le Réseau ecclésial pan-amazonien (REPAM) et le coordinateur des organisations autochtones du bassin du fleuve Amazone (COICA), consultées le 23 novembre 2020. Disponible à l'adresse <https://redamazonica.org/covid-19-panamazonia/pueblos-indigenas/>
- <sup>230</sup> The Economist (2020), *A lack of data on race hampers efforts to tackle inequalities*. <https://www.economist.com/leaders/2020/11/21/a-lack-of-data-on-race-hampers-efforts-to-tackle-inequalities> et G. Kolata (2020), *Social Inequities Explain Racial Gaps in Pandemic, Studies Find*. *New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/12/09/health/coronavirus-black-hispanic.html?referringSource=articleShare>
- <sup>231</sup> A. S. Go, D. Mozaffarian, V. L. Roger et al. (2014), *Executive summary: heart disease and stroke statistics – 2014 update: a report from the American Heart Association*. *Circulation*. 2014;129:399–410. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24446411/>
- <sup>232</sup> R. Unnikrishnan, P. K. Gupta, V. Mohan (2018), *Diabetes in south Asians: phenotype, clinical presentation, and natural history*. *Current Diabetes Reports*, 2018;18:30. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/29671131/>
- <sup>233</sup> N. Korunovska et Z. Jovanovic (2020), *Roma in the COVID-19 Crisis: An early warning from six EU member states*. Open Society Foundations. <https://www.opensocietyfoundations.org/publications/roma-in-the-covid-19-crisis>
- <sup>234</sup> M. Stanbury et K. D. Rosenman (2014), *Occupational health disparities: a state public health-based approach*. *American Journal of Industrial Medicine*, 2014 May;57(5):596-604. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24375809/>
- <sup>235</sup> D. Williams et T. Rucker (2020), *Understanding and Addressing Racial Disparities in Health Care*. Examen des recherches Medicare et Medicaid. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4194634/>
- <sup>236</sup> B. Farmer (2020), *The coronavirus doesn't discriminate, but U.S. health care showing familiar biases*. NPR. <https://www.npr.org/sections/health-shots/2020/04/02/825730141/the-coronavirus-doesntdiscriminate-but-u-s-health-care-showing-familiarbiases>
- <sup>237</sup> S. Paliath (2020), *In India, 90% sanitation workers don't have health insurance even amid the coronavirus crisis*. Scroll.in. <https://scroll.in/article/969017/in-india-90-sanitation-workers-dont-have-health-insurance-even-amid-the-coronavirus-crisis>
- <sup>238</sup> Oxfam International (2020), *Shelter from the storm. The global need for universal social protection in times of COVID-19*. <http://hdl.handle.net/10546/621132>
- <sup>239</sup> Organisation internationale du Travail (2020), *Les réponses de la protection sociale à la*

*pandémie de COVID-19 dans les pays en développement : Renforcer la résilience grâce à la mise en place d'une protection sociale universelle.* [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed\\_protect/---soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_747844.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_747844.pdf)

- 240 U. Gentilini, M. Almenfi, P. Dale et al. (2020), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*. Banque mondiale. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/295321600473897712/pdf/Social-Protection-and-Jobs-Responses-to-COVID-19-A-Real-Time-Review-of-Country-Measures-September-18-2020.pdf>
- 241 Oxfam International (2020), *Shelter from the storm. The global need for universal social protection in times of COVID-19.* <http://hdl.handle.net/10546/621132>. Oxfam a utilisé un pourcentage du PIB par habitant au lieu d'une valeur absolue pour mettre en lumière les gros écarts entre les pays et tenir compte de la capacité d'un pays à financer des prestations. Les 15 % se basent sur une prestation médiane pour une pension financée par l'impôt dans l'hémisphère Sud telle que calculée par les partenaires de développement d'Oxfam dans l'étude des programmes des gouvernements dans le monde menée dans l'optique du présent rapport. Etant donné qu'une pension a pour vocation de remplacer le revenu d'une personne pour lui permettre de vivre sans travailler, son montant constitue un bon indicateur du niveau adéquat requis des prestations.
- 242 Oxfam International (2020), *Shelter from the storm.* *ibid.*
- 243 Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (2020), *Limited fiscal space puts the Arab region recovery from COVID-19 at risk.* [https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00230\\_covid-19\\_limited-fiscal-space-en\\_june30\\_f.pdf](https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/20-00230_covid-19_limited-fiscal-space-en_june30_f.pdf)
- 244 S. Kidd, D. Athias et A. Tran (2020), *Addressing the COVID-19 economic crisis in Asia through social protection.* PNUD. <https://www.developmentpathways.co.uk/wp-content/uploads/2020/05/Social-Protection-and-Covid-19-in-Asia.pdf>
- 245 Network of Action for Migrant Workers et Oxfam au Vietnam (2020), *Leave No One Behind: Policy recommendation on social assistance for informal workers, migrant workers and workers without a labour contract.* [https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/vietnam.oxfam.org/s3fs-public/file\\_attachments/Policy%20brief\\_social%20assistance%20packageCOVID19.pdf](https://oi-files-cng-prod.s3.amazonaws.com/vietnam.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/Policy%20brief_social%20assistance%20packageCOVID19.pdf)
- 246 The Logical Indian (2020), *1.06 Crore Migrant Labourers Returned Home States on Foot During Lockdown: Centre To Lok Sabha.* <https://thelogicalindian.com/mentalhealth/106-crore-migrant-labourers-returned-home-states-on-foot-23950>
- 247 L'Inde ne tient aucun registre officiel des décès pour les travailleurs et les travailleuses migrant-e-s. On peut toutefois observer que le pays a enregistré 29 415 décès dus à des accidents de la route entre mars et juin 2020, au pic de la pandémie. M. D. Gupta (2020), *29,415 road accident deaths during lockdown, but no separate data on migrants, govt says.* The Print. <https://theprint.in/india/29415-road-accident-deaths-during-lockdown-but-no-separate-data-on-migrants-govt-says/511043/>. 80 autres personnes sont mortes à bord de trains spéciaux alors qu'elles rentraient chez elles. D. Mishra (2020), *RTI Shows the Government Did Collect Data on Deaths of Migrant Workers During Lockdown.* The Wire. <https://thewire.in/rights/centre-indian-railways-lockdown-deaths-migrant-workers-shramik-special-rti>
- 248 ONU Femmes (2020), *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.* <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>
- 249 ONU Femmes (2020), *From Insight to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19.* <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>
- 250 PNUD (2020), *COVID-19 Global Gender Response Tracker Fact Sheets.* <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/COVID-19-Global-Gender-Response-Tracker.html>
- 251 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC) (2020), *The Social Challenge in Times of Covid-19.* [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45544/1/S2000324\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45544/1/S2000324_en.pdf)
- 252 UNESCO (2020), *Éducation : de la fermeture des établissements scolaires à la reprise.* <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>
- 253 UNESCO, UNICEF et Banque mondiale (2020), *What Have We Learnt? Findings from a survey of ministries of education on national responses to COVID-19.* <https://data.unicef.org/resources/national-education-responses-to-covid19/>
- 254 UNESCO (2020), *COVID-19 Education Response: How many students are at risk of not returning to school? Document de plaidoyer, juin 2020.* <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000373992>
- 255 T. Baker et B. Kariuki (2020), *Nearly one million pregnant sub-Saharan African girls may be*



- blocked from returning to school following COVID-19.* World Vision.  
<https://www.wvi.org/stories/view/nearly-one-million-pregnant-sub-saharan-african-girls-may-be-blocked-returning-school>
- 256 FNUAP (2020), *Violence, mariage d'enfants, mutilations génitales et grossesses non désirées : des millions de cas supplémentaires estimés dus à la pandémie de COVID-19.* New York : Fonds des Nations Unies pour la population. <https://www.unfpa.org/fr/news/violence-mariage-denfants-mutilations-g%C3%A9nitaes-et-grossesses-non-d%C3%A9sir%C3%A9es-des-millions-de-cas>
- 257 UNESCO (2020), *Les filles seront plus durement touchées par les fermetures d'écoles dues au COVID-19.* <https://fr.unesco.org/news/filles-seront-plus-durement-touchees-fermetures-decoles-dues-au-covid-19>
- 258 E. A. Hanushek et I. Woessmann (2020), *The Economic Impacts of Learning Losses.* OCDE. <http://www.oecd.org/education/The-economic-impacts-of-coronavirus-covid-19-learning-losses.pdf>
- 259 G. Psacharopoulos, V. Collis, H. A. Patrinos et E. Vegas (2020), *Lost Wages: The COVID-19 Cost of School Closures.* EconStor/GLO Discussion Paper No 548. <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/217486/1/GLO-DP-0548.pdf>
- 260 S. Carvalho et S. Hares (2020), *More from Our Database on School Closures: New Education Policies May Be Increasing Educational Inequality.* Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/blog/more-our-database-school-closures-new-education-policies-may-be-increasing-educational>
- 261 M. Busso et J. Camacho Munoz (2020), *Pandemic and Inequality: How Much Human Capital Is Lost When Schools Close?* Blog Ideas Matter, 13 avril 2020. <https://blogs.iadb.org/ideas-matter/en/pandemic-and-inequality-how-much-human-capital-is-lost-when-schools-close/>
- 262 UNESCO (2020), *Developing digital learning materials for ethnolinguistic minority children.* <https://bangkok.unesco.org/content/developing-digital-learning-materials-ethnolinguistic-minority-children>
- 263 UNICEF (2016), *Les filles consacrent chaque jour 160 millions d'heures de plus que les garçons aux tâches domestiques.* <https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/les-filles-consacrent-chaque-jour-160-millions-d%E2%80%99heures-de-plus-que-les>
- 264 Save the Children (2020), *Protect a Generation: The impact of COVID-19 on children's lives.* <https://resourcecentre.savethechildren.net/library/protect-generation-impact-covid-19-childrens-lives>
- 265 OCDE (2018), *Bridging the Digital Gender Divide: Include, Upskill, Innovate.* <http://www.oecd.org/internet/bridging-the-digital-gender-divide.pdf> ; et UN News (2019), *In tech-driven 21st century, achieving global development goals requires closing digital gender divide.* <https://news.un.org/en/story/2019/03/1034831>
- 266 UNESCO (2020), *Action immédiate : Atténuer l'incidence de la COVID-19 sur la réalisation de l'ODD 4.* <https://fr.unesco.org/gem-report/COVIDcostSDG4>
- 267 R. L. Lewis-McCoy (2020), *Pandemic Pods Will Make the Inequality in American Schools Even Worse.* Barron's. <https://www.barrons.com/articles/parents-are-forming-exclusive-school-pods-more-inequality-will-follow-51595511661>
- 268 A. Gavrielatos (2020), *Edtech and COVID-19.* NSW Teachers Federation. <https://news.nswtf.org.au/blog/columns/2020/07/edtech-and-covid-19>
- 269 Organisation internationale du Travail (2020), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail. Sixième édition - Estimations actualisées et analyses.* [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_755930.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_755930.pdf)
- 270 OCDE (2020), *Worker Security and the COVID-19 Crisis: OECD Employment Outlook 2020.* [https://www.oecd.org/employment-outlook?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=empoutlookjul2020&utm\\_content=en&utm\\_term=pac-report](https://www.oecd.org/employment-outlook?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=empoutlookjul2020&utm_content=en&utm_term=pac-report). Ces chiffres concernent uniquement les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.
- 271 Organisation internationale du Travail (2020), *Les réponses de la protection sociale à la pandémie de COVID-19 dans les pays en développement : Renforcer la résilience grâce à la mise en place d'une protection sociale universelle.* [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---soc\\_sec/documents/publication/wcms\\_747844.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_747844.pdf)
- 272 Oxfam et Development Finance International (DFI) (2020), *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020.* <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-en-periode-de-covid-19-indice-de-lengagement-la-reduction-des>
- 273 *The New York Times.* (2020), *As Coronavirus Deepens Inequality, Inequality Worsens Its Spread.* 15 mars 2020. <https://www.nytimes.com/2020/03/15/world/europe/coronavirus-inequality.html>

- <sup>274</sup> P. Krar (2020), *Several states extend working hours from 8 to 12 hours in factories*. *The Economic Times*. <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/policy/states-extend-working-hours-from-8-to-12-hours-in-factories/articleshow/75342462.cms?from=mdr>
- <sup>275</sup> McKinsey Global Institute (2020), *COVID-19 and gender equality: Countering the regressive effects*. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>
- <sup>276</sup> Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (2020), *The impact of COVID-19 on gender inequality in the Arab Region*. <https://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20arab%20states/attachments/publications/2020/04/impact%20of%20covid%20on%20gender%20equality%20-%20policy%20brief.pdf?la=en&vs=4414>
- <sup>277</sup> A. Andrew, S. Cattan, M. Costa Dias, C. Farquharson, L. Kraftman, S. Krutikova, A. Phimister et A. Sevilla (2020), *How are mothers and fathers balancing work and family under lockdown?* Institute for Fiscal Studies. <https://www.ifs.org.uk/publications/14860>
- <sup>278</sup> ONU Femmes (2020), *The economic and social impact of COVID-19 on women and men: Rapid Gender Assessment of COVID-19 implications in Turkey*. <https://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20eca/attachments/publications/2020/06/rapid%20gender%20assessm ent%20report%20turkey.pdf?la=en&vs=438>
- <sup>279</sup> M. Brussevich, E. Dabla-Norris et S. Khalid (2020), *Teleworking is Not Working for the Poor, the Young, and the Women*. Blog du FMI. <https://blogs.imf.org/2020/07/07/teleworking-is-not-working-for-the-poor-the-young-and-the-women/>
- <sup>280</sup> Organisation internationale du Travail (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique*. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_734075/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_734075/lang--fr/index.htm)
- <sup>281</sup> D'après la Banque mondiale, pendant la pandémie, les entreprises détenues par des femmes (dans plus de 50 pays avec une page Facebook professionnelle active) étaient près de 6 % plus susceptibles de fermer que les entreprises détenues par des hommes. M. Goldstein, P. Gonzalez Martinez, S. Papineni et J. Wimpey (2020), *The Global State of Small Business during COVID-19: Gender Inequalities*. Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/global-state-small-business-during-covid-19-gender-inequalities>. Les « attributs régionaux » correspondent aux disparités de mesure entre les régions qui influent sur le chiffre de 6 % avancé par les auteur-e-s.
- <sup>282</sup> McKinsey Global Institute (2020), *COVID-19 and gender equality: Countering the regressive effects*. <https://www.mckinsey.com/featured-insights/future-of-work/covid-19-and-gender-equality-countering-the-regressive-effects#>
- <sup>283</sup> Aux États-Unis : Institute for Policy Studies (2020), *Racial Economic Inequality*. <https://inequality.org/facts/racial-inequality/>. Au Royaume-Uni : N. McIntyre, A. Mohdin et T. Thomas (2020), *BAME workers disproportionately hit by UK Covid-19 downturn, data shows*. *The Guardian* <https://www.theguardian.com/society/2020/aug/04/bame-workers-disproportionately-hit-uk-economic-downturn-data-shows-coronavirus>
- <sup>284</sup> E. Gould et V. Wilson (2020), *Black workers face two of the most lethal preexisting conditions for coronavirus—racism and economic inequality*. Economic Policy Institute. <https://www.epi.org/publication/black-workers-covid/>
- <sup>285</sup> U.S. Bureau of Labor Statistics (2020), *Employment Situation Summary*. 2 octobre 2020. <https://www.bls.gov/news.release/empsit.nr0.htm>
- <sup>286</sup> N. Banks (2019), *Black women's labor market history reveals deep-seated race and gender discrimination*. <https://www.epi.org/blog/black-womens-labor-market-history-reveals-deep-seated-race-and-gender-discrimination/>
- <sup>287</sup> E. Gould et V. Wilson (2020), *Black workers face two of the most lethal preexisting conditions for coronavirus—racism and economic inequality*. Economic Policy Institute. <https://www.epi.org/publication/black-workers-covid/>
- <sup>288</sup> Human Rights Campaign Foundation (2020), *The impact of COVID-19 on LGBTQ communities of color*. [https://assets2.hrc.org/files/assets/resources/COVID\\_19\\_EconImpact-CommunitiesColor052020d.pdf](https://assets2.hrc.org/files/assets/resources/COVID_19_EconImpact-CommunitiesColor052020d.pdf)
- <sup>289</sup> J. Lim (2020), *Survey of labour force shows racialized unemployment gap due to COVID-19*. *iPolitics*. <https://ipolitics.ca/2020/08/07/july-labour-force-survey-shows-racialized-gap-in-unemployment-due-to-covid-19/>
- <sup>290</sup> EU Science Hub (2020), *JRC analyses COVID-19 impact on economy and labour markets to help guide EU response*. <https://ec.europa.eu/jrc/en/news/jrc-analyses-covid-19-impact-economy-and-labour-markets-help-guide-eu-response>
- <sup>291</sup> M. Brussevich, E. Dabla-Norris et S. Khalid (2020), *Who will Bear the Brunt of Lockdown Policies? Evidence from Tele-workability Measures Across Countries*. Document de travail du FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2020/06/12/Who-will-Bear-the-Brunt-of-Lockdown-Policies-Evidence-from-Tele-workability-Measures-Across-49479>
- <sup>292</sup> Aux États-Unis, par exemple, les travailleuses et travailleurs noirs occupent 26 % des emplois dans le transport, près de 20 % des emplois dans la garde d'enfants et les services sociaux et plus de 14 % des emplois dans les supermarchés et les épiceries de proximité. E. Gould et

- V. Wilson (2020), *Black workers face two of the most lethal preexisting conditions for coronavirus—racism and economic inequality*. Economic Policy Institute. <https://www.epi.org/publication/black-workers-covid/>
- 293 ONU Femmes (2020), *From Insights to Action: Gender equality in the wake of COVID-19*. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19-en.pdf?la=en&vs=5142>
- 294 J. Silver-Greenberg, D. Enrich, J. Drucker et S. Cowley (2020), *Large, Troubled Companies Got Bailout Money in Small-Business Loan Program*. *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/04/26/business/coronavirus-small-business-loans-large-companies.html>
- 295 I. Couet et R. Honoré (2020), *Budget : passe d'armes à l'Assemblée sur la baisse des impôts de production*. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-passe-darmes-a-lassemblee-sur-la-baisse-des-impots-de-production-1256180>
- 296 PNUD (2020), *COVID-19 Global Gender Response Tracker Fact Sheets*. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/COVID-19-Global-Gender-Response-Tracker.html>
- 297 AFL-CIO (2020), *Executive Pay Watch*. Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles. <https://aflcio.org/paywatch>
- 298 Organisation internationale du Travail (2020), *Rapport mondial sur les salaires 2018/19 : Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes ?* p. 6. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_737029/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_737029/lang--fr/index.htm)
- 299 Organisation internationale du Travail (2020), *Rapport mondial sur les salaires 2018/19 : Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes ?* p. 65. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_737029/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_737029/lang--fr/index.htm)
- 300 United Steelworkers (2020), *Not Even the Bare Minimum: Bangladeshi Garment Workers' Wages and the Responsibility of Canadian Brands*. (À paraître)
- 301 L. Addati, U. Cattaneo, V. Esquivel et I. Valarino (2018), *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : Organisation internationale du Travail. [https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS\\_712833/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm)
- 302 M. Bolis et al. (2020), *Le travail de soin aux temps du coronavirus : Pourquoi le travail de soin est-il un enjeu essentiel pour la construction d'un futur féministe après le COVID-19 ?* Oxfam International : Oxford. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621009/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-250620-summary-fr.pdf>. Cette étude a été réalisée aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, aux Philippines et au Kenya. Elle exploitait des informations complémentaires extraites d'un programme connexe en Tunisie.
- 303 Women's Budget Group, Queen Mary University of London, Fawcett Society, London School of Economics and Political Science (2020), *BAME women and Covid-19 – Research evidence*. <https://wbg.org.uk/wp-content/uploads/2020/06/BAME-women-and-Covid-FINAL.pdf>
- 304 PNUD (2020), *Gender Gaps in the Care Economy during the COVID-19 Pandemic in Turkey*. <https://www.tr.undp.org/content/turkey/en/home/library/corporatereports/COVID-gender-survey-report.html>
- 305 Organisation internationale du Travail (2020), *COVID-19 crisis and the informal economy: Immediate responses and policy challenges*. [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_743623.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf)
- 306 Quartz Africa (2020), *Across Africa, a reliance on the informal sector threatens effective coronavirus lockdowns*. <https://qz.com/africa/1831785/coronavirus-citizens-in-africas-informal-economy-try-to-survive/>
- 307 ECLAC (2020), *The Social Challenge in Times of COVID-19*. [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45544/1/S2000324\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45544/1/S2000324_en.pdf)
- 308 A. Bishop (2020), *Vulnerability amplified: The impact of the COVID-19 pandemic on LGBTIQ people*. OutRight Action International. [https://outrightinternational.org/sites/default/files/COVIDsReportDesign\\_FINAL\\_LR\\_0.pdf](https://outrightinternational.org/sites/default/files/COVIDsReportDesign_FINAL_LR_0.pdf)
- 309 Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2019), *État de la migration dans le monde 2020*. [https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr\\_2020\\_fr.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2020_fr.pdf)
- 310 Immigration Data Portal (2020), *Migration data relevant for the COVID-19 pandemic*. <https://migrationdataportal.org/themes/migration-data-relevant-covid-19-pandemic>
- 311 B. Makooi (2020), *Abandoned by employers, Ethiopian domestic workers are dumped on Lebanon's streets*. France 24. <https://www.france24.com/en/20200625-abandoned-by-employers-ethiopian-domestic-workers-are-dumped-on-lebanon-s-streets>
- 312 N. Egbunike (2020), *Abused and infected with COVID-19, Nigerian domestic workers are stranded in Beirut*. *Global Voices*. <https://globalvoices.org/2020/08/13/abused-and-infected-with-covid-19-nigerian-domestic-workers-are-stranded-in-beirut/>

- 313 LGBT Foundation (2020), *Why LGBT People are Disproportionately Impacted by COVID-19*. <https://lgbt.foundation/coronavirus/why-lgbt-people-are-disproportionately-impacted-by-coronavirus>
- 314 K. Wickramage et al. (2018), *Missing: Where are the migrants in pandemic influenza preparedness plans?* *Health and Human Rights Journal*, 2018 Jun; 20(1): 251-258. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC6039731/>
- 315 *The Economic Times* (2020), *Remittances to South Asia to dip 22% in 2020: World Bank*. <https://economictimes.indiatimes.com/news/economy/finance/remittances-to-south-asia-to-dip-22-in-2020-wb/articleshow/75305762.cms?from=mdr>
- 316 S. Adhikari (2020), *COVID-19 et baisse des envois de fonds nationaux en Afrique : quelles conséquences pour les ménages pauvres ?* Blogs de la Banque mondiale. <https://blogs.worldbank.org/fr/african/covid-19-et-baisse-des-envois-de-fonds-nationaux-en-afrique>
- 317 Oxfam Amérique (2020), *Disposable: In the face of COVID-19, the poultry industry seems willing to pay for cheap chicken with workers' lives*. [https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable\\_Poultry\\_COVID.pdf](https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable_Poultry_COVID.pdf)
- 318 Plus d'informations sur l'histoire de Miska Jean Baptiste ici : Oxfam Amérique. (2020), *Disposable: In the face of COVID-19, the poultry industry seems willing to pay for cheap chicken with workers' lives*. p. 8 [https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable\\_Poultry\\_COVID.pdf](https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/Disposable_Poultry_COVID.pdf).
- 319 Programme alimentaire mondial (2020), *World Food Programme to assist largest number of hungry people ever, as coronavirus devastates poor nations*. <https://www.wfp.org/news/world-food-programme-assist-largest-number-hungry-people-ever-coronavirus-devastates-poor>
- 320 Oxfam (2020), *Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé*. Document d'information médias. Oxfam International : Oxford. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-seme-la-faim-dans-un-monde-affame>. Le PAM a estimé qu'il y aurait en 2020 environ 121 millions de personnes supplémentaires souffrant de la faim à un niveau critique (phase 3 de l'IPC ou au-delà) du fait des impacts socio-économiques de la pandémie. Le taux de mortalité journalier pour la phase 3 de l'IPC (et au-delà) est estimé à 0,5–1 pour 10 000 personnes, soit 6 050 à 12 100 décès quotidiens à cause de la faim et en lien avec la pandémie avant fin 2020.
- 321 Ces foyers sont le Yémen, la République démocratique du Congo (RDC), l'Afghanistan, le Venezuela, le Sahel en Afrique de l'Ouest, l'Éthiopie, le Soudan, le Soudan du Sud, la Syrie et Haïti. Voir Oxfam (2020), *Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé*. Document d'information médias. Oxfam International : Oxford. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-seme-la-faim-dans-un-monde-affame>
- 322 Oxfam (2020), *Le virus de la faim : comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé*. Document d'information médias. Oxfam International : Oxford. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-virus-de-la-faim-comment-le-coronavirus-seme-la-faim-dans-un-monde-affame>. Oxfam a recueilli des données sur les versements de dividendes des huit plus grandes entreprises du secteur alimentaire et des boissons dans le monde jusqu'à début juillet 2020 en recoupant les informations des sites Web des entreprises, du NASDAQ et de Bloomberg. Les chiffres sont arrondis au million le plus proche : Coca-Cola (3,522 milliards de dollars), Danone (1,348 milliard de dollars), General Mills (594 millions de dollars), Kellogg (391 millions de dollars), Mondelez (408 millions de dollars), Nestlé (8,248 milliards de dollars sur l'année entière), PepsiCo (2,749 milliards de dollars) et Unilever (env. 1,180 milliard de dollars). Bon nombre de ces entreprises poursuivent leur action pour lutter contre la COVID-19 et/ou la faim dans le monde.
- 323 Nations Unies (2020), *UN OCHA Financial Tracking Service*. Dernière visite le 22 novembre 2020. <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary>. Le Plan de réponse humanitaire des Nations Unies face à la COVID-19 était financé à hauteur de 3,64 milliards de dollars en novembre 2020.
- 324 M. Hope (2019), *Cyclones in Mozambique may reveal humanitarian challenges of responding to a new climate reality*. *The Lancet*. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(19\)30131-7](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(19)30131-7)
- 325 L. Schlein (2020), *Hunger Stalks Thousands in Northern Mozambique as Conflict Escalates*. <https://www.voanews.com/africa/hunger-stalks-thousands-northern-mozambique-conflict-escalates>
- 326 T. Cebola (2020), *Mozambique: Virus Fears As Mozambique Conflict Fuels Overcrowding, Hunger*. Reuters. <https://news.trust.org/item/20201016020709-nietk/>
- 327 United States Census Bureau (2020), *Measuring Household Experiences during the Coronavirus Pandemic. Household Pulse Survey – Phase 3*. <https://www.census.gov/householdpulsedata>
- 328 CARE (2020), *Left Out and Left Behind: Ignoring Women Will Prevent Us From Solving the Hunger Crisis*. Rapport sur les politiques CARE. <https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/08/Left-Out-and-Left-Behind.pdf>
- 329 Organisation internationale du Travail (2019), *Application de la Convention N° 169 relative aux*

- Peuples Indigènes et Tribaux : pour un avenir inclusif, durable et juste*, p. 21.  
[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms\\_754261.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---gender/documents/publication/wcms_754261.pdf)
- 330 A. Roy (2020), *The pandemic is a portal*. *Financial Times*.  
<https://www.ft.com/content/10d8f5e8-74eb-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- 331 L. DiCaprio (2020), *The 100 Most Influential People of 2020: Nemonte Nenquimo*. *Time*.  
<https://time.com/collection/100-most-influential-people-2020/5888337/nemonte-nenquimo/>
- 332 L. Zamore et B. Phillips (2020), *COVID-19 and Public Support for Radical Policies*. NYU Center on International Cooperation. <https://cic.nyu.edu/sites/default/files/zamore-phillips-covid19-public-support-radical-policies-web-final.pdf>
- 333 N. Boyon (2020), *Around the world, people yearn for significant change rather than a return to "pre-COVID normal"*. Ipsos. <https://www.ipsos.com/en/global-survey-unveils-profound-desire-change-rather-return-how-life-and-world-were-covid-19>
- 334 Edelman (2020), *Edelman Trust Barometer 2020. Spring Update: Trust and the COVID-19 Pandemic*. [https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2020-05/2020 Edelman Trust Barometer Spring Update.pdf](https://www.edelman.com/sites/g/files/aatuss191/files/2020-05/2020_Edelman_Trust_Barometer_Spring_Update.pdf)
- 335 *Empresarios Nacionales para el Desarrollo Argentino* (2020), *8 de cada 10 pymes apoya el aporte extraordinario a las grandes fortunas*. <https://enac.org.ar/contenido/1556/8-de-cada-10-pymes-apoya-el-aporte-extraordinario-a-las-grandes-fortunas>
- 336 L. Zamore et B. Phillips (2020), *COVID-19 and Public Support for Radical Policies*. NYU Center on International Cooperation. <https://cic.nyu.edu/sites/default/files/zamore-phillips-covid19-public-support-radical-policies-web-final.pdf>
- 337 M. Busby (2020), *Cap excessive pay to tackle UK jobs crisis and inequality, urges thinktank*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/inequality/2020/oct/08/cap-excessive-pay-to-tackle-uk-jobs-crisis-and-inequality-urges-thinktank>. Enquête initiale disponible ici : <https://www.survation.com/public-support-for-maximum-wage-capped-at-100000-per-year/>
- 338 D. Bricker (2020), *Majority of people expect government to make environment a priority in post COVID-19 recovery*. Ipsos. <https://www.ipsos.com/en/majority-people-expect-government-make-environment-priority-post-covid-19-recovery>
- 339 K. Schwab (2020), *We must move on from neoliberalism in the post-COVID era*. Forum économique mondial. <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/coronavirus-covid19-recovery-capitalism-environment-economics-equality/>
- 340 *Financial Times* (2020), *Global economy: the week that austerity was officially buried*. <https://www.ft.com/content/0940e381-647a-4531-8787-e8c7dafbd885>
- 341 *Financial Times* (2020), *Virus lays bare the frailty of the social contract*. <https://www.ft.com/content/7eff769a-74dd-11ea-95fe-fcd274e920ca>
- 342 Oxfam et Development Finance International (DFI) (2020), *Combattre les inégalités en période de COVID-19 : Indice de l'engagement à la réduction des inégalités 2020*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/combattre-les-inegalites-en-période-de-covid-19-indice-de-l'engagement-la-reduction-des>
- 343 S. LaMotte (2019), *Meet the smoking-free, carbon-negative country that passes no law unless it improves citizens' well-being*. CNN. <https://edition.cnn.com/2019/09/13/health/bhutan-gross-national-happiness-wellness/index.html>
- 344 BBC (2019), *Iceland puts well-being ahead of GDP in budget*. <https://www.bbc.com/news/world-europe-50650155>
- 345 New Zealand Treasury (2019), *The Wellbeing budget 2019*. <https://www.treasury.govt.nz/sites/default/files/2019-05/b19-wellbeing-budget.pdf>
- 346 Site Web officiel du gouvernement de Nouvelle-Zélande (2019), *Wellbeing Budget 2019*. <https://www.beehive.govt.nz/feature/wellbeing-budget-2019>
- 347 D. Boffey (2020), *Amsterdam to embrace 'doughnut' model to mend post-coronavirus economy*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/08/amsterdam-doughnut-model-mend-post-coronavirus-economy>
- 348 BBC News (2020), *Why Shanghai dropped its GDP measure*. <https://www.bbc.com/news/av/business-31394781>
- 349 M. Ceroni (2014), *Beyond GDP: US states have adopted genuine progress indicators*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2014/sep/23/genuine-progress-indicator-gdp-gpi-vermont-maryland>
- 350 Adapté de K. Piaget, C. Coffey, S. Molano et M. J. Moreno Ruiz (2020), *Un futur féministe L'éthique du soin au service des personnes, de la justice et des droits*. Oxfam. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621046/dp-feminist-futures-caring-people-justice-rights-140920-fr.pdf>
- 351 CIVICUS (2019), *State of Civil Society Report 2019*. <https://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2019>

- 352 CIVICUS (2020), *State of Civil Society Report 2020*. <https://www.civicus.org/index.php/state-of-civil-society-report-2020>
- 353 M. Ghiabi (2020), *Mutual Aid and Solidarity in Iran during the COVID-19. Pandemic*. <https://merip.org/2020/04/mutual-aid-and-solidarity-in-iran-during-the-covid-19-pandemic/>
- 354 D. Collins (2020), *'The people are not afraid any more': young Peruvians rise up to demand change*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/nov/25/peru-youth-movement-politics>
- 355 All Africa (2020), *Nigeria: #EndSARS – Why Protests Continue Despite Govt's Concessions*. <https://allafrica.com/stories/202010190525.html>
- 356 Oxfam (2020), *Spending, Accountability, and Recovery Measures Included in IMF COVID-19 Loans*. <https://www.oxfam.org/en/international-financial-institutions/imf-covid-19-financing-and-fiscal-tracker>
- 357 ONU Femmes (2020), *Advice From Activists: How COVID-19 is changing climate activism for young women*. <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/compilation-covid-19-and-climate-activism>
- 358 FEMNET (2020), *African feminist post-Covid-19 economic recovery statement*. <https://femnet.org/2020/07/african-feminist-post-covid-19-economic-recovery-statement/>. Extrait de la Déclaration sur la reprise économique post COVID-19 signée par 340 féministes africaines et adressée aux Envoyés spéciaux mandatés par l'Union africaine pour mobiliser l'aide internationale destinée à la lutte contre la pandémie en Afrique.
- 359 Oxfam (2017), *Une économie au service des 99 %*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/une-economie-au-service-des-99>
- 360 J. E. Stiglitz (2019), *It's time to retire metrics like GDP. They don't measure everything that matters*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/nov/24/metrics-gdp-economic-performance-social-progress>
- 361 J. E. Stiglitz et A. Sen (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*. <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/094000427.pdf>. Dans la même ligne, la Commission européenne mène un projet baptisé « Au-delà du PIB » et l'OCDE a lancé l'Initiative du vivre mieux.
- 362 P. Järvensivu, T. Toivanen, T. Vadén, V. Lähde, A. Majava et J. Eronen (2018), *Global Sustainable Development Report 2019 drafted by the Group of Independent Scientists*. <https://bios.fi/bios-governance-of-economic-transition.pdf>
- 363 OCDE (2019), *Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique. Rapport du Groupe consultatif du Secrétaire Général travaillant à l'élaboration d'un nouveau discours sur la croissance*. [http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=SG/NAEC\(2019\)3&docLanguage=fr](http://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=SG/NAEC(2019)3&docLanguage=fr). D'autres recommandations incluaient la pénalisation de différentes formes d'activités financières à forte intensité de carbone, spéculatives et non productives, la réforme du modèle de gouvernance des entreprises fondé sur la création de valeur actionnariale et du système de rémunération de leurs cadres dirigeants, la revalorisation des salaires minimums et de l'impôt sur la fortune, et la création de fonds souverains citoyens.
- 364 R. Eckersley (2019), *Your Money or your Life? Putting Wellbeing before GDP*. <https://www.resilience.org/stories/2019-12-17/your-money-or-your-life-putting-wellbeing-before-gdp/>
- 365 R. Hoekstra (2019), *Replacing GDP by 2030: Towards a Common Language for the Well-being and Sustainability Community*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108608558>
- 366 M. Lawson et al. (2019), *Services publics ou fortunes privées ?* Oxfam International. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620599/bp-public-good-or-private-wealth-210119-fr.pdf>
- 367 Entre 1995 et 2006, la part de la population costaricienne ayant accès aux soins de santé primaires est passée de 25 % à 93 %. *The Economist* (2018), *An affordable necessity: Special Report on Universal Health Care*. [https://globalhealth.washington.edu/sites/default/files/The\\_Economist\\_UHC\\_WithinReach.pdf](https://globalhealth.washington.edu/sites/default/files/The_Economist_UHC_WithinReach.pdf); et P. Sauma et J. D. Trejos (2014), *Social Public Spending, Taxes, Redistribution of Income, and Poverty in Costa Rica*. Commitment to Equity Working Paper No. 18. [http://www.commitmenttoequity.org/publications\\_files/CostaRica/CEQWPNo18\\_PubSpendTaxRedistIncandPoverCostaRica.pdf](http://www.commitmenttoequity.org/publications_files/CostaRica/CEQWPNo18_PubSpendTaxRedistIncandPoverCostaRica.pdf)
- 368 Oxfam (2020), *Open Letter: Uniting Behind A People's Vaccine Against COVID-19*. <https://medium.com/@Oxfam/uniting-behind-a-peoples-vaccine-against-covid-19-87eec640976>
- 369 UNESCO (2020), *Session extraordinaire de la Réunion mondiale sur l'éducation, L'éducation post-COVID-19 : Déclaration de la Réunion mondiale sur l'éducation 2020*. [https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374704\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374704_fre)
- 370 Insérer la référence vers le document d'orientation d'Oxfam sur la politique de protection

sociale paru en novembre 2020

- <sup>371</sup> PNUD (2020), *COVID-19 Global Gender Response Tracker Fact Sheets*, p. 8. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/COVID-19-Global-Gender-Response-Tracker.html>
- <sup>372</sup> PNUD, COVID-19 Global Gender Response Tracker. <https://data.undp.org/gendertracker/>. Dernière consultation le 27 novembre 2020.
- <sup>373</sup> Oxfam International (2020), *Shelter from the storm. The global need for universal social protection in times of COVID-19*. <http://hdl.handle.net/10546/621132>
- <sup>374</sup> UN News (2020), *Universal basic income the right prescription for Latin America & Caribbean – UN report*. <https://news.un.org/en/story/2020/05/1063792>
- <sup>375</sup> Open Knowledge Repository content related to COVID-19. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33635>
- <sup>376</sup> ECLAC (2020), *Fiscal Panorama of Latin America and the Caribbean, 2020: fiscal policy amid the crisis arising from the coronavirus disease (COVID-19) pandemic*. <https://www.cepal.org/en/publications/45731-fiscal-panorama-latin-america-and-caribbean-2020-fiscal-policy-amid-crisis>
- <sup>377</sup> Oxfam International (2020), *Le prix de la dignité : Un « plan de sauvetage pour tou-te-s » pour endiguer les ravages économiques de la crise du coronavirus et rebâtir un monde plus égalitaire*. Document d'information médias d'Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620976/mb-dignity%20not%20destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-fr.pdf>
- <sup>378</sup> J. Seghers (2020), *Quoi qu'il en coûte : Augmenter et transformer l'aide au développement suite à la crise du coronavirus pour sauver des millions de vies et réduire les inégalités dans le monde*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620982/bp-coronavirus-aid-060520-fr.pdf>
- <sup>379</sup> R. Horton (2020), *Coronavirus is the greatest global science policy failure in a generation. The Guardian*. <https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/apr/09/deadly-virus-britain-failed-prepare-mers-sars-ebola-coronavirus>
- <sup>380</sup> Oxfam (2019), *Crises alimentaires mondiales : les femmes rurales continuent à porter le fardeau de la pauvreté et la faim*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620708/bp-crisis-alimentaires-mondiales-femmes-rurales-continuent-porter-fardeau-pauvrete-faim-050419-fr.pdf>
- <sup>381</sup> U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>. Le travail sur l'« Economie pour le Bien Commun » propose une approche inspirante pour inciter les entreprises à placer l'être humain et la planète au premier plan de leurs modèles économiques. Christian Felber, père de l'Économie pour le Bien Commun, appelle à la consolidation des meilleurs modèles en place à travers le monde pour s'assurer que les grandes entreprises participent d'une économie résiliente, juste et durable. <https://www.ecogood.org/>
- <sup>382</sup> Oxfam (2020), *CAC40 : des profits sans lendemain ?* <https://www.oxfamfrance.org/rapports/cac-40-des-profits-sans-lendemain/>
- <sup>383</sup> Oxfam (2020), *Le prix de la dignité. Un « plan de sauvetage pour tou-te-s » pour endiguer les ravages économiques de la crise du coronavirus et rebâtir un monde plus égalitaire*. <https://www.oxfam.org/fr/publications/le-prix-de-la-dignite>
- <sup>384</sup> OIT (2019), *Le pouvoir des petits : libérer le potentiel des PME*. <https://www.ilo.org/infostories/fr-FR/Stories/Employment/SMEs>
- <sup>385</sup> CSI (2017), *Investing in the Care Economy: Simulating employment effects by gender in countries in emerging economies*. <https://socialprotection-humanrights.org/resource/investing-care-economy-simulating-employment-effects-gender-countries-emerging-economies/>
- <sup>386</sup> FAO (2017), *Mettre un terme à la pauvreté et à la faim grâce à l'investissement dans l'agriculture et les zones rurales*. <http://www.fao.org/3/i7556fr/I7556FR.pdf>
- <sup>387</sup> A. Sieber (2020), *CAN Briefing: Oil and gas phase out as part of a just economic revitalization, October 2020*. Climate Action Network International. <http://climatenetwork.org/publication/can-briefing-oil-and-gas-phase-out-part-just-economic-revitalization-october-2020>. Selon cette étude, aux États-Unis, un investissement à hauteur de 1 million de dollars dans les énergies renouvelables crée 7,49 emplois à plein temps contre seulement 2,65 emplois si ce même montant était investi dans les énergies fossiles.
- <sup>388</sup> S. Illing (2019), *Bullshit jobs: why they exist and why you might have one*. Vox. <https://www.vox.com/2018/5/8/17308744/bullshit-jobs-book-david-graeber-occupy-wall-street-karl-marx>
- <sup>389</sup> P. Espinoza Revollo (2021), *Le virus des inégalités : Note méthodologique*. Oxfam. Voir le téléchargement distinct sur la page pour cette publication.
- <sup>390</sup> S. Pizzigati (2018), *Minimum wage? It's time to talk about a maximum wage. The Guardian*.

- <https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/jun/30/minimum-wage-maximum-wage-income-inequality>
- 391 High Pay Centre (2020), *Paying for Covid: capping excessive salaries to save industries*. <https://highpaycentre.org/paying-for-covid-capping-excessive-salaries-to-save-industries/>
- 392 Mondragon, présentation disponible sur le site Web (dernière consultation le 13 novembre 2020) : [https://www.mondragon-corporation.com/wp-content/uploads/docs/MDGN-pres-CORPORATIVA\\_EN.pdf](https://www.mondragon-corporation.com/wp-content/uploads/docs/MDGN-pres-CORPORATIVA_EN.pdf)
- 393 PNUD (2020), *COVID-19 Global Gender Response Tracker Fact Sheets*, p. 11. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/womens-empowerment/COVID-19-Global-Gender-Response-Tracker.html>
- 394 U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>.
- 395 Dave Grace & Associates (2014), *Measuring the Size and Scope of the Cooperative Economy: Results of the 2014 Global Census on Co-operatives*. <https://www.un.org/esa/socdev/documents/2014/coopsegm/grace.pdf>
- 396 J. Schwettmann (2014), *The Role of Cooperatives in Achieving the Sustainable Development Goals: The economic dimension*. Organisation internationale du Travail. Genève : Organisation internationale du Travail. <https://ccr.ica.coop/sites/ccr.ica.coop/files/attachments/1.1%20Jurgen%20Schwettmann.pdf>
- 397 B. Doherty, H. Haugh et al. (2020), *Creating the New Economy: Business models that put people and planet first*. [https://wfto.com/sites/default/files/Business\\_Models\\_Report.pdf](https://wfto.com/sites/default/files/Business_Models_Report.pdf)
- 398 M. Eulerich et B. Fligge (2020), *Aggressive Berichterstattung in Deutschen Unternehmen: Der Einfluss der Mitbestimmung auf die Ausnutzung von Bilanzierungs und Steuergestaltungsspielräumen*. Institute für Mitbestimmung und Unternehmensführung, Hans-Böckler-Stiftung. [Allemand]. [https://www.boeckler.de/pdf/p\\_mbf\\_report\\_2020\\_62.pdf](https://www.boeckler.de/pdf/p_mbf_report_2020_62.pdf)
- 399 S. Stranahan et M. Kelly (2019), *Mission-led employee-owned firms: The best of the best*. Democracy Collaborative. <https://democracycollaborative.org/learn/publication/mission-led-employee-owned-firms-best-best>
- 400 B. Smith-Meyer (2020), *Tax the rich to reduce debt after recovery, IMF says*. Politico. [politico.eu/article/imf-tax-the-rich-to-reduce-debt-after-recovery/](https://politico.eu/article/imf-tax-the-rich-to-reduce-debt-after-recovery/)
- 401 U. Gneiting, N. Lusiani et I. Tamir (2020), *Covid-19 : les profits de la crise. Comment passer d'une économie au service des 1 % à une économie qui profite à tou-te-s*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/covid-19-les-profits-de-la-crise>
- 402 N. Abdo et S. Almasri (2020), *For a Decade of Hope Not Austerity in the Middle East and North Africa: Towards a fair and inclusive recovery to fight inequality*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/decade-hope-not-austerity-middle-east-and-north-africa>
- 403 N. Coplin et A Nwafor (2019), *It's Not All About The Money: Domestic revenue mobilization, reducing inequality and building trust with citizens*. Oxfam. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620754/bp-its-not-all-about-money-drm-080519-en.pdf>
- 404 ICRICT (2020), *Pandémie mondiale, reprise économique durable et fiscalité internationale*. <https://static1.squarespace.com/static/5a0c602bf43b5594845abb81/t/5ee7989ae173cc64d904037e/1592236197890/ICRICT+Pand%C3%A9mie+et+fiscalit%C3%A9+internationale.pdf>
- 405 GTZ (non daté), *Gender & Taxation: Why Care about Taxation and Gender Equality?* <https://www.oecd.org/dac/gender-development/44896295.pdf>
- 406 Organisation internationale pour les migrations (2016), *Barriers to Women's Land and Property Access and Ownership in Nepal*. Kathmandou : OIM. [https://publications.iom.int/system/files/pdf/barriers\\_to\\_women.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/barriers_to_women.pdf)
- 407 Buenos Aires Times (2020), *Senate approves one-time levy on assets for Argentina's richest*. <https://batimes.com.ar/news/argentina/senate-approves-one-time-levy-on-assets-for-argentinas-richest.phtml>
- 408 M. Marshall (2020), *The tipping points at the heart of the climate crisis*. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/science/2020/sep/19/the-tipping-points-at-the-heart-of-the-climate-crisis>
- 409 Oxfam (2019), *Populations contraintes de fuir : des déplacements exacerbés par le changement climatique*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620914/mb-climate-displacement-cop25-021219-fr.pdf>
- 410 Oxfam (2020) *Averting Ethnocide. Indigenous peoples and territorial rights in crisis in the face of COVID-19 in Latin America*. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621028/bp-avoiding-ethnocide-210720-en.pdf>
- 411 Agence internationale de l'énergie (2020), *World Energy Outlook 2020 shows how the*



*response to the Covid crisis can reshape the future of energy.* <https://www.iea.org/news/world-energy-outlook-2020-shows-how-the-response-to-the-covid-crisis-can-reshape-the-future-of-energy>

- <sup>412</sup> Le rapport World Energy Outlook 2020 de l'Agence internationale de l'énergie et les scénarios « en dessous de 1,5 °C » envisagés dans le rapport du GIEC sont univoques : pour réduire les émissions à court terme dans la limite d'un réchauffement climatique de 1,5 °C (sans dépassement et avec une utilisation limitée des technologies ayant une incidence négative - encore non établie - sur les émissions), il est impératif de prendre des mesures pour gérer à la fois la demande globale et les sources d'approvisionnement en énergie.
- <sup>413</sup> T. Carty, J. Kowalzig et B. Zagema (2020), *2020 : les vrais chiffres des financements climat*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/fr/publications/2020-les-vrais-chiffres-des-financements-climat>
- <sup>414</sup> Climate Action Network International (2020), *CAN briefing: Oil and gas phase out as part of a just economic revitalization, October 2020*. <http://climatenetwork.org/publication/can-briefing-oil-and-gas-phase-out-part-just-economic-revitalization-october-2020>
- <sup>415</sup> Forus (2020), *Public Letter: Public development banks must deliver on the world we want*. <https://forus-international.org/en/resources/193>
- <sup>416</sup> Agence internationale de l'énergie (2020), *Renewables 2020. Analysis and forecast to 2025*. <https://www.iea.org/reports/renewables-2020>
- <sup>417</sup> K. Hanks (2018), *Powering the transition: World Bank and other IFI energy lending in Asia*. Oxfam International. <https://www.oxfam.org/en/research/powering-transition-world-bank-and-other-ifi-energy-lending-asia>
- <sup>418</sup> J. Hickel (2020), *Degrowth: a response to Branko Milanovic*. <https://www.jasonhickel.org/blog/2017/11/19/why-branko-milanovic-is-wrong-about-de-growth>
- <sup>419</sup> K. Reytar, M. Chertock et P. Veit (2018), *Safeguarding the Carbon Stored in Indigenous and Community Lands is Essential to Meeting Climate Goals*. <https://www.wri.org/blog/2018/09/safeguarding-carbon-stored-indigenous-and-community-lands-essential-meeting-climate>
- <sup>420</sup> HLPE (2019), *Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition*. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. [http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE\\_Report\\_14\\_FR.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/HLPE/reports/HLPE_Report_14_FR.pdf)



## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 67 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org)),  
Oxfam Intermón (Espagne)  
([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Mexique ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))  
Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
KEDV ([www.kedv.org.tr/](http://www.kedv.org.tr/))

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)



**OXFAM**